



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 février 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 2nd, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
31753-1-52

Lettres patentes

Amédée Roy Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1951, constituant en corporation: Amédée Roy, agent d'assurance, W. Redmond Hayes, avocat, C.R., tous deux de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, et Roger Dugré, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme agents d'assurance, sous le nom de "Amédée Roy Limitée", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Letters Patent

Amédée Roy Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1951, incorporating: Amédée Roy, insurance agent, W. Redmond Hayes, advocate, K.C. both of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, and Roger Dugré, chartered accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, under the name of "Amédée Roy Limitée", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Cloutier Electric Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du six décembre 1951, constituant en corporation: Rolland Cloutier, électricien, Georgette Tassé, sténographe, et Maurice Demers, avocat, tous de Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, sous le nom de "Cloutier Electric Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le six décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Dan Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze décembre 1951, constituant en corporation: A. Hyman Mettarlin, notaire, Dame Sylvia Wisenberg, épouse séparée de biens de A. Hyman Mettarlin, tous deux de la cité d'Outremont et Alva P. Boyd, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Dan Investment Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 1500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Dominion Tile & Terrazo Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six décembre 1951, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et Conseil en Loi du Roi, Ezra Leitman, avocat, et Dorothy Boretsky, veuve non-mariée de feu H. D. Singer, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de carrières, et marchands de pierres, et manufacturiers et marchands de marbre, tuile, terrazo, sous le nom de "Dominion Tile & Terrazo Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Cloutier Electric Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of December, 1951, incorporating: Rolland Cloutier, electrician, Georgette Tassé, stenographer, and Maurice Demers, advocate, all of Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus under the name of "Cloutier Electric Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Dan Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of December, 1951, incorporating: A. Hyman Mettarlin, notary, Dame Sylvia Wisenberg, wife separate as to property of A. Hyman Mettarlin, both of the City of Outremont, and Alva P. Boyd, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and investment company, under the name of "Dan Investment Corp.", with a capital of \$40,000.00 divided into 250 common shares of \$100. each. each and 1500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Dominion Tile & Terrazo Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1951, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Ezra Leitman, advocate, and Dorothy Boretsky, unmarried widow of the late H. D. Singer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as quarry masters and stone merchants, and manufacturers and dealers in marble, tile, terrazzo, under the name of "Dominion Tile & Terrazo Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

**Duval Handbags Inc.
Sacs à Main Duval Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize décembre 1951, constituant en corporation: Léopold Duval, manufacturier, Dame Blanche Laverdière Duval, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léopold Duval et dûment autorisée par celui-ci aux fins des présentes, tous deux de Sillery, et Joseph-Louis-Philippe Bégin, employé de chemin de fer, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de sacs à main, ceintures et articles en cuir ou en plastique, sou le nom de "Duval Handbags Inc." — "Sacs à Main Duval Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Centre Industriel N° 5, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Ernest Tassé Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trois décembre 1951, constituant en corporation: Ernest Tassé, garagiste, Dame Rita Lavoie Tassé, épouse séparée de biens de Ernest Tassé, tous deux de Ville St-Laurent, et Willie Caron, journalier, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagiste, sous le nom de "Ernest Tassé Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Innes Equipment Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf décembre 1951, constituant en corporation: John Bumbray, conseil en loi du Roi, Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, tous deux de Ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, avocats et Thérèse Boissy, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

**Duval Handbags Inc.
Sacs à Main Duval Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941 bearing date the thirteenth day of December, 1951, incorporating: Léopold Duval, manufacturer, Dame Blanche Laverdière Duval: housewife, wife separate as to property of said Léopold Duval and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Sillery, and Joseph Louis Philippe Bégin, railway employee, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in handbags, belts and other articles in leather or plastic, under the name of "Duval Handbags Inc." — "Sacs à Main Duval Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Industrial Centre N° 5, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Ernest Tassé Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of December, 1951, incorporating: Ernest Tassé, garage keeper, Dame Rita Lavoie Tassé, wife separate as to property of Ernest Tassé, both of the Town of St. Laurent, and Willie Caron, labourer, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keeper, under the name of "Ernest Tassé Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Innes Equipment Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of December, 1951, incorporating: John Bumbray, King's Counsel, Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, both of the Town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Gaston Massie, advocates, and Thérèse Boissy, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et négociants de toutes sortes de produits servant à la construction, à l'aviation, à l'industrie minière, accessoires électriques et produits nécessaires à l'habitation et comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Innes Equipment Quebec Ltd.", avec un capital de \$110,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

International Advertising Products Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq décembre 1951, constituant en corporation: Max Klepper, Raymond Jezequel et Max Schoenfeld, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de publicité et d'étalage commercial, sous le nom de "International Advertising Products Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sept décembre 1951, constituant ce corporation sans-capital-actions: André Dutil, ingénieur Yvon Sirois, étudiant, Jean-Paul Laplante commis, tous trois de Saint-Romuald, Dr Roger Roberge, médecin, Raynold Bélanger, avocat Armand Carrier, livreur, de Lévis, Georges-E. Carignan, commis, Paul Boulanger, commis, de Lauzon, Jean-Luc Lacroix, étudiant, de Charny, Paul-Eugène Martineau, employé aux chantiers, Roland Martineau, cultivateur, de Saint-David, Roland Boutin, chauffeur, Florian Gagnon, cultivateur, de Saint-Lambert, Roland Couture, cultivateur, Richard Lapière, employé de manufacture, de Breakeyville, Adrien Martineau, employé de chantiers, de Saint-David, Roland Baron, journalier, Saint-Nicolas, Roland Gosselin, journalier, St-Etienne de Lauzon, Gérard Côté, journalier, St-Nicolas Station, Marc Fortier, commis, de Saint-Rédempteur, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes gens du comté de Lévis, sous le nom de "La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis Inc."

Le montant annuel auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers de la corporation est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Romuald, district judiciaire de Québec,

To carry on the business of manufacturers, dealers in and of all kinds of construction, aviation, mining, electrical and housing products, and general contractors, under the name of "Innes Equipment Quebec Ltd.", with a capital stock of \$110,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1. each and 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

International Advertising Products Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of December 1951, incorporating: Max Klepper Raymond Jezequel and Max Schoenfeld, merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and commercial display business, under the name of "International Advertising Products Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: André Dutil, engineer, Yvon Sirois, student, Jean Paul Laplante, clerk all three of Saint-Romuald, Dr. Roger Roberge, physician, Raynold Bélanger, advocate, Armand Carrier, delivery man, of Lévis, Georges E. Carignan, clerk, Paul Boulanger, clerk of Lauzon, Jean Luc Lacroix, student, of Charny, Paul Eugène Martineau, shipyard employee, Roland Martineau, farmer, of Saint-David, Roland Boutin, chauffeur, Florian Gagnon, farmer, of Saint-Lambert, Roland Couture, farmer, Richard Papière, plant employee, of Breakeyville, Adrien Martineau, shipyard employee, of Saint-David, Roland Baron, laborer, Saint-Nicolas, Roland Gosselin, laborer, St-Etienne de Lauzon, Gérard Côté, laborer, St-Nicolas Station, Marc Fortier, clerk, of Saint-Rédempteur, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group together the youth of the county of Lévis under the name of "La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis Inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Les.-Jos. Bergeron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1951, constituant en corporation: Louis-Joseph Bergeron, plâtrier, Roland Choquette, dentiste tous deux de Jonquière, et Alex-G. Joyce, ingénieur, d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de travaux en ciment et en plâtre, ainsi que d'entrepreneurs en construction, sous le nom de "Les.-Jos. Bergeron Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le cinq décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Montreal 5c — \$1.00 Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1951, constituant en corporation: Tudic A. Herscovitch, Moe M. Herscovitch, marchands, d'Outremont et Abram H. Ziniuk, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, sous le nom de "Montreal 5c-\$1.00 Stores Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Paquette & Paquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trois décembre 1951, constituant en corporation: Gérard Paquette, courtier d'assurance, Yves Foisy, comptable, Henri-Paul Lemay, avocat, tous trois de Montréal, Pierre Paquette, courtier d'assurance, d'Outremont, et Paul-Edouard Ross, avocat de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'entreprise de courtier d'assurance, sous le nom de "Paquette & Paquette Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 290 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Les.-Jos. Bergeron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1951, incorporating: Louis Joseph Bergeron, plasterer, Roland Choquette, dentist both of Jonquière, and Alex G. Joyce, engineer, of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of contractors in cement and plastering works, and also as building contractors, under the name of "Les.-Jos. Bergeron Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Montreal 5c — \$1.00 Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1951, incorporating: Tudic A. Herscovitch, Moe M. Herscovitch, merchants, of Outremont, and Abram H. Ziniuk, merchant of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, under the name of "Montreal 5c \$1.00 Stores Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100. each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Paquette & Paquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1951, incorporating Gérard Paquette, insurance broker, Yves Foisy, accountant, Henri-Paul Lemay, advocate, all three of Montreal, Pierre Paquette, insurance broker, of Outremont, and Paul-Edouard Ross, advocate, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and transactions of insurance broker, under the name of "Paquette & Paquette Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le trois décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Precision Steel Rule Dies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier décembre 1951, constituant en corporation: William James McQuillan, Georges Horman Broderick, avocats et Elsie Chappell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre et autrement faire le commerce de matrices à découper de règles d'acier et des matrices à ourler, sous le nom de "Precision Steel Rule Dies Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4530, avenue Hampton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Carrie Biggers, de Westmount, Elizabeth Leese, Gérard Crevier, Maurice Morenoff, Mary Marton, Gisèle Pauzé, Betty Spiers, Gina Vaubois, de la cité de Montréal, Lois McGilp, de Verdun, tous propriétaires et professeurs, Dora Dann, Phyllis Collins, Jeanne Rodier, Gérard Alvarez, Johnny Brown, Elvira Comez, Joan Tennant, Sonia Baylin, Dorothy Rosetti, Joan Stirling, de la cité de Montréal, Mary Saunders, de Westmount, Eleanor Moore Ashton, Margaret Paxton, de Ville Mont-Royal, Mildred Bouliane, de Ville La Salle, Alexander McDougall, de Ville Jacques-Cartier, Irene Starr, de Rosemont, tous professeurs, Mary Beetles, Ann Lendman, propriétaires, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts généraux et le bien-être des professeurs de danse et artistes affiliés, sous le nom de "Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Reinforced Concrete Designs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Precision Steel Rule Dies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1951, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, advocates, and Elsie Chappell, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and otherwise deal in steel rule cutting and creasing dies, under the name of "Precision Steel Rule Dies Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4530, Hampton Avenue, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating without share capital: Carrie Biggers, of Westmount, Elizabeth Leese, Gerald Crevier, Maurice Morenoff, Mary Marton, Gisèle Pauzé, Yvette Pauzé, Betty Spiers, Gina Vaubois, of the City of Montreal, Lois McGilp, of Verdun, all proprietors and teachers, Dora Dann, Phyllis Collins, Jeanne Rodier, Gérard Alvarez, Johnny Brown, Elvira Comez, Joan Tennant, Sonia Baylin, Dorothy Rosetti, Joan Stirling, of the City of Montreal, Mary Saunders, of Westmount, Eleanor Moore Ashton, Margaret Paxton, of the Town of Mount Royal, Mildred Bouliane, of Ville La Salle, Alexander McDougall, of Ville Jacques Cartier, Irene Starr, of Rosemont all teachers, Mary Beetles, Ann Lendman, proprietors, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To promote the general interest and welfare of dance teachers and affiliated artists, under the name of "Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Reinforced Concrete Designs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

vingt décembre 1951, constituant en corporation: Guy Beaudet, Paul-Emile Sansregret, Max Neithard, ingénieurs civils, Louis Saint-Denis, commerçant, et John Geoffrey Porteous, conseiller du Roi, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme contracteurs en construction et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Reinforced Concrete Designs Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune et 500 actions ordinaires sans valeur nominale; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$7,500.:

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31952-o

L. DÉSILETS.

Samson & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du six décembre 1951, constituant en corporation: Roland Diamond, notaire, Simone Brodeur, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Pierrette DeJonghe, secrétaire de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viande de tous les autres produits de la ferme, de bois, de charbon et d'huile et exploiter un garage, sous le nom de "Samson & Frères Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charette, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le six décembre 1952.:

L'Assistant-procureur général,

31952-o

L. DÉSILETS.

Tape Printers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre décembre 1951, constituant en corporation Michael Garber, avocat et Conseil en Loi du Roi, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irène Rubin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et publicistes généraux, sous le nom de "Tape Printers Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31952

L. DÉSILETS.

day of December, 1951, incorporating: Guy Beaudet, Paul-Emile Sansregret, Max Neithard, civil engineers, Louis Saint-Denis, tradesman, and John Geoffrey Porteous, King's Counsel, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and building contractors, under the name of "Reinforced Concrete Designs Inc."

The shares of the capital stock of the company is divided into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each and 500 common shares without nominal value; and the amount with which the company will commence its operations will be \$7,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31952

Deputy Attorney General.

Samson & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941: bearing date the sixth day of December, 1951, incorporating: Roland Diamond, notary, Simone Brodeur, secretary, both of the City of Montreal, and Pierrette DeJonghe, secretary of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in meat and all other farm products, in wood, coal and oil; and to operate a garage, under the name of "Samson & Frères Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Charette, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31952

Deputy Attorney General.

Tape Printers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of December, 1951, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of Westmount, Jacob Blumenstein, advocate, and Irène Rubin, secretary both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, publishers, under the name of "Tape Printers Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31952-o

Deputy Attorney General.

Trans World Film Laboratories Limited Trans World Film Laboratories Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1951, constituant en corporation: Joseph-Odilon Lemire, agent manufacturier, Donat Chartrand, comptable, José Mena, technicien, tous trois de la cité de Montréal, Dame Marguerite Pratt Préfontaine, ménagère, veuve de Alphonse Alexandre Préfontaine, et André Préfontaine, technicien, tous deux de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de radio, télévisions, photographie et cinématographie, sous le nom de "Trans World Film Laboratories Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1951, incorporating: Joseph Odilon Lemire, manufacturer's agent, Donat Chartrand, accountant, José Mena, technician, all three of the city of Montreal, Dame Marguerite Pratt Préfontaine, housewife, widow of Alphonse Alexandre Préfontaine, and André Préfontaine, technician, both of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in radio, television, photographic and moving-picture equipment, under the name of "Trans World Film Laboratories Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Triple-A Specialty Co. of Canada Triple-A Specialty Co. of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1951, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi du Roi, de Montréal et Bertha Mendelson, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles outillage électriques et industriel, sous le nom de "Triple-A Specialty Co. of Canada", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1951, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of Montreal, and Bertha Mendelson, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobile, electrical and industrial equipment, under the name of "Triple-A Specialty Co. of Canada", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each and 200 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Urgel Charette Transport Limitée Urgel Charette Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: Urgel Charette, entrepreneur en transport, des cité et district judiciaire de Beauharnois, Jean d'Amour, avocat, de Beauharnois, et Paul-Émile Noël, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du transport et le commerce de garagiste, sous le nom de "Urgel Charette Transport Limitée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twelfth of December, 1951, incorporating: Urgel Charette, transportation contractor, of the city and judicial district of Beauharnois, Jean d'Amour, lawyer, of Beauharnois, and Paul-Émile Noël, accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transportation and that of garage-keeper, under the name of "Urgel Charette Transport Limitée", with a capital stock of \$150,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Donohue Brothers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 décembre 1951, à la compagnie "Donohue Brothers, Limited", ratifiant son règlement spécial "D", subdivisant ses 150,000 actions sans valeur nominale ou au pair, constituant le capital autorisé de cette compagnie en 300,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant à pas moins de \$1, 500,000 le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses affaires.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Geo. Dansereau & Sons Ltd. Georges Dansereau & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1951, à la compagnie "Geo. Dansereau & Sons Ltd.—Georges Dansereau & Fils Ltée", ratifiant son règlement "C" modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires antérieures concernant les droits et restrictions affectant les actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

J.-L. Demers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 décembre 1951, à la compagnie "J.-L. Demers Ltée", ratifiant son règlement numéro 27: 1° réduisant son capital-actions de \$499,000 à \$200,000, par l'annulation de 2,490 actions ordinaires de \$100 non émises et de 500 actions privilégiées de \$100 émises et rachetées; 2° subdivisant les 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° portant de \$200,000 à \$1,000,000 le capital-actions de la compagnie, par la création de 20,000 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune et de 12,000 actions privilégiées nouvelles de \$50 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement; 4° modifiant certaines dispositions des lettres patentes dans le sens indiqué audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Donohue Brothers, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Donohue Brothers, Limited", ratifying its Special By-Law "D" subdividing its 150,000 shares without nominal or par value constituting the authorized share capital of this company into 300,000 shares without nominal or par value, and fixing at not less than \$1,500,000 the amount of capital with which the same will carry on business.

Dated at the office of the Attorney General, the 21st day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Geo. Dansereau & Sons Ltd. Georges Dansereau & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the company, "Geo. Dansereau & Sons Ltd.—Georges Dansereau & Fils Ltée", ratifying its By-law "C" modifying the provisions of its previous supplementary letters patent concerning the rights and restrictions affecting the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

J.-L. Demers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "J.-L. Demers Ltée", ratifying its By-law No. 27: 1. reducing its capital stock from \$499,000 to \$200,000 by the cancellation of 2,490 unissued common shares of \$100 each and 500 issued and redeemed preferred shares of \$100 each; 2. subdividing the 2,000 common shares of \$100 each into 20,000 common shares of \$10 each; 3. increasing from \$200,000 to \$1,000,000 the capital stock of the company, by the creation of 20,000 additional common shares of \$10 each and 12,000 new preferred shares of \$50 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law; 4. amending certain provisions of the letters patent in the manner indicated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

J.-M. Boulard Fellow Ship Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1951, à la corporation "J.-M. Boulard Fellow ship Club", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi, modifiant et augmentant ses pouvoirs en portant de \$9,000 à \$100,000 la valeur des biens immobiliers que celle-ci est désormais autorisée à posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Lake St. John Power and Paper Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 7 janvier 1952, à la compagnie "Lake St. John Power and Paper Company, Limited", ratifiant: 1° son règlement N° 41, diminuant son capital-actions par l'annulation de ses 18,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° le règlement N° 42, consolidant les 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair en 500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 3° le règlement N° 43, modifiant les dispositions des lettres patentes en des lettres patentes supplémentaires de la compagnie en fixant à \$500,000 le montant du capital avec lequel elle exercera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

**L. Guttman Limited
L. Guttman Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 novembre 1951, à la compagnie "L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

McCuaig Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 décembre 1951, à la compagnie "McCuaig Bros. Inc.", ratifiant son règlement spécial "E", diminuant son capital-actions par l'annulation de 978 actions privilégiées de \$100 chacune émises et remboursées.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

J.-M. Boulard Fellow Ship Club

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the corporation "J.-M. Boulard Fellow Ship Club", incorporated under Part III of the said Act, modifying and increasing its powers by increasing from \$9,000 to \$100,000 the value of the immoveable property which it shall in future be authorized to possess.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Lake St. John Power and Paper Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7 day of January, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Lake St. John Power and Paper Company, Limited", ratifying: 1° its By-law No. 41 reducing its share capital by the cancellation of its 18,000 preferred shares of \$100 each; 2. By-Law No. 42 consolidating the 100,000 common shares without nominal or par value into 500 common shares without nominal or par value; 3. By-Law No. 43 modifying the provisions of the letters patent and supplementary letters patent of the company by fixing at \$500,000 the amount of capital with which it will carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

**L. Guttman Limited
L. Guttman Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

McCuaig Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "McCuaig Bros. Inc.", ratifying its Special By-Law "E" decreasing its capital stock by the cancellation of 978 preferred shares of \$100 each, issued and redeemed.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Montpelier Construction Ltée — Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 décembre 1951, à la compagnie "Montpelier Construction Ltée — Ltd.", ratifiant son règlement numéro XXI augmentant son capital autorisé de \$50,000 à \$300,000 par la création de 2,500 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

Montpelier Construction Ltée — Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montpelier Construction Ltée — Ltd.", ratifying its By-law number XXI increasing its authorized capital stock from \$50,000 to \$300,000 by the creation of 2,500 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Montreal Indoor Tennis Club, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 décembre 1951, à la compagnie "Montreal Indoor Tennis Club, Limited", ratifiant son règlement "A", changeant les 400 actions de \$100 chacune constituant son capital autorisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair et déclarant que la compagnie continuera d'exercer ses opérations avec un capital de pas moins que \$30,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Montreal Indoor Tennis Club, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Indoor Tennis Club, Limited", ratifying its By-Law "A" changing the 400 shares of \$100 each constituting its authorized capital stock into 400 shares without nominal or par value and declaring that the company will continue to carry on its operations with not less than \$30,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

**Paradis & Fils, Limitée
Paradis & Sons, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 novembre 1951 à la compagnie "Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited", ratifiant son règlement spécial N° 66, augmentant son capital-actions de \$1,750,000 à \$2,750,000 par la création de 10,000 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

**Paradis & Fils, Limitée
Paradis & Sons, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited", ratifying its Special By-Law No. 66 increasing its capital stock from \$1,750,000 to \$2,750,000, by the creation of 10,000 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Pola Interest Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 décembre 1951, à la compagnie "Pola Interests Ltd.", ratifiant son règlement numéro quatre (4), modifiant certaines dispositions des lettres patentes supplémentaires antérieures de cette compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952 L. DÉSILETS.

Pola Interest Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pola Interests Ltd.", ratifying its By-Law Number Four (4) modifying certain provisions of the previous supplementary letters patent of this company.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952-o Deputy Attorney General.

Redpath Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Redpath Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 décembre 1951, à la compagnie "Redpath Realities Limited", ratifiant son règlement spécial "C": a) convertissant 5,000 actions ordinaires de \$5 chacune en 5,000 actions privilégiées de \$5 chacune; b) subdivisant lesdites 5,000 actions privilégiées de \$5 chacune en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune; c) énumérant les droits, restrictions et privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31952-o L. DÉSILETS.

December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Redpath Realities Limited", ratifying its special By-law "C": a) converting 5,000 common shares of \$5 each into 5,000 preferred shares of \$5 each; b) subdividing the said 5,000 preferred shares of \$5 each into 25,000 preferred shares of \$1 each; c) enumerating the rights, restrictions and privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31952 Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-JEAN

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SAINT-JEAN

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Léonel Desmarais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de St-Jean, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, pour taxes dues, en la salle du conseil de comté, N° 191 de la rue Jacques-Cartier, de la cité de St-Jean, JEUDI le TREIZE MARS mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que ces taxes ne soient payées, avec les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Léonel Desmarais, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the county of St. Jean, that the hereinafter described properties shall be sold at public auction, for taxes due, in the county Council Hall, No.191 of Jacques-Cartier street, in the city of St. Jean, THURSDAY, the THIRTEENTH of MARCH, nineteen hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon unless said taxes be paid with costs before the sale.

Municipalité de Lacolle — Municipality of Lacolle

Noms Names	N° de cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
J.-P. Dugal.....	243-74 & 75.....		\$147.50	\$ 13.04	\$160.54

Municipalité de Saint-Bernard — Municipality of Saint-Bernard

Willie Allard.....	433.....	90.59			90.59
Olivier Barrière.....	693 & 694.....	113.20			113.20
Charles Boyer.....	635.....	20.40			20.40
Dame John Napper.....	638.....	22.60			22.60
Eugène Pinsonnault.....	600.....	36.10			36.10

Municipalité de Sainte-Blaise — Municipality of Sainte-Blaise

Clifford Lasheoway.....	12 & 13.....	12.57	9.00	0.90	22.47
Joseph Pierre.....	47.....	121.26	85.00	11.17	217.43
Succ.-Est. Charles Roy.....	64.....	19.35	16.09	1.00	36.44

Donné à St-Jean le 10 janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
31933-4-2-o L. DESMARAIS.

Given at St. Jean on the 10th of January 1952.

L. DESMARAIS,
31933-4-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA

Avis public est par le présent donné par le soussigné, C. R. Garneau, notaire, secrétaire-trésorier de la Municipalité du comté d'Arthabaska, que JEUDI, le TREIZIÈME jour de MARS mil neuf cent cinquante deux, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle du conseil municipal du comté, à Arthabaska, chef-lieu du comté,

Public notice is hereby given by the undersigned, C. R. Garneau, notary, secretary-treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, that on THURSDAY the THIRTEENTH day of MARCH nineteen hundred and fifty-two at TEN o'clock in the forenoon, in the Municipal Council Hall of the county of Artha-

seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés, pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés, avec les frais encourus avant la vente, savoir:

baska, chief-place of the county, there will be sold by public auction the hereunder described immovables, for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of the said immovables, unless the same taxes, costs and charges be paid, before the sale, together with costs incurred, namely:

Municipalité de Sainte-Clotilde de Horton — Municipality of Sainte-Clotilde de Horton

Propriétaire Owner	Canton Township	Cadastre	Rang Range	Lot	Superficie Area	Total
Succ.-Est. John Fontaine	Horton	251	6	4	66	\$ 88.66

Municipalité de Saint-Rosaire — Municipality of Saint-Rosaire

Henri Pinard	Stanford	26B	5	26	126	7.44
------------------------	--------------------	---------------	-------------	--------------	---------------	------

Municipalité de Saint-Valère de Bulstrode — Municipality of Saint-Valère de Bulstrode

Achille Marchand	Bulstrode	809-810	12	21	84	43.10
Achille Marchand	Bulstrode	813-814	12	22-23	126	

Municipalité du canton de Stanford — Municipality of the township of Stanford

Arthur Martel	Stanford	P. O.-W. p 18c P. E. E. P. 19a	11	18-19	100	51.48
-------------------------	--------------------	-----------------------------------	--------------	-----------------	---------------	-------

Donné sous mon seing à Arthabaska, ce septième jour de janvier mil neuf cent cinquante deux.

Le Secrétaire-trésorier de la municipalité
du comté d'Arthabaska,
31940-4-2-o C.-R. GARNEAU.

Given under my hand at Arthabaska, this seventh day of January nineteen hundred and fifty two.

C. R. GARNEAU,
Secretary-Treasurer of the Municipality
31940-4-2-o of the County of Arthabaska.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE HULL

Je soussigné, donne par les présentes avis que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans le bureau d'enregistrement, division de Hull, en la cité de Hull, JEUDI le TREIZE MARS, 1952, à DIX heures de l'avant-midi (Heure solaire) pour taxes municipales et scolaire et autres redevances dues aux Municipalités ci-après nommées, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payés avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF HULL

I, the undersigned do hereby give notice that the lands hereinafter mentioned will be sold at Public Auction, in the Registry Office, Hull Division, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MARCH now next, 1952, at TEN o'clock in the forenoon (E.S.T.) for municipal and school taxes and other dues to the Municipalities hereinafter named, unless the same be paid with the costs, before the sale, viz:

Municipalité de Templeton-Ouest — Canton de Templeton
Municipality of West Templeton — Township of Templeton

Nom des propriétaires Name of owners	Numéros et description Numbers and descriptions	Rang Ranges	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. Frais Int. Cost	Total
Joseph Shea	Lot 28B, 100 acres	4	\$125.36	\$144.17	0.70	\$273.23
Joseph Shea	Lot E 1/2 26B, 50 acres	5	9.54	16.59	0.70	26.83
Joseph Shea	Lot 28A, 100 acres	6	26.76	28.98	0.70	56.44
Roméo Héту	Lot 28B, 100 acres	9	24.61	15.23	0.70	40.54
Thomas Mayer	Lot 28A, 100 acres	9	25.77	17.12	0.70	43.59
Léopold Lachapelle	Lot N.W. P. 25, 50 acres	11	12.94	4.73	0.70	18.37

Templeton village — Village of Templeton

Olivier Larabie	Lot 12A		2.98	9.30	0.70	12.78
---------------------------	-------------------	--	------	------	------	-------

Municipalité du village de Pointe Gatineau — Municipality of village of Pointe Gatineau

Nom des propriétaires Name of owners	Numéros et description Numbers and descriptions	Rang Ranges	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Int. Cost	Total
Lucien Dupont.....	Lot 76 No cad. 252-1 superf.	rue Cousineau.	10.30	21.53	0.59	32.42
Hermas Chartier.....	Lot 48, P. O-184-1 25x122.	St-Jean-Baptiste.	4.05	12.53	0.59	16.79

Municipalité de Templeton-Nord — Municipality of Templeton-North

Honoré Richard.....	P. du-of lot No. 1, 1/2 acre.	8.....	23.64	27.00	0.60	51.24
Edward Dwyer.....	P. du-of lot 11A, 30 acres.	7.....	13.68	25.13	0.60	39.41
Maxime Charbonneau.....	P. du-of lot 12A.....	8.....	15.35	10.80	0.60	26.75
Léonidas Prudomme.....	P. du-of lot 13, bât. seul. House only.	9.....	18.27	33.82	0.60	52.69
Léo Cayer.....	P. du-of lot 19B, 1 acre.....	9.....	49.94	93.46	0.60	144.00
Lois-Philippe Mercier.....	P. du-of lot 19B, 1/10 acre.....	9.....	2.26	2.68	0.60	5.54
Lois-Philippe Mercier.....	P. du-of lot 19A, 1 1/2 acre.....	8.....	27.47	53.15	0.60	81.22
Fidèle & Joseph Routhier.....	Lot 10A, 100 acres.....	10.....	12.68	13.50	0.60	26.78
Alex Clément.....	P. du-of lot 13, 1/3 acre.....	10.....	36.25	61.27	0.60	98.12
Claude Demers.....	P. du-of lot 13, 1/3 acre.....	10.....	18.31	31.09	0.60	50.00
Lucien Choquette.....	P. du-of lot 13, 1 acre.....	10.....	25.82	48.44	0.60	74.86
Henri Bilodeau.....	P. du-of lot 15A, 1/4 acre.....	12.....	15.14	28.89	0.60	44.63
E. E. Bonnell.....	P. du-of lot 17A, 1 acre.....	12.....	21.61	7.65	0.60	29.86
Émile Lemieux.....	P. du-of lot 12, 1/2 acre.....	13.....	24.00	43.48	0.60	68.08
Claude Gordon.....	P. du-of lot 19 (subd.) 7/8 acre.	13.....	20.07	4.80	0.60	25.47
Curtiss A. Bognart.....	P. du-of lot 16A, 1/4 acre.....	12.....	41.58	.....	0.60	42.08
George Barton.....	P. du-of lot 1, 1/2 acre.....	8.....	10.37	21.53	0.60	32.50
W. A. Green.....	P. O.-W., lot 1, 1/2 acre.....	8.....	19.70	21.86	0.60	42.16
Maurice Patry.....	Lot No 2, Pt. N.-O., 1/4 acre.	8.....	4.95	22.10	0.60	27.65
A. Beauchamp.....	P. du-of lot 18A, 1/2 acre.....	9.....	.....	58.33	0.60	58.93
Rev. Bazil Gegejezak.....	Lot 26A, 100 acres.....	12.....	5.50	50.01	0.60	56.11
Rev. Bazil Gegejezak.....	Lot 27A, 27B, 200 acres.....	12.....	11.00	100.03	1.20	112.23
Rev. Bazil Gegejezak.....	Lot 28, 200 acres.....	12.....	11.00	100.03	0.60	111.63
Henri Perrault.....	P. du-of lot 16.....	13.....	16.50	72.82	0.60	89.92
Policore & Herménégilde Dagenais.....	P. du-of lot 46, 75 acres.....	Gore..	11.00	67.18	0.60	78.78

Donné en la cité de Hull, ce neuvième jour de janvier 1952.

Given at the City of Hull, this ninth day of January, 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
L. MOUGEOT.

L. MOUGEOT,
Secretary-Treasurer.

31932-4-2-o

31932-4-2-o

Province de Quebec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SHEFFORD

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SHEFFORD

Avis public est par les présentes donné par le Secrétaire-trésorier, C.-H. Lefebvre soussigné, du conseil du Comté de Shefford que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère public au palais de Justice à Waterloo JEUDI, le TREIZE MARS 1952, à DIX heures de l'avant-midi pour les cotisations et charges dues aux Municipalités sur les divers lots et parties de lots désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant le jour de vente pour les taxes.

Public notice is hereby given by the undersigned C.-H. Lefebvre, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the County of Shefford, that the lands hereinafter described will be held at public auction in the town of Waterloo in the County of Shefford, THURSDAY MARCH THIRTEENTH 1952 at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the local Municipalities hereinafter mentioned upon several lots or parts of lots hereinafter described unless the same be paid with the costs incurred before the day of the sales to wit:

Cité de Granby — City of Granby

Nom Name	Occupation	Description	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Maurice-R. Bergeron.....		P. 544.....	\$ 17.97	17.74	35.71
Arthur Boileau.....		483-51, 443-50 p. 453-52-50 p. 45-46- 47-48-49-34-35.	1020.72	348.24	1368.96
Mme Jacques Chabot.....		P. C. 219.....	82.91	57.77	139.96
Théophile Duranleau.....		610, p. 10.....	97.39	50.41	147.80
Adélar Forand.....		483-13 p. 623-p. 264.	272.66	135.20	407.86
Lucien Hivon.....		123 p. E., 122 P. O.	369.66	142.54	512.20
Gill Langlois.....		718-15.....	260.15	.....	260.15
Paul Morissette.....		724-80-81.....	22.81	22.06	44.87

Municipalité du village Roxton-Falls — Municipality of village Roxton-Falls

Nom Name	Occupation	Description	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Elis Savard		P. 524	98.53	104.55	203.08
Armand Mongeau		P. 338, P. 339	127.80	179.55	307.35

Village de Stukely-Sud — Stukely-South village

Willie Dubois		171	25.40	.....	25.40
Dominion Marble Co.		209	29.89	.....	29.89
Joseph Lacasse		P. 37	28.93	15.14	44.07
Armand Roy		P. 34	43.95	80.78	124.73

Saint-Joachim de Shefford — Saint-Joachim of Shefford

Hector Delage		12-13-14-15	126.50	34.95	161.45
Napoléon Claug		P. 398-399	31.00	12.45	43.45
Coopérative d'Électricité, St-Joachim-Enfant-Jésus.		Poteaux, aneres.	529.25	.....	529.25
Jenkins Geo.		432	11.75	.....	11.75
J. H. Lewis		P. 103	8.00	.....	8.00
Luc & Viateur Deschesnes		1358 .....	.....	3.45	3.45
Alfred Robert		87 .....	.....	22.95	22.95

Municipalité d'Ely-Nord — Municipality of Ely-North

David & Florian Lapré		107 .....	.....	5.85	5.85
Joseph Durocher		P. 512, P. 515	43.07	55.50	98.57
Conrad Lussier		239 .....	.....	110.74	110.74
Claude Goyette		261 .....	.....	41.25	41.25

Municipalité de Sainte-Anne de Stukely (Rochelle)
Municipality of Sainte-Anne of Stukely (Rochelle)

Albert Deslauriers		305 .....	.....	31.06	31.06
Philippe Miclette		375 .....	.....	61.76	61.76

Municipalité de Stukely-Nord — Municipality of Stukely-North

Lionel Martel		P. 694-949-1000- 504-596.	223.48	223.48
---------------------	--	------------------------------	--------	-------	--------

Municipalité de Stukely-Sud — Municipality of Stukely-South

Prudential Trust Co.		206-207	154.26	.....	154.46
Donald Legge		P. 7.203	27.37	.....	27.37
Gosselin, Frère		300-299 P. S.	46.18	88.24	134.42
Gosselin, Frère		299	39.33	.....	39.33
Gérard Cabana .....		.....	42.23	.....	42.23

Donné à Waterloo ce 12 janvier 1952.
Le Secrétaire-trésorier,
C.-H. LEFEBVRE.
31934-4-2-o

Given at Waterloo this 12th January 1952.
C.-H. LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.
31934-4-2-o

Canada
Province de Québec — District de Saguenay
—
LA CORPORATION DE COMTÉ DE CHARLEVOIX
Est

Canada,
Province of Quebec, — District of Saguenay
—
CORPORATION OF THE COUNTY OF CHARLEVOIX
Est

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, que les propriétés ci-après décrites y compris les bâtisses dessus érigées seront vendues à l'enchère publique, dans la salle du Sous-basement de l'École Supérieure, en le village de La Malbaie, JEUDI le TREIZIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent cinquante deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes non payées et les intérêts mentionnés dans l'état cidessous, en plus des frais qui ont été ou peuvent

Public notice is hereby given, by the undersigned, that the properties hereinafter described, including the buildings thereon erected, will be sold by public auction, in hall of the basement of the High School, in the Village of La Malbaie, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes and interest mentioned in the following statement, with, moreover, costs inc-

être encourrus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais soient payés ultérieurement; urred or to be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

Municipalité de la paroisse de Ste-Agnès — Municipality of the Parish of Ste-Agnès

Name Name	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes Mun. Mun. Taxes	Taxes scol. School Taxes
Adonnaie Lavoie, Ste-Agnès, Charlevoix		32.72	
<p>Les lots de terre numéros cent soixante et treize et cent soixante et quatorze (173 & 174) aux Plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agnès, situés dans la concession du ruisseau des Fresnes, ensemble et avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances.</p> <p>The lots of land numbers one hundred and seventy-three and one hundred and seventy-four (173 & 174) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Agnès, situate in the "Ruisseau des Fresnes" concession, together and with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.</p>			
<p>Le lot de terre numéroté cinquante-six (56) aux plan et-livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agnès, sans bâtisse, tenant au nord-ouest aux représentants de feu Ernest McNicoll, et del 'autre côté, au sud-est, aux représentants d'Alcide Gaudreault.</p> <p>The lot of land number fifty-six (56) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Agnès — without buildings — bounded on the north-west by the representatives of the late Ernest McNicoll, and the other side, to the southeast, by the representatives of Alcide Gaudreault.</p>			
Léopold Villeneuve, Rivière-Mailloux		19.80	
<p>Une terre située dans le rang St-Jean, en la paroisse de Ste-Agnès, contenant trois arpents de largeur sur quarante et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant et composant les lots de terre N° 66 et 67 et partie de 65 sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès, ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et bornée comme suit la dite terre, savoir: — en front, au nord-est, au trécaré du rang St-Joseph; à la profondeur, au sud-ouest, au trécaré du rang St-Louis; tenant d'un côté, au sud-est, à la terre d'Ernest Ouellet ou représentants, tenant d'autre côté, au nord-ouest à la terre de Gabriel Ouellet ou représentants.</p> <p>A farm situate in the St-Jean range, in the parish of Ste-Agnès, containing three arpents in width by forty-one arpents in depth, the whole more or less, being and composed of the lots of land No. 66 and 67 and part of 65 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Ste-Agnès, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded, the said farm, as follows, to wit: in front, to the northeast by the "trait carré" of the St. Joseph range; in depth, to the southwest, by the "trait carré" of the St-Louis range; on one side, to the southeast, by the land of Ernest Ouellet or representatives, and on the other side, to the northwest, by the land of Gabriel Ouellet or representatives.</p>			
Héritiers-Heirs Donohue Bouchard			1.89
<p>Une terre à bois située dans le sixième rang de la dite paroisse de Ste-Agnès de un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, étant et composant une partie du lot 88 dudit cadastre de Ste-Agnès, tenant d'un côté à Flavien Tremblay et de l'autre côté à Hilarion Duchesne.</p> <p>A wooded lot of land situate in the sixth range of the said parish of Ste-Agnès, measuring one arpent and one half in width by forty arpents in depth, being and composed of a part of lot 88 of said cadastre for Ste-Agnès, bounded on one side by Flavien Tremblay and on the other side by Hilarion Duchesne.</p>			

Municipalité de paroisse de St-Siméon — Municipality of the Parish of St-Siméon.

Succession-Estate William Peter Alias Willie McLaren, Saint-Siméon, Charlevoix		24.71	48.52
<p>Un emplacement avec bâtisses, occupé par William-Peter McLaren, en son vivant, près de la maison de fer John McLaren, formant partie du lot de terre numéro trente-quatre (34 ptie) sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Siméon; consistant dans un terrain enclous d'une clôture de palissade partant du fleuve St-Laurent et continuant vers l'ouest jusqu'à six pieds de la maison érigée sur ledit emplacement, et de ces six pieds en arrière des bâtisses jusqu'à trente pieds à côté de l'étable bâtie par ledit William Peter McLaren, et de là courant vers le sud par une ligne parallèle à la clôture en palissade mentionnée plus haut jusqu'au fleuve St-Laurent.</p> <p>An emplacement with buildings, occupied by William-Peter McLaren, in his life-time, near the house of the late John McLaren, forming part of lot of land number thirty-four (Pt. 34) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St-Siméon; consisting of a lot fenced-in by a picket fence starting from the St-Lawrence-River and continuing westward up to six feet from the house built on the said emplacement, and from the said six feet in rear of buildings up to thirty from the side of the stable built by the said William Peter McLaren, and thence, running southward by a line parallel to the picket fence above mentioned as far as the St-Lawrence River.</p>			
Antonio Foster & Arsène Bilodeau, Saint-Siméon, Charlevoix		38.67	179.25
<p>Les lots de terre numéros six, sept et huit (6-7-8) du rang deux sud-ouest, canton Callières, étant une terre de douze arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur environ; ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à distraire toutefois l'emplacement de Vve Henri Chamberland et les droits de propriété de Mlle A. Borrough.</p> <p>The lots of land numbers six, seven and eight (6-7-8) of range two south-west, Township of Callières, being a farm twelve arpents in width by about twenty-eight arpents in depth; together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be deducted, however, the emplacement of Widow Henri Chamberland and the property rights of Miss A. Borrough.</p>			
<p>Le lot de terre numéro six (6) du rang un sud-ouest, canton Callières, étant une terre de quatre arpents par vingt-huit arpents environ de profondeur.</p> <p>The lot of land number six (6) in range one southwest, township Callières, being a farm of about four arpents by twenty-eight arpents in depth.</p>			
<p>Le lot de terre numéro six (6) du rang un nord-est, canton Callières, étant une terre de quatre arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur environ.</p> <p>The lot of land number six (6) in range one northeast, township Callières, being a farm four arpents in width by about twenty-eight arpents in depth.</p>			

Donné à Rivière Malbaie, ce septième jour du mois de Janvier, mil neuf cent cinquante-deux.

Given at Rivière Malbaie, this seventh day of the month of January, one thousand nine hundred and fifty-two.

31941-4-2-o Le Secrétaire-trésorier,
P. R. BOULIANE.

31941-4-2-o P. R. BOULIANE,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MATANE

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MATANE

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier, du Conseil de la municipalité du comté de Matane, que les immeubles ci-dessous décrits, seront vendus par enchère publique, à Matane, au Palais de Justice, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MARS prochain à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles ils sont tenus et effectés, tel que ci-dessous mentionnée, ne soient plus tôt payés avec les frais encourus, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the Municipality of the County of Matane, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction, at Matane, in the Court House, at TEN o'clock in the morning, THURSDAY, the THIRTEENTH day of MARCH next, unless the taxes, costs and other charges due, as hereinafter mentioned, be paid with costs incurred, to wit:

Canton Romieu (partie ouest) — Township Romieu (west part)

Noms et prénoms Names and surnames	N° du cadastre Cadastral No.	Canton et rang Township and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Arsenault, Alfred	29	Romieu, 3	\$ 6.37	\$ 6.00	\$12.37
Barriault, Émile	36	Romieu, 3	57.80	6.85	64.65
Côté, Armand	28	Romieu, 4	9.75	37.98	47.73
Lavoie, Arthur	1/2 O. 39	Romieu, 4	4.00	18.45	22.45
Maltais, Alfred	24	Romieu, 3	4.70	4.50	9.20
Ross, Jos., sr.	31	Romieu, 3	21.88	9.00	30.88
Ross, Jos., sr.	31	Romieu, 4	6.72	22.10	28.82

Municipalité de la paroisse de Saint-Luc — Municipality of the parish of Saint-Luc

Béland, Hector	26	Tessier, 7	11.30		11.30
Chassé, Vve-Wid. Albert	7 & 8	Tessier, 6	27.48		27.48

Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme — Municipality of the parish of Saint-Adelme

Deschênes, Laurent	46	St-Denis, 8	20.00	20.84	40.84
Gagné, Mme Adélar	538	St-Denis, 6	39.62	28.12	67.74
Gagné, Mme Adélar	390	St-Denis, 5	39.07	40.60	79.67
Gauthier, Paul-Émile	2	St-Denis, 8	24.23	38.49	62.72
Ouellet, Damase	5	St-Denis, 8	28.40	32.09	60.49

Municipalité de la paroisse de Grosses Roches — Municipality of the parish of Grosses Roches

Boucher, Honoré	215-216	Cherbourg, 1		18.04	18.04
Fortin, Roland	37	Cherbourg, 5	2.87	41.00	43.87
Gagnon, Wilfrid	51	Cherbourg, 4	1.52	40.00	41.52
Guimond, Fernand	45	Cherbourg, 4	1.41	53.00	54.41
Létourneau, Gérard	46	Cherbourg, 5	3.78	38.00	41.78
Office Établissement A. (Maurice Lefrançois)	47	Cherbourg, 5	2.21	65.00	67.21
Tremblay, Armand			9.00	25.24	34.24

Un terrain faisant partie du lot numéro deux cent vingt (P-220) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton Cherbourg, mesurant cinquante pieds (50') de front par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, à la route nationale, à l'ouest, à la propriété de Eugène Turcotte, père, au sud et à l'est, à celle de Eugène Turcotte, fils.

A piece of land being part of lot number two hundred and twenty (P-220) on the official cadastre for the parish of Ste-Félicité, township Cherbourg, measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet (100') in depth, english measure, bounded on the north side by highway No. 6, on the west side, by Eugène Turcotte's, Sr., property, on the south and east sides by Eugene Turcotte's jr, property.

Vallée, Émilien			13.07	5.63	18.70
-----------------	--	--	-------	------	-------

1. Un terrain situé dans la paroisse de Ste-Félicité, mesurant soixante-dix pieds (70') de front par soixante-huit pieds (68') de profondeur, partie par le terrain d'Armand Tremblay et partie par Eugène Turcotte père, et au nord-est, par Armand Tremblay, partie par le chemin public et partie par le terrain ci-dessus désigné, et au sud-est, par le terrain de Jean-Baptiste Dion, à une ligne tirée du coin nord-est en premier lieu

A land situate in the Parish of Ste-Félicité, measuring seventy feet (70') in width by sixty-eight feet (68') in depth, bounded on the North side, by the public road, on the East side, by Jean-Baptiste Dion's property, on the South and West sides by the land hereafter described, being part of lot number two Hundred and twenty (P-220) on the Official Cadastre for the Parish of Ste-Félicité.

2. Un autre terrain situé dans la paroisse de Ste-Félicité, de forme irrégulière, de la superficie qu'il peut avoir tel que borné au sud-ouest, partie par le terrain d'Armand Tremblay et partie par Eugène Turcotte père, et au nord-est, par Armand Tremblay, partie par le chemin public et partie par le terrain ci-dessus désigné, et au sud-est, par le terrain de Jean-Baptiste Dion, à une ligne tirée du coin nord-est en premier lieu

Another piece of land situated in the parish of Ste-Félicité, of irregular figure of the area it has bounded as follows: on the South-East side, part by Armand Tremblay's property and part by Eugene Turcotte Sr's property, on the north east side, par by Armand Tremblay's property, part by the public road and part by the hereabove described piece of land, and on the south east side by Jean-Baptiste Dion's property to a

décrit jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la ligne de Eugène Turcotte père, étant connu comme faisant partie du lot numéro deux cent vingt (P-220) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité.

line drawn from the Nord-East corner of the piece of land hereabove described to the intersection of this line with Eugène Turcotte Sr's property being part of lot number two Hundred and twenty (P-220) on the Official Cadastre for the parish of Ste-Félicité.

Municipalité de Saint-René Goupil — Municipality of Saint-René Goupil

Noms et prénoms Names and surnames	N° du cadastre Cadastral No.	Canton et rang Township and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Blouin, Charles	20	Tessier, 11	8.24		8.24
Chassé, Adalbert	2	Tessier, S.-O.-W., Rivière Matane.	8.54		8.54
Gagnon, Wilfrid	40	Tessier, N.-O.-W., Rivière Matane.	8.49		8.49
Murray, Hormidas	3	Tessier, 7	1.76		1.76
Otis, Anibald	23	Tessier, 10	55.52		55.52

Municipalité de Saint-Nil — Municipality of Saint-Nil

Caron, Adrien	1/2 N.-O.-W. 16-17	St-Denis, 13	1.42	5.00	6.42
Chenel, Wilfrid	13	St-Denis, 14	1.71	10.00	11.71
Dionne, Adéodat	1/2 S.E. 16-17	St-Denis, 13	1.42		1.42
Fortin, Claude (Rév.)	7	St-Denis, 14	3.44	8.25	11.69
Gagnon, Hector	15	St-Denis, 12	1.54		1.54
Gendron, Rosario (Rév.)	9	St-Denis, 14	2.14	5.00	7.14
Harrison, Hector	5	St-Denis, 11	1.42		1.42
Harrison, Alphé	36	Tessier, 10	2.19		2.19
Imbault, Grégoire	17	St-Denis, 12		10.00	10.00
Jean, Fortunat	34	Tessier, 11	3.34	13.69	17.03
Joseph, Armand	26	St-Denis, 13	1.42	10.00	11.42
Labonté, Wellie	15	Tessier, 14	5.74	11.90	17.64
Landry, Eugène	13	St-Denis, 12	1.72	5.00	6.72
Lavoie, Elphège	11	St-Denis, 12		10.00	10.00
Lévesque, Pierre	39	Tessier, 12	5.41	5.04	10.45
Michaud, André-Albert	23	St-Denis, 12	1.34		1.34
Michaud, Clermont	22	St-Denis, 13	1.29		1.29
Mioussé, Gérard	32	Tessier, 12	7.19		7.19
Mioussé, Omer	12	St-Denis, 12	5.84		5.84
Otis, Elisée	34	Tessier, 10	2.69		2.69
Ouellet, Stanislas	21	Tessier, 13	8.87		8.87
Paradis, Robert	36	St-Denis, 12	1.41		1.41
Pelletier, Gérard	30	St-Denis, 12	1.41		1.41
Richard, Maurice	25	St-Denis, 13	4.54		4.54
Tremblay, Raoul	18	Tessier, 13		24.25	24.25
Tremblay, Raoul	18	Tessier, 14		2.00	2.00
Tremblay, Jacques	13	Tessier, 13	2.31		2.31
Vaillancourt, Édouard	27	Tessier, 13	4.17		4.17

Municipalité de Saint-Jean de Cherbourg — Municipality of Saint-Jean de Cherbourg

Aubry, Gérard	34	Cherbourg, 11		7.70	7.70
Bernier, Mme Émile	46	St-Denis, 10		26.58	26.58
Bernier, Gérard	46	St-Denis, 10	6.97		6.97
Bérubé, Louis	16	Cherbourg, 9		49.31	49.31
Bouchard, Élisée	40	St-Denis, 10	3.67	22.05	25.72
Bouchard, Jos.-Ed., fils	45	St-Denis, 8		23.93	23.93
Bouchard, P.-E.	22	Cherbourg, 8	5.92		5.92
Carrier, Émile	24	Cherbourg, 8		17.30	17.30
Chassé, Roger	49	St-Denis, 12		9.18	9.18
Chassé, Roger	49	St-Denis, 12		9.18	9.18
Chassé, Roger	2	Cherbourg, 10		6.11	6.11
Deschênes, Laurent	46	St-Denis, 8		29.25	29.25
Deschênes, Robert	1	Cherbourg, 9		11.25	11.25
Desjardins, Jos.-H.	C & D	Cherbourg, 8		29.19	29.19
Desjardins, Lionel	36	Cherbourg, 8		15.37	15.37
Fortin, Raymond	6	Cherbourg, 10	6.16	45.78	51.94
Gagné, Mme Vve-Wid. Adélar	12	Cherbourg, 7	7.42		7.42
Gagné, Anatole	28	Cherbourg, 9		11.77	11.77
Gagné, Émile	44	St-Denis, 11		11.30	11.30
Gagné, Félix	14	Cherbourg, 9	7.45	34.10	41.55
Gagnon, Benoit	21	Cherbourg, 10		14.86	14.86
Gagnon, Edmond	8	Cherbourg, 7	8.20		8.20
Gaudreau, Roland	16	Cherbourg, 10		14.86	14.86
Gauthier, Léo	48	St-Denis, 11		13.07	13.07
Gauthier, Léo	49	St-Denis, 11		6.53	6.53
Gendron, Yvon	32	Cherbourg, 7	10.03		10.03
Harrison, Pierre	8	Cherbourg, 9	6.91		6.91
Imbault, Jean	36	Cherbourg, 7	3.97	21.77	25.74
Imbault, Ovide	23	Cherbourg, 9	4.24	24.99	29.23
Labrie, François	25	Cherbourg, 8		25.16	25.16
Lamontagne, Delphis	36	Cherbourg, 9		11.76	11.76
Leclerc, Doryla	5	Cherbourg, 7	7.99		7.99
Lefrançois, Albert	22	Cherbourg, 10		14.86	14.86
Levesque, Roger	10	Cherbourg, 6		20.08	20.08

Noms et prénoms Names and surnames	N° du cadastre Cadastral No.	Canton et rang Township and range	Taxes munic Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Marquis, Alphonse.....	44.....	St-Denis, 9.....		22.05	22.05
Marquis, Jean.....	26.....	Cherbourg, 9.....	3.67		3.67
Michaud, Vve-Wid. Joseph.....	13.....	Cherbourg, 9.....	9.91	22.75	32.66
Morin, Ernest.....	47.....	St-Denis, 9.....		7.43	7.43
Morin, Wilfrid.....	46.....	St-Denis, 11.....	2.32	11.00	13.32
Paquet, Léo.....	32.....	Cherbourg, 6.....	5.14		5.14
Parent, Lionel.....	27.....	Cherbourg, 8.....	1.87		1.87
Pelletier, Albert.....	17.....	Cherbourg, 9.....	11.02		11.02
Pelletier, Émilien.....	7.....	Cherbourg, 10.....		23.49	23.49
Prévost, Ovide.....	4.....	Cherbourg, 9.....	3.91		3.91
Proulx, Émile.....	10, 11, 18.....	Cherbourg, 9.....	10.42		10.42
Proulx, René.....	6.....	Cherbourg, 9.....	3.94		3.94
Rioux, Bertrand.....	15.....	Cherbourg, 6.....	5.17		5.17
Simard, Michel.....	23.....	Cherbourg, 8.....	3.79	28.80	32.59
Sirois, Jean-Charles.....	10.....	Cherbourg, 7.....	6.91	29.87	36.78
St-Pierre, Antonio.....	34.....	Cherbourg, 6.....	5.62		5.62
St-Pierre, Didas.....	36.....	Cherbourg, 6.....	6.13	36.07	42.20
St-Pierre, Gérard.....	32.....	Cherbourg, 8.....		31.06	31.06
Tremblay, Eugène.....	31.....	Cherbourg, 8.....	3.43		3.43
Vaillancourt, J.-E.....	15.....	Cherbourg, 9.....	7.93		7.93
Imbault, Ovide.....	P-9.....	Cherbourg, 8.....	2.89		2.89
Morin, Ovila.....	P-15.....	Cherbourg, 8.....	3.79		3.79
Otis, David.....	P-17.....	Cherbourg, 8.....	7.66		7.66
Simard, Antoine.....	P-17.....	Cherbourg, 7.....	5.17		5.17
St-Louis, Joseph.....	P-14.....	Cherbourg, 7.....	5.59		5.59
Harrison, Antoine.....			5.89	33.57	39.46

Un terrain mesurant quatre-vingts pieds (80') de front par cent pieds (100') de profondeur, borné au nord, à la propriété de Joseph Bouchard, à l'est, à celle de Raoul Otis, à l'ouest, à celle de Philippe Levesque, et au sud, par le chemin de front, situé sur le lot dix-sept (17) rang sept, Canton Cherbourg.

A piece of land measuring eighty feet (80') in width by one hundred feet (100') in depth, bounded on the North side, by Joseph Bouchard's property, on the East side, by Raoul Otis's property, on the West side, by Philippe Levesque's property and on the South side, by the front road, situate on lot number seventeen (17) seventh range, Township Cherbourg.

Levesque, Roland.....			21.88	21.88
-----------------------	--	--	-------	-------

Un terrain mesurant cinquante pieds (50') de front par quatre-vingts pieds (80') de profondeur, borné au nord, par la propriété de Léo Murray, à l'est, par celle d'Albert Bélanger, à l'ouest, par le chemin de front et au sud, par la propriété de Félix Gagné, père, situé sur le lot dix-sept (17) rang huit, Canton Cherbourg.

A piece of land measuring fifty (50') feet in width by eighty feet (80') in depth, bounded on the North side, by Léo Murray's property, in the East side, by Albert Bélanger's property, on the West side, by the front road, on the South side, by Felix Gagné Sr's property, situate on lot number seventeen (17) eighth range, Township Cherbourg.

Parent, Lorenzo.....			27.02	27.02
----------------------	--	--	-------	-------

Un terrain mesurant cent pieds (100') de front par deux cents pieds (200') de profondeur, borné au nord à la propriété de Jos. H. Michaud, au sud, à celle de J. Boudreau, à l'est, par le chemin de front, et à l'ouest, à celle de Jos. H. Michaud, situé sur le lot seize, rang sept, Canton Cherbourg.

A piece of land measuring one hundred feet (100') in width by two hundred feet (200') in depth, bounded on the North side, by Jos. H. Michaud's property, on the South side by J. Boudreau's property, on the East side, by front road, and on the West side, by Jos. H. Michaud's property, situate on lot number sixteen (16) seventh range, Township Cherbourg.

St-Louis, Joseph.....			22.07	22.07
-----------------------	--	--	-------	-------

Un terrain mesurant cinquante pieds de front (50') par quatre-vingts pieds (80') de profondeur, borné au nord, à la propriété de Joseph Bouchard, au sud, par le chemin de front, à l'est, par la propriété de Paul Emile Bouchard, et à l'est, par celle de Joseph Marin situé sur le lot dix-sept (17), septième rang, Canton Cherbourg.

A piece of land measuring fifty feet (50') in width by eighty feet (80') in depth, bounded on the North side by Joseph Bouchard's property, on the South side by the front road, on the East side by Paul Emile Bouchard's property, and on the West side, by Joseph Marin's property, situate on lot number seventeen (17) seventh range, Township Cherbourg.

Municipalité de Saint-Paulin Dalibaire — Municipality of Saint-Paulin Dalibaire

Asselin, Oliva.....	49.....	Romieu, 7.....	4.09		4.09
Beaudoin, Robert.....	46.....	Romieu, 9.....	1.80		1.80
Bouchard, Gabriel.....	51.....	Romieu, 7.....	4.23		4.23
Barriault, Hector (P.-E. Isabel).....	57.....	Romieu, 7.....	4.99		4.99
Chouinard, P.-E.....	25.....	Dalibaire, 7.....	4.16		4.16
Duclos, V ilfrid.....	60.....	Romieu, 7.....	4.50		4.50
Gagnon, Maurice.....	22.....	Dalibaire, 9.....	2.83		2.83
Guillemette, François.....	39.....	Dalibaire, 8.....	4.27		4.27
Lajoie, Alcide.....	38.....	Dalibaire, 9.....	1.64		1.64
Lepage, Léon.....	23.....	Dalibaire, 8.....	7.02		7.02
Létourneau, Antoine.....	P. S. 39.....	Romieu, 6.....	5.33		5.33
Marceau, François.....	31.....	Dalibaire, 7.....	6.32		6.32
Marceau, Léon.....	49.....	Romieu, 8.....	2.91		2.91
Thibault, François.....	19.....	Dalibaire, 8.....	3.35		3.35
Tremblay, Chs-Eugène (Emilien Dumont).....	47.....	Dalibaire, 9.....	2.56		2.56

Municipalité de la paroisse de Saint-Thomas de Cherbourg
Municipality of the parish of Saint-Thomas de Cherbourg

Noms et prénoms Names and surnames	N° du cadastre Cadastral No.	Canton et rang Township and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Bouchard, Jean-Baptiste	5	Dalibaire, 8	5.51	63.00	68.51
Caouette, Xavier	44	Cherbourg, 8	1.62	8.00	9.62
Gagné, Lionel	7	Dalibaire, 7		31.00	31.00
Gauthier, Gérard	54	Cherbourg, 8	1.69	17.00	18.69
Gauthier, Léonard	41-42	Cherbourg, 8	1.64	13.00	13.64
Harrisson, Napoléon	16	Dalibaire, 6		50.00	50.00
Harrisson, Napoléon	24	Dalibaire, 6		9.00	9.00
Levesque, Vianney	54	Cherbourg, 9	3.82	12.00	15.82
Levesque, Vincent	2	Dalibaire, 8		25.00	25.00
Morneau, Georges	11	Dalibaire, 12	1.41	6.00	7.41
Murray, Léopold	53	Cherbourg, 6	4.92	77.00	81.92
Pelletier, Chs-André	50	Cherbourg, 8	3.59	12.00	15.59
Rouleau, Robert	1	Dalibaire, 8	6.07	22.00	28.07
Roy, Adélar	11	Dalibaire, 8		28.00	28.00
Savard, Jean-Marc	41	Cherbourg, 9		13.00	13.00
Sirois, Pierre	47	Cherbourg, 8	8.19	73.00	81.19
Veilleux, Léo	59	Cherbourg, 7	5.19	24.00	29.19
Boucher & Rouleau			5.39	179.00	184.39

Un terrain faisant partie du lot numéro un, rang huit du cadastre officiel du Canton Cherbourg mesurant deux cents pieds (200') de front par cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété de Robert Rouleau et au sud au chemin public.

A piece of land being part of lot number one, eighth range on the official cadastre for the Township Cherbourg, measuring two hundred feet (200') in width by one hundred and twenty-five feet (125') in depth, English Measure, bounded on the North, East and West sides by Robert Rouleau's property and on the South side by the public road.

Pierre Sirois			1.29	17.00	18.29
---------------	--	--	------	-------	-------

Un terrain faisant partie du lot numéro cinquante-neuf, rang sept du cadastre officiel du Canton Cherbourg, mesurant soixante-quinze pieds (75') de front par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de Léo Veilleux.

A piece of land being part of lot number fifty-nine, seventh range on the official cadastre for the Township Cherbourg, measuring seventy five feet (75') in width by one hundred feet (100') in depth, English Measure, bounded on the North, South and East sides by Leo Veilleux's property.

Pierre Sirois			4.56	43.00	47.56
---------------	--	--	------	-------	-------

Un terrain faisant partie du lot numéro cinquante-six, rang six du cadastre officiel du Canton Cherbourg, mesurant cent pieds (100') de front par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété d'Albert Fortin.

A piece of land being part of lot number fifty-six, sixth range on the official cadastre for the Township Cherbourg, measuring one hundred feet (100') in width by one hundred feet (100') in depth, English Measure, bounded on the North, East and West sides by Albert Fortin's property.

Jean Ouellet			1.74	21.00	22.74
--------------	--	--	------	-------	-------

Un terrain faisant partie du lot cinquante-neuf, rang sept du cadastre officiel du Canton Cherbourg, mesurant soixante-quinze pieds (75') de front par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de Léo Veilleux et à l'ouest par le chemin public.

A piece of land being part of lot number fifty nine, seventh range on the official cadastre for the Township Cherbourg, measuring seventy five feet (75') in width by one hundred feet (100') in depth, English Measure, bounded on the North, South and East sides by Léo Veilleux's property and on the West side by the public road.

Donné à Matane, ce huit janvier mil neuf cent cinquante-deux.

Given at Matane, this eighth day of January, nineteen hundred and fifty-one.

Le Secrétaire-trésorier de la
Corporation du Comté de Matane,
31943-4-2-0 G.-ALEX LABEL.

G.-ALEX LABEL,
Secretary-Treasurer of the
31943-4-2 Corporation of the County of
Matane.

CORRECTIONS

CORRECTIONS

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MATANE

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MATANE

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la Gazette officielle de Québec le 26 janvier 1952, à la page 299, dans la Municipalité de Saint-Paulin Dalibaire, veuillez lire:

In the notice of sale for taxes of the said municipality, published in the Quebec Official Gazette of the 26th of January, 1952, on page 299, in the Municipality of Saint-Paulin Dalibaire, please read:

Noms et prénoms Names and surnames	N° du cadastre Cadastral No.	Canton et rang Township and range	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Asselin, Oliva	49	Romieu, 7	\$ 4.09	\$ 4.09
Beaudoin, Robert	46	Romieu, 9	1.80	1.80
Bouchard, Gabriel	51	Romieu, 7	4.23	4.23
Barriault, Hector (P. E. Isabel)	57	Romieu, 7	4.99	4.99
Duclou, Wilfrid	60	Romieu, 7	4.50	4.50
Letourneau, Antoine	P.S. 39	Romieu, 6	5.33	5.33
Marceau, Léon	49	Romieu, 8	2.91	2.91

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 310788. Dame Mary Madelene Kampfer, épouse de John Jack Seibert, les deux de la ville et district de Montréal, demanderesse, vs Ledit John Jack Seibert, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 310788. Dame Mary Madelene Kampfer, wife of John Jack Seibert, both of the City & District of Montreal, plaintiff, vs The said John Jack Seibert, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montréal, le 26 janvier, 1952.

Montreal, January 26th, 1952.

Les Procureurs de la demanderesse,
31989-o GARBER & BLUMENSTEIN.

GARBER & BLUMENSTEIN,
31989-o Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 67

Numéro 67

Québec, le 31 janvier 1952.

Québec, January 31st, 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

CONCERNING amendments of the decree relating to the shoe industry in the province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, amendé par les arrêtés numéros 1352-A, 1658-A et 1883-A des 20 août, 8 octobre et 12 novembre 1947, 68-C, 1132-D et 1390-A des 22 janvier, 1er septembre et 21 octobre 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A des 24 février, 11 août et 27 octobre 1949, 915-F, 1291-A des 9 août et 23 novembre 1950 et 51-C, 926-A, 926-G, 1260-G et 1337-A des 11 janvier, 22 août, 7 et 29 novembre 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province, rendered obligatory by the decree number 3003 of July 31, 1946, as amended by Orders 1352-A, 1658-A and 1883-A of August 20, October 8 and November 12, 1947, 68-C, 1132-D and 1390-A of January 22, September 1st and October 21, 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A of February 24, August 11 and October 27, 1949, 915-F, 1291-A of August 9 and November 23, 1950 and 51-C, 926-A, 926-G, 1260-G and 1337-A of January 11, August 22, November 7 and 29, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1951;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 24, 1951;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de ladite Loi, le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure lui a également présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, numéro 3003;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Act, the Joint Committee of the Shoe Industry has also submitted to him a request to amend the said decree, number 3003;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1951;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 24, 1951;

ATTENDU que l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

WHEREAS the objection made has been duly considered as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

1° L'article 8 est remplacé par le suivant:

"Art. 8: Salaire des salariés des départements du patronage, taillage, cuir à semelles, montage, fonçage, finissage.

1. Section 8 is replaced by the following:

"Section 8. Minimum Wages of employees in the pattern making, cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:

a) *Salariés travaillant à l'heure:*

a) *Employees paid by the hour:*

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1.	\$1.155	\$1.10	\$1.01
Apprenti — Apprentice:			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.	0.88	0.835	0.77
2ièmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.	0.99	0.94	0.87
Classe 2 — Class 2.	0.99	0.94	0.87
Apprenti — Apprentice:			
1ères 600 heures — 1st 600 hours.	0.715	0.68	0.625
2ièmes 600 heures — 2nd 600 hours.	0.88	0.835	0.77
Classe 3 — Class 3.	0.88	0.835	0.77
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.	0.715	0.68	0.625
Classe 4 — Class 4.	0.66	0.625	0.58
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.	0.495	0.47	0.435
Classe 5 — Classe 5.	0.495	0.47	0.435
Classe 6 — Classe 6.	0.44	0.42	0.385

b) *Salariés travaillant à la pièce:*

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

b) *Piece-work employees:*

Notwithstanding the rates mentioned above, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe I — Class I.	\$1.27	\$1.205	\$1.11
Apprenti — Apprentice:			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.	0.97	0.92	0.85
2ièmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.	1.09	1.035	0.955
Classe 2 — Class 2.	1.09	1.035	0.955
Apprenti — Apprentice:			
1ères 600 heures — 1st 600 hours.	0.785	0.745	0.685
2ièmes 600 heures — 2nd 600 hours.	0.97	0.92	0.85
Classe 3 — Class 3.	0.97	0.92	0.85
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.785	0.745	0.685
Classe 4 — Class 4.	0.725	0.69	0.635
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.545	0.52	0.475
Classe 5 — Class 5.	0.545	0.52	0.475
Classe 6 — Class 6.	0.485	0.46	0.425

Les mêmes taux d'appliquent aux classifications comprises dans les articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret.

The same rates apply to classifications contained in sections 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the decree;

c) Le décret permet une période d'initiation de 600 heures dans la classe 5 et une période d'initiation de 600 heures dans la classe 6. Il y a période d'initiation pour chaque classe mais non pas pour chaque opération de chaque classe.

Pendant cette période d'initiation, les salariés concernés auront droit aux taux minima horaires suivants:

c) The decree allows for a training period of 600 hours in class 5 and for a training period of 600 hours in class 6. There is such a period for each class but not for each class operation.

During the initiation period, the employees concerned are entitled to the following minimum rates:

Salariés travaillant à l'heure:

Employees working on an hourly basis:

	Zones		
	I	II	III
Classe 5 — Class 5.	\$0.44	\$0.42	\$0.385
Classe 6 — Class 6.	0.385	0.365	0.335
Classe 5 — Class 5.	0.485	0.46	0.425
Classe 6 — Class 6.	0.425	0.405	0.37"

Article 11

Section 11

2° L'opération 107-2 suivante est ajoutée: "107-2 Tailler la doublure ou l'entre-doublure, dans le coton, la faille, le "fleece"."

3° A l'opération 107-3, les mots "Tailler la doublure en tout matériel" sont remplacés par les mots "Tailler la doublure en tout matériel, sauf les item mentionnés à l'opération 107-2".

4° A l'opération 107-3, les derniers mots: "courroie ou bande-soutien" sont remplacés par les mots: "courroie, bande-soutien, fausse ou partie de fausse".

5° L'opération 110-5 devient l'opération 110-4

6° L'opération 112-5 devient l'opération 112-6.

2. Operation 107-2 is added "107-2. Cutting lining or inter-lining, in cotton "faille", fleece.

3. In operation 107-3, the words: "Cutting lining in any material" are replaced by the following: "cutting lining in any material, except items mentioned in 107-2".

4. In operation 107-3, the last words: "Strap or strip" are replaced by the words: "strap, strip, sock lining on sock lining part"

5. Operation 110-5 becomes operation 110-4.

6. Operation 112-5 becomes operation 112-5.

Article 12

7° A l'opération 201-1, les mots "Tailler dans le cuir: la semelle, la demi-semelle" sont remplacés par les mots: "Tailler dans le cuir: la semelle, la demi-semelle, la première Goodyear dans le cuir fondu".

8° A l'opération 203-2A, les mots "Tailler dans le cuir: la première, l'entre-semelle" sont remplacés par les mots: "Tailler dans le cuir: la première (excepté la première Goodyear dans le cuir fendu-opération 201-1), l'entre-semelle".

9° L'opération 205-5 est remplacée par la suivante:

"205-5. Tailler en tout autre matériel que le cuir: le bonbout, le bout dur, le contrefort, le cambrión, la talonnette en fibre, le coussinet, la bourrure, le sous-bout."

Article 13

10° L'opération 308-2 devient l'opération 308-1.

11° L'opération 333-5 suivante est ajoutée: "333-5. Presser la tige à chaud après le montage."

Article 15

12° L'opération 505-2 est remplacée par l'opération 505-2A suivante:

"505-2A. Sabler sur rouleau la semelle ou le bonbout. Cette opération comprend en plus enlever le chanfrein."

13° L'opération 506-1 suivante est ajoutée: "506-1. Polir les fonds sur Naumkeag. Cette opération comprend en plus: sabler sur rouleau la semelle ou le bonbout, 505-2A."

14° L'opération 512-5 est remplacé par l'opération 512-4 suivante:

"512-4. Rogner la doublure à la main ou à la machine."

15° L'article 16 est remplacé par le suivant: "Art. 16. Salaires des salariés du département de la couture:

a) Salariés travaillant à l'heure:

	I	II	III
Classe A — Class A.	\$0.66	\$0.625	\$0.58
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.55	0.52	0.48
Classe B — Class B.	0.55	0.52	0.48
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.44	0.42	0.385
Classe C — Class C.	0.44	0.42	0.385
Période d'initiation 600 heures — Initiation period: 600 hours.	0.385	0.365	0.335

b) Salariés travaillant à la pièce:

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

	I	II	III
Classe A — Classe A.	\$0.725	0.69	0.635
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.605	0.575	0.53
Classe B — Class B.	0.605	0.575	0.53
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 heures.	0.485	0.46	0.425
Classe C — Class C.	0.485	0.46	0.425
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 heures. . .	0.425	0.405	0.37

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans l'article 17 du décret à l'exception de la dernière opération de la classe A, "coudre au puritain l'empeigne ou le contrefort extérieur", dont le taux est celui de la classe 1, article 8."

16° L'article 25 est remplacé par le suivant: "Art. 25. Boni de vie chère: L'indice du coût de la vie pour le Canada (août 1939-100), tel

Section 12

7. In operation 201-1, the words: "cutting in leather: sole, tap sole are replaced by the words: "cutting in leather: sole, tap sole, Goodyear insole in split."

8. In operation 203-2A; the words: "cutting in leather: "insole, middle sole" are replaced by the words: "cutting in leather: insole (except Goodyear insole in split, operation 201-1) middle sole."

9. Operation 205-5 is replaced by the following:

"205-5-C "cutting in any material except leather: top piece, box toe, counter, shank, fibre heel pad, heel pad cushion, filler, lift."

Section 13

10. Operation 308-2 becomes operation 308-1.

11. Operation 333-5 is added: "333-5-B. Bottom ironing, after lasting."

Section 15

12. Operation 505-2 is replaced by the following operation 505-2A:

"505-2-A. Buffing sole or top piece. This operation includes also: scraping edge."

13. Operation 506-1 is added: "506-1 Sanding bottom on "naumkeag". This operation includes also: bufing sole or top piece, 505-2A"

14. Operation 512-5 is replaced by the following operation 512-4:

"512-4-Trimming lining by hand on machine."

15. Section 16 is replaced by the following: "Section 16. Rates for employees of the sewing department:

a) Employees paid by the hour:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.	\$0.66	\$0.625	\$0.58
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.55	0.52	0.48
Classe B — Class B.	0.55	0.52	0.48
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.44	0.42	0.385
Classe C — Class C.	0.44	0.42	0.385
Période d'initiation 600 heures — Initiation period: 600 hours.	0.385	0.365	0.335

b) Piece-work employees:

Notwithstanding the rates above mentioned, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Classe A.	\$0.725	0.69	0.635
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 hours.	0.605	0.575	0.53
Classe B — Class B.	0.605	0.575	0.53
Apprenti 600 heures — Apprentice 600 heures.	0.485	0.46	0.425
Classe C — Class C.	0.485	0.46	0.425
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 heures. . .	0.425	0.405	0.37

The same rates apply to classifications contained in section 17 of the decree, excepting the last operation of class A "stitching vamp or outside counter on Puritain machine" which shall be paid the rate set for class 1, section 8."

16. Section 25 is replaced by the following: "Section 25. Cost of Living Bonus: The cost of living index for Canada (August 1939-100), as

que publié au début de janvier 1952, sert de point de départ au paiement d'une indemnité de vie chère.

Chaque fois que l'indice accuse une fluctuation de 5 points, à la hausse ou à la baisse, les taux de salaires édictés au présent décret doivent être augmentés ou diminués, selon le cas, de \$0.05 l'heure.

Cette augmentation ou cette diminution prend effet à compter du 1er jour du mois suivant la publication officielle de l'indice du coût de la vie susmentionné et après avis à cet effet du comité paritaire aux parties signataires et aux manufacturiers assujettis au présent décret.

Toutefois, la diminution du boni de vie chère est limitée comme suit:

jusqu'au 31 décembre 1952, par les taux minima prescrits par le présent décret d'amendement (Ex.: Employé à l'heure, classe 1, zone 1, \$1.155; employé à la pièce, classe 1, zone 1, \$1.27;

à compter du 1er janvier 1952 jusqu'au 1er septembre 1954, par les taux minima prescrits par l'arrêté en conseil numéro 51 du 11 janvier 1951, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 janvier 1951, et en vigueur le 1er novembre 1951. (Ex.: Employé à l'heure, classe 1, zone 1, \$1.05; employé à la pièce, classe 1, zone 1, \$1.155)."

17° L'article 31A suivant est ajouté:
 "Art. 31A. *Couture à la main des spécialités indiennes.* Nonobstant l'article 31 ci-dessus, le cousage à la main des spécialités indiennes peut se faire à domicile ou en dehors de l'établissement de l'employeur à condition que les taux minima à la pièce suivants soient payés:

published early in January 1952, serves as a first basis for the establishment of a cost of living bonus.

For every 5-point fluctuation of the index, upward or downward, the rates of wages mentioned in the present decree shall be increased or decreased, as the case may be, by 0.05 per hour.

This increase or decrease becomes effective from the 1st of the month following official publication of the cost of living index above mentioned, and following notification also in writing by the Joint Committee to the contracting parties and manufacturers governed by the present decree.

However, the decrease in the cost of living bonus will be limited as follows:

Until December 31, 1952, by the minimum rates prescribed by the present amending decree (Ex.: Employee paid by the hour, class 1, zone 1, \$1.155; piece-word employee, class 1, zone 1, \$1.27;

Dating from January 1, 1953 to September 1, 1954, by the minimum rates prescribed by order in council No. 51 of January 11, 1951, published in the *Quebec Official Gazette* of January 20, 1951, and in force on November 1, 1951: (Ex.: Employees paid by the hour, class 1, zone 1, \$1.05; piece-word employee, class 1, zone 1, \$1.155."

17. Section 31A is added:
 "Section 31A. *Sewing by hand of indian specialities.*" Notwithstanding the above section 31, sewing by hand of indian specialities can be made at home or outside the employer's factory provided the following minima piece rates be paid.

LISTE DE PRIX — COUTURE A LA MAIN — PRICE LIST FOR HAND SEWING
 Prix pour 12 paires — Price for 12 pairs

	Vache Point croisé cow-hide crosstich	Boudrier cuir très dur travaillé mouillé Fend very hard leather dressed and wet	Huile Oil tan	Chrome Chromium
HOMMES-MEN — pointures-sizes	6 à-to 12			
Montage (mettre soulier sur forme et ajuster) — Lasting	0.48	0.72	0.72	0.72
Coudre — Sewing				
tablier (dessus) — vamp	3.36	3.84	3.60	3.12
montée — T-vertical stitch (la montée).	0.48	0.72	0.60	0.60
travers — T-horizontal stitch (travers)	0.48	0.84	0.72	0.60
Démontage — Unlasting	0.24	0.24	0.24	0.24
	5.04	6.36	5.88	5.28
FEMMES-WOMEN — pointures-sizes	3 à-to 9			
Montage — Lasting	0.48	0.72	0.72	0.72
Coudre — Sewing				
tablier — vamp	3.12	3.60	3.36	2.88
montée — T-vertical stitch	0.36	0.72	0.60	0.60
travers — T-horizontal stitch	0.36	0.84	0.72	0.60
Démontage — Unlasting	0.24	0.24	0.24	0.24
	4.56	6.12	5.64	5.04
GARCONS-BOYS — pointures-sizes	1 à-to 5			
Montage — Lasting		0.72	0.72	0.72
Coudre — Sewing:				
tablier — vamp		3.36	3.12	2.52
montée — T-vertical stitch		0.60	0.48	0.48
travers — T-horizontal stitch		0.72	0.60	0.60
Démontage — Unlasting		0.24	0.24	0.24
		5.64	5.16	4.56

FILLES-MISSES — pointures-sizes:	11 à-to 2			
Montage — Lasting	0.36	0.72	0.72	0.72
Coudre — Sewing :				
tablier — vamp	3.00	3.00	2.52	2.16
montée — T-vertical stitch	0.26	0.48	0.48	0.36
travers — T-horizontal stitch	0.26	0.60	0.60	0.48
Démontage — Unlasting	0.18	0.24	0.24	0.24
	4.06	5.04	4.56	3.96
ENFANTS-INFANTS — pointures-sizes	4 à-to 10			
Montage — Lasting	0.36	0.72	0.72	0.72
Coudre — Sewing :				
tablier — vamp	2.55	2.76	2.28	1.92
montée — T-vertical stitch	0.22	0.48	0.48	0.36
travers — T-horizontal stich	0.25	0.60	0.60	0.48
Démontage — Unlasting	0.18	0.24	0.24	0.24
	3.56	4.80	4.32	3.72

18° L'article 36A suivant est ajouté:

"Art. 36A. Nonobstant les dispositions du présent décret, les parties intéressées peuvent négocier et conclure des conventions collectives particulières, suivant les dispositions de la Loi des Relations Ouvrières de Québec."

19° L'article 37 est remplacé par le suivant:

"Art. 37. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties signataires ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, entre le 1er mars et le 30 avril 1954, ou entre le 1er mars et le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Les parties contractantes ont convenu que le présent décret d'amendement prenne effet à partir du 1er décembre 1951.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
1938-o Greffier du Conseil Exécutif.

18. Section 36A is added:

"Section 36A. Notwithstanding the provisions of the present decree, parties concerned may negotiate and conclude individual collective agreements in accordance with the Labour Relations Act of Quebec."

19. Section 37 is replaced by the following:

"Section 37. *Duration of the Decree*. The present decree remains in force until September 1, 1954. It then renews itself automatically, from year to year, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary between March 1 and April 30, 1954, or between March 1 and April 30 of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

The contracting parties are agreed to enforce the present amending decree from December 1, 1951.

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,
31938-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 67

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pains, gâteaux et pâtisseries dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de boulanger et distributeur de pains, gâteaux et pâtisseries dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 305 du 23 février 1938, amendé par les arrêtés numéros 489 du 1er février 1940, 2747 et 3057 des 15 octobre et 12 novembre 1942, 1693 du 4 mai 1945, 1660 du 10 mai 1946, 689-C et 1907-A des 30 avril et 19 novembre 1947, 1132-A du 1er septembre 1948 et 883-E du 11 août 1949, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1951;

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 67

Quebec, January 31st, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to bakers and bread, cake and pastry deliverers in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the bakers and bread, cake and pastry deliverers in the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 305 of February 23, 1938, as amended by Orders 489 of February 1, 1940, 2747 and 3057 of October 15 and November 12, 1942, 1693 of May 4, 1945, 1660 of May 10, 1946, 689-C and 1907-A of April 30 and November 19, 1947, 1132-A of September 1, 1948 and 883-E of August 11, 1949, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 24, 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 305 soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"a) Boulangers, pâtisseries:	
<i>Compagnons:</i>	<i>par semaine</i>
1er boulanger	\$45.00
1er pâtissier	45.00
2ème boulanger	41.00
2ème pâtissier	41.00
3ème boulanger et les compagnons suivants	38.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants	38.00
<i>Apprentis:</i>	
1ère année	21.00
2ème année	25.00
3ème année	29.00"

2° Le paragraphe "b" de l'article III est radié au complet.

(Document "B" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
31938-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 67

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT deux modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de deux modifications au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 amendé par les arrêtés numéros 2873, 3010 et 3127 des 30 octobre, 6 et 19 novembre 1941, 1902 et 2992 des 30 juillet et 5 novembre 1942, 152 du 22 janvier 1943, 3821 du 12 octobre 1944, 234 du 18 janvier 1945, 1019, 1663 et 5064 des 21 mars, 10 mai et 18 décembre 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C et 1883-C des 21 mars, 30 avril, 4 juin, 2 et 23 octobre et 12 novembre 1947, 69-B et 656-A des 22 janvier et 13 mai 1948, 514-A et 514-B du 12 mai 1949, 554-A, 973-A et 1368-A des 17 mai, 30 août et 14 décembre 1950, 230-B, 604-A, 1072-C et 1260-F des 7 mars, 14 juin, 27 septembre et 7 novembre 1951, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés dans la Gazette officielle de Québec, édition des 10 et 24 novembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 305, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section II is replaced by the following:

"a) Bakers, pastry-cooks:	
<i>Journeymen:</i>	<i>per week</i>
1st baker	\$45.00
1st pastry-cook	45.00
2nd baker	41.00
2nd pastry-cook	41.00
3rd baker and the other journeymen	38.00
3rd pastry-cook and the other journeymen	38.00
<i>Apprentices:</i>	
1st year	\$21.00
2nd year	25.00
3rd year	29.00

2. Subsection "b" of section III is deleted.

(Document "B" annexé to the order)
A. MORISSET,
31938-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 67

Quebec, January 31st, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING two amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chitoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of two amendments to the decree number 1743 of July 11, 1941, as amended by Orders 2873, 3010 and 3127 of October 30, November 6 and 19, 1941, 1902 and 2992 of July 30 and November 5, 1942, 152 of January 22, 1943, 3821 of October 12, 1944, 234 of January 18, 1945, 1019, 1663 and 5064 of March 21, May 10 and December 18, 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C and 1883-C of March 21, April 30, June 4, October 2 and 23, and November 12, 1947, 69-B and 656-A of January 22 and May 13, 1948, 514-A and 514-B of May 12, 1949, 554-A, 973-A and 1368-A of May 17, August 30 and December 14, 1950, 230-B, 604-A, 1072-C and 1260-F of March 7, June 14, September 27 and November 7, 1951, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS the said notices have been published in the Quebec Official Gazette, issue of November 10 and 24, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE ledit décret numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Les mots "Baie Comeau" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "c" de l'article III sont radiés.

2° L'alinéa suivant est ajouté après la cédula des salaires minima apparaissant au paragraphe "a" de l'article V:

"D'accord avec les dispositions du premier alinéa du présent paragraphe, sauf dans la zone I-A, tous les taux horaires minima apparaissant dans l'échelle de salaires précédente doivent être augmentés de \$0.05 à compter de la période de paie en cours le 22 octobre 1951, l'indice fédéral du coût de la vie ayant été établi à 189.8 points au 1er septembre 1951."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1: The words "Baie Comeau" mentioned in the second paragraph of subsection "c" of section III are deleted.

2: The following paragraph is added after the minimum wage schedule mentioned in subsection "a" of section V:

Pursuant to the provisions of the first paragraph of the present subsection, all minimum hourly rates mentioned in the preceding scale of wages, except as regards zone I-A, shall be increased by \$0.05 from the pay period in progress on October 22, 1951, the federal cost of living index having been established at 189.8 points on September 1st, 1951."

(Document "C" annexed to the order)

31938-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

31938-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 67

Number 67

Québec le 31 janvier 1952

Quebec, January 31st 1952

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "D"

Part "D"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statutes refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 231 du 7 mars 1951, amendé par l'arrêté numéro 926-D du 22 août 1951, relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 231 of March 7, 1951, as amended by Order number 926-D of August 22, 1951, relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 29 septembre 1951;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of September 29, 1951;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

WHEREAS one objection has been made and has been duly considered as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 231, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 231, be amended as follows:

Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b) Hommes de service: Les heures de travail des hommes de service sont réparties comme suit: 1ère équipe (de jour): 12 heures par jour (maximum).

"b) Service men: The hours of works of service men are distributed as follows:

2ème équipe (de nuit): 12 heures par nuit (maximum).

1st shift (day): 12 hours per day (maximum)

La semaine régulière des hommes de service est de soixante douze (72) heures. Tout travail fait en plus de 12 heures par jour ou par nuit et en plus de 72 heures par semaine est considéré comme temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

2nd shift (night): 12 hours per night (maximum)

The regular work week of service men consists of seventy-two (72) hours. Any hour worked in excess of 12 per day or night, and in excess of 72 per week is considered as overtime and remunerated at the rate of time and a half."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

(Document "D" annexed to the order)

31938-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

31938-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 67

Number 67

Québec, le 31 janvier 1952

Québec, January 31st, 1952

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de détail dans la cité de Québec. CONCERNING amendments of the decree relating to the retail trade in the city of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4491 du 24 décembre 1940, 1664 et 2752 des 28 juin et 16 octobre 1941, 898 et 2993 des 15 avril et 5 novembre 1942, 645 du 15 mars 1943, 2256 et 3036 des 23 juin et 1er août 1944, 2393 du 21 juin 1945, 1332 et 1653 des 18 avril et 10 mai 1946, 818-B du 22 mai 1947, 550-A du 22 avril 1948, 296-A du 17 mars 1949 et 1177-A du 26 octobre 1950, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the city of Québec, rendered obligatory by the decree number 3265 of September 6, 1940, as amended by Orders 4491 of December 24, 1940, 1644 and 2752 of June 28 and October 16, 1941, 898 and 2993 of April 15 and November 5, 1942, 645 of March 15, 1943, 2256 and 3036 of June 23 and August 1, 1944, 2393 of June 21, 1945, 1332 and 1653 of April 18 and May 10, 1946, 818-B of May 22, 1947, 550-A of April 22, 1948, 296-A of March 17, 1949 and 1177-A of October 26, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1951;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 27, 1951;

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de ladite Loi, le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification audit décret, numéro 3265;

WHEREAS pursuant to the procedure provided for under section 8 of the said Act, the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the said decree, number 3265;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 septembre 1951;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 15, 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3265, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 3265, be amended as follows:

1°. Le paragraphe "b" de l'article I est remplacé par le suivant:

1. Subsection "b" of section I is replaced by the following:

"b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les cités de Québec et de Sillery, la ville de Québec-Ouest et la municipalité de Giffard."

"b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the cities of Québec and Sillery, the town of Québec-West and the municipality of Giffard."

2° Le paragraphe "f" de l'article II est remplacé par le suivant:

2. Subsection "f" of section II is replaced by the following:

"f) *Chef de rayon*: Le terme "chef de rayon" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b"), qui est chargé de l'administration ou a la responsabilité d'un ou de plusieurs rayons ou départements d'un établissement commercial.

"f) *Department head*: The words "department head" mean and include every employee (cf. paragraph "b") who is in charge of the administration or has the responsibility of one or more departments of a commercial establishment."

Les chefs de rayon dont la rémunération hebdomadaire moyenne, salaire et commissions, dépasse \$100.00 ne tombent pas sous le coup de la présente définition et sont considérées comme faisant partie de la direction de l'entreprise."

Department heads whose weekly average earnings, including salary and commission, exceed \$100.00 are not covered by the present definition and are considered as belonging to the management of the undertaking."

3° Le paragraphe "m" suivant est ajouté à l'article II:

3. The following subsection "m" is added to section II:

"m) Les mots "année d'expérience" signifient la ou les années de travail ou d'étude que le Bureau des Examineurs du Comité paritaire reconnaît ou détermine avoir été utile à l'acquisition de l'expérience du travail dans chaque catégorie d'employé mentionnée à l'article IV, pour chaque salarié."

"m) The words "year of experience" mean the year or years of work or study which the Board of Examiners of the Parity Committee recognizes or determines as having been useful in acquiring experience in any one category, as mentioned in section IV, for each employee."

4° A l'article VI, (Durée du décret):

4. In section VI, (Duration of the decree):

i) Les mots "jusqu'au 15 novembre 1946", apparaissant à la fin de la première phrase, sont remplacés par les mots "jusqu'au 1er avril 1952".
 ii) Les mots "le 15 novembre" apparaissant dans la deuxième phrase, sont remplacés par les mots "le 1er avril".

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

31938-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 67

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés numéros 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D, 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 novembre 1951;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de ladite Loi, les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret, numéro 1254, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 novembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret: numéro 1254, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "j" de l'article I est remplacé par le suivant:

"j) *Compagnon-électricien*: Le terme "compagnon-électricien" désigne toute personne qui fait des travaux d'installation électrique nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, pour fins de pouvoirs, d'éclairage ou de chauffage, au compte d'un entrepreneur électricien. Cette personne doit détenir à ces fins la licence "C".

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

	Salaires horaires	
Métiers:	Zone I	Zone II
Briqueur.	\$1.70	\$1.60

i) The words "until November 15, 1946" mentioned at the end of the first sentence are replaced by the words "until April 1, 1952"

ii) The words "prior to November 15" mentioned in the second sentence, are replaced by the words "prior to April 1st".

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,
 Clerk of the Executive Council.

31938-o

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 67

Quebec, January 31st, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "F"

CONCERNING amendments to the decree relating to the Construction Industry and Trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Témiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under Section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of several amendments to the decree number 1254 of November 10, 1949, amended by Orders Nos. 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30 and November 8, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D, 1228-G of January 11, March 7, April 12 and October 31, 1951, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Pontiac and Témiscamingue;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 10, 1951;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act, the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree, number 1254, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 17, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1254, be amended as follows:

1. Subsection "j" of Section I is replaced by the following:

"j) *Journeyman electrician*: The words "journeyman electrician" mean any person whose work is connected with electrical installations, either new or existing, winding, laying, repair of wires, conductors or electrical apparatus for power, lighting or heating, for the account of an electrical contractor. He shall hold licence "C".

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereinafter mentioned:

	Hourly rates	
Trades	I	II
Bricklayer.	\$1.70	\$1.60

Calfat.	1.00	0.80	Caulker.	1.00	0.80
Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright)	1.40	1.25	Carpenter — joiner and millwright	1.40	1.25
Conducteur de camion — construction	1.00	0.80	Truck driver — construction.	1.00	0.80
Conducteur de tracteur à chenille.	1.25	1.10	Bulldozer operator.	1.25	1.10
Chauffeur (construction).	1.00	0.80	Fireman (construction).	1.00	0.80
Couvreur (amiante, ardoise, tuile)	1.00	0.90	Roofer (asbestos, slate & tile)	1.00	0.90
Couvreur (composition)	1.15	1.05	Roofer (composition)	1.15	1.05
Electricien:			Electrician:		
Entrepreneur (services personnels).	2.25	1.75	Contractor (personal services)	2.25	1.75
Après le 31 janvier 1952.	2.40	1.95	After January 31, 1952.	2.40	1.95
Compagnon.	1.40	1.10	Journeyman:	1.40	1.10
Après le 31 janvier 1952.	1.50	1.20	After January 31, 1952	1.50	1.20
Finisseur de ciment.	1.15	0.90	Cement finisher.	1.15	0.90
Finisseur de plancher en mastic.	1.00	0.85	Mastic floor finisher	1.00	0.85
Foreur et casseur.	1.15	1.00	Driller and breaker.	1.15	1.00
Forgeron.	1.10	1.00	Blacksmith.	1.10	1.00
Forgeron-aiguiser de foreuse.	1.05	1.00	Blacksmith (drill sharpener).	1.05	1.00
Créeur.	1.15	1.10	Rigger.	1.15	1.10
Huileur.	1.00	0.80	Oiler	1.00	0.80
Homme préposé aux bouilloires.	1.00	0.90	Kettleman.	1.00	0.90
Maçon	1.70	1.50	Mason.	1.70	1.50
Manœuvre journalier (ouvrier non qualifié).	1.00	0.80	Labourer, common worker:	1.00	0.80
Conducteur de tracteur.	1.00	0.90	Tractor operator.	1.00	0.90
Mécanicien — construction	1.10	1.00	Mechanic — construction	1.10	1.00
Ouvrier en armature de béton	1.10	0.90	Concrete steel or rod reinforcing worker	1.10	0.90
Ouvrier tôlier (montage)	1.40	1.25	Sheet metal worker (erection).	1.40	1.25
Peintre, décorateur.	1.22	1.15	Painter, decorator.	1.22	1.15
Peinture — machine pneumatique	1.32	1.20	Painter — pneumatic machine.	1.32	1.20
Plâtrier.	1.50	1.50	Plasterer.	1.50	1.50
Plongeur.	2.25	2.25	Diver	2.25	2.25
Poseur de paravents (bois ou métal), châssis fenêtres, divisions en acier.	1.40	1.25	Screen (wood or metal), sash, window, steel partitions erector.	1.40	1.25
Poseur de "weatherstrips".	1.40	1.25	Weatherstripper	1.40	1.25
Poseur de lattes en bois.	1.40	1.25	Lather (wood).	1.40	1.25
Poseur de lattes en métal	1.40	1.25	Lather (metal)	1.40	1.25
Poseur de marbre.	1.50	1.25	Marble layer.	1.50	1.25
Poseur de plancher en mastic.	1.00	0.95	Mastic floor layer	1.00	0.95
Poseur de terrazzo	0.90	0.85	Terrazzo layer.	0.90	0.85
Poseur de tuiles.	1.00	0.90	Tile layer.	1.00	0.90
Préposé au monte-charge	1.00	0.90	Freight elevator operator.	1.00	0.90
Préposé au malaxeur	1.00	0.90	Mixer operator	1.00	0.90
Préposé au compresseur.	1.00	0.90	Compressor operator	1.00	0.90
Préposé au boisage (cribman).	1.00	0.90	Cribman.	1.00	0.90
Préposé aux grues.	1.15	1.15	Crane operator	1.15	1.15
Préposé aux pelles mécaniques.	1.50	1.25	Shovel operator.	1.50	1.25
Préposé aux pompes.	1.00	0.85	Pump operator	1.00	0.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec).	1.00	1.00	Terrazzo polishing machine operator (dry polishing).	1.00	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide).	1.05	1.00	Terrazzo polishing machine operator (Wet polishing).	1.05	1.00
Soudeur.	1.15	1.10	Welder	1.15	1.10
Tailleur de pierre	1.70	1.60	Stone cutter.	1.70	1.60
Travailleur en fer ornemental.	1.00	0.95	Ornamental iron worker.	1.00	0.95
Vitrier.	1.22	1.15	Glazier	1.22	1.15
Surveillant, par semaine	35.00	35.00	Watchman, per week	35.00	35.00
Vérificateur de matériel et pointeur, par mois.	150.00	150.00"	Material checker and time-keeper per month.	150.00	150.00"

IX: 3° Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article IX:

"Si un compagnon ou un apprenti électricien résidant dans la zone I doit travailler dans la zone II pour le compte de son employeur, il doit être rémunéré au salaire de la zone I.

L'entrepreneur électricien, résidant dans la zone II doit, s'il travaille dans la zone I, rémunérer ses salariés suivant l'échelle des salaires de cette dernière zone.

Le compagnon électricien est tenu de fournir un coffre d'outils convenable."

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "f" de l'article XII:

3. The following paragraphs are added to section IX:

"When a journeyman electrician or an apprentice who lives in zones I has to work in zone II for the account of his employer, he shall receive the wages set for zone I.

The electrical contractor residing in zone II shall, when working in zone I, pay his employees according to the wage scale of the latter zone.

The journeyman electrician shall supply an adequate tool box."

4. The following paragraph is added to subsection "f" of section XII:

"Dans la zone I, on peut embaucher un apprenti électricien par deux compagnons détenant la licence "C"; dans la zone II, il peut avoir un apprenti électricien par compagnon."

5° Le sous-paragraph 3 suivant est ajouté au paragraphe "j" de l'article XII:

"3. Apprenti électricien:

	Après le 31 janvier 1952			
	Zone I	Zone II	Zone I	Zone II
1ère année	\$0.65	\$0.65	\$0.65	\$0.65
2ème année.	0.75	0.75	0.80	0.80
3ème année:				
1er semestre.	0.95	0.85	0.95	0.90
2ème semestre	1.00	0.85	1.00	0.90
4ème année.	1.10	0.95	1.20	1.00"

6° L'article XVII est remplacé par le suivant:
XVII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 12 novembre 1952. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

000000-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 68

Québec le 31 Janvier 1952

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeurs dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoints des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3164, 4839 et 5063 des 16 août, 7 et 21 décembre 1944, 5086 du 7 décembre 1945, 130, 1656 et 4467 des 10 janvier, 10 mai et 31 octobre 1946, 545-A du 27 mars 1947, 69-C et 1720-B des 21 janvier et 16 décembre 1948, 470-E et 225-D des 26 avril et 22 février 1950, 51-F et 829-A des 11 janvier et 1er août 1951, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

"In zone I, there may be one apprentice electrician to each two journeymen holding licence "C"; in zone II, there may be one apprentice per journeyman."

5. The following paragraph 3 is added to subsection "j" of section XII:

"3. Apprentice electrician:

	After January 31, 1952			
	Zone I	Zone II	Zone I	Zone II
1st year	0.65	0.65	0.65	0.65
2nd year.	0.75	0.75	0.80	0.80
3rd year				
1st six months.	0.95	0.85	0.95	0.90
2nd six months.	1.00	0.85	1.00	0.90
4th year.	1.10	0.95	1.20	1.00"

6. Section XVII is replaced by the following:
"XVII. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until November 12, 1952. It shall then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day before the date of its original expiry or the end of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,

00000-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 63

Quebec, January 31, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

WHEREAS, pursuant, to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Master and Employee Barbers and Hairdressers of the Counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3751 of December 17, 1943, as amended by Order-in-Council 3164, 4839 and 5063 of August 16, December 7 and 21 1944, 5086 of December 7: 1945, 130, 1656 and 4467 of January 10, May 10 and October 31, 1946, 545-A of March 27, 1947, 69-C and 1720-B of January 21 and December 16, 1948, 470-E and 225-D of April 26 and February 22, 1950, 51-F and 829-A of January 11 and August 1, 1951, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 24, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3751, be amended as follows;

1° L'alinéa suivant est ajouté au sous-paragraph "1" du paragraphe "b" de l'article IV:
 "Toutefois, dans la ville de l'Assomption seulement le travail doit se terminer à 7.00 p.m., dans les salons de barbier, les samedi et veilles de fêtes chômées."

2° Les prix minima suivants sont ajoutés ou substitués ceux qui apparaissent actuellement dans l'article VI, pour les services ci-après mentionnés:

Barbe: Tous les jours.....	\$0.35
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.55
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.65
Cheveux pour enfants de moins de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.35
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.45
Ondulation permanente à l'électricité....	4.00"

(Document "E" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 31986-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 68

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 amendé par les arrêtés numéros 3672 du 9 octobre 1940, 212 du 29 janvier 1942, 299, 541 et 1336 des 5 février, 5 mars et 19 mai 1943, 543 du 12 février 1944, 809 et 1111 des 10 et 24 mars 1945, 1021, 1801, 2859 et 3776 des 21 mars, 16 mai, 17 juillet et 18 septembre 1946 2083-A du 18 décembre 1947, 259-C et 1197-A des 10 mars et 27 octobre 1949 et 230-A, 506-C, 735-F, et 1155-F des 7 mars, 15 mai, 12 juillet et 17 octobre 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 17 novembre 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° L'article IX-A est remplacé par le suivant:
 "IX-A. *Boni de vie chère*: Tout salarié assujéti au présent décret, qu'il travaille sur une base horaire ou à la pièce, doit recevoir un boni de vie chère en plus de son salaire régulier de la façon ci-après décrétée:

1° The following sub-paragraph is added to paragraph "1" of subsection "b" of section IV:
 "However, in the town of L'Assomption only, work shall cease at 7.00 p.m., in barber shops on Saturday and holiday eves."

2° The following minimum prices are added to, or substituted for those now mentioned in section VI, for the services hereafter mentioned:

"Shave every day.....	\$0.35
Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.55
Friday, Saturday and holiday eves ...	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.35
Friday, Saturday and holiday eves... ..	0.45
Permanent wave electricity.....	4.00"

(Document "E" annexed to the order)
 A. MORISSET,
 31986-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 68

Quebec, January 31st, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dress industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree number 3519 of September 24, 1940, as amended by Orders in Council 3672 of October 9, 1940, 212 of January 29, 1942, 299, 541 and 1336 of February 5, March 5 and May 19, 1943, 543 of February 12, 1944, 809 and 1111 of March 10 and 24, 1945, 1021 1801, 2859 and 3776 of March 21, May 16, July 17 and September 18, 1946, 2083-A of December 18, 1947, 259-C and 1197-A of March 10 and October 27, 1949 and 230-A, 506-C, 735-F and 1155-F of March 7, May 15, July 12 and October 17, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree as amended;

WHEREAS the said request has been published in the Québec Official Gazette, issue of November 17, 1951;

WHEREAS the objections made have been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1° Section IX-A is replaced by the following:
 "IX-A. *Cost of Living Bonus*: Every employee governed by the provisions of this Decree, whether he works on a time-work or a piece-work basis, shall be paid a cost of living bonus in addition to, and over and above his prevailing wages, the whole as provided hereinafter:

a) Tout coupeur (Classe I et Classe II) et tout presseur, à l'exception de l'assistant-presseur, doit recevoir un boni de vie chère de quinze cents et demi (\$0.15½) l'heure.

b) Tout opérateur, faiseur d'échantillon, assistant presseur, drapeur, finisseur, examinateur, ouvrier général, plieur, étaleur, apprenti et apprenti-coupeur qui reçoit plus de \$0.90 l'heure doit recevoir un boni de vie chère de treize cents et demi (\$0.13½) l'heure.

c) Nonobstant les paragraphes "a" et "b" du présent article, tout salarié qui travaille dans l'atelier et qui gagne moins de \$0.50 l'heure, et qui n'est pas un apprenti ou un apprenti-coupeur gagnant moins de \$0.50 l'heure doit recevoir un boni de vie chère de onze cents et quart (\$0.11¼) l'heure.

d) Tout apprenti et apprenti coupeur gagnant moins de cinquante cents (\$0.50) l'heure doit recevoir, en plus de son salaire et de toute augmentation progressive, tels que prévus à l'article X, un boni de vie chère de cinq cents (\$0.05) l'heure et, après trois mois d'emploi dans l'industrie, il doit recevoir une somme additionnelle de trois cents et trois-quarts (\$0.03¾) l'heure, ce qui fait un boni de vie chère total de huit cents et trois-quarts (\$0.08¾) l'heure.

e) Tout travailleur à domicile doit recevoir à titre de boni de vie chère, une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25%) du salaire qu'il gagne, en vertu des dispositions de l'article XII du présent décret.

f) Tout employeur doit, le ou avant le dix de chaque mois, faire parvenir au bureau de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, un rapport couvrant le mois précédent, indiquant séparément les paiements desdits bonis de vie chère faits à chaque salarié régi par le présent décret et ce, pour la période de paye et de la manière prescrite par la Commission conjointe et sur les formules que pourra fournir ladite Commission."

2° L'article XXIII est remplacé par le suivant:
"XXIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1952. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni moins de trente (30) jours avant le 31 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe."

(Document "G" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

31986-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 68

Québec, le 31 Janvier 1952

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amen-

a) Every cutter (Grade I and Grade II) and presser excluding assistant presser shall be paid a cost of living bonus of fifteen and one half cents (15½c) per hour.

b) Every operator, sample maker, assistant presser, draper, finisher, examiner, general hand, folder, spreader, apprentice and apprentice cutter receiving more than fifty cents (50c) per hours shall be paid a cost of living bonus of thirteen and one half cents (13½c) per hour.

c) Notwithstanding sub-sections "a" and "b" immediately preceding, every employee working in the shop who earns less than fifty cents (50c) per hour, and who is not an apprentice or an apprentice cutter earning less than fifty cents (50c) per hour, shall be paid a cost of living bonus of eleven and a quarter cents (11¼c) per hour.

d) Every apprentice and apprentice cutter earning less than fifty cents (50c) per hour shall be paid in addition to and over and above his wages and any escalator increases as provided by Section X hereinafter, a cost of living bonus of five cents (5c) per hour and, after he has been employed in the Industry for a period of three (3) months he shall be paid an additional sum of three and three-quarter cents (3¾c) per hour, making a total cost of living bonus of eight and three quarter cents (8¾c) per hour.

e) Every homemaker shall be paid, as a cost of living bonus, an additional sum amounting to twenty five per cent (25%) of the wages he earns under the provisions of Section XII of the present Decree.

f) Every employer must, on or before the tenth of each month, forward to and file at the office of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, a report for the preceding month showing separately the payments of the aforementioned cost of living bonuses made to each employee governed by the present Decree, for the pay period, in the manner and on such forms as may be prescribed and furnished by the said Joint Commission."

2° Section XXII is replaced by the following:
"XXIII. *Duration of the Decree:* The present Decree shall remain in force until July 31st, 1952. It renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before July 31st, of each year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour and The Joint Commission for the Dress Industry."

(Document "G" annexed to the order)

A. MORISSET,

31986-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 68

Quebec, January, 31st., 1952

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments),

dements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 décembre 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant:

"c) Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon qui est en mesure d'établir devant le Bureau des Examineurs créé à cette fin par le Comité paritaire, qu'il peut produire tous les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau (automatique ou margée à la main). Toutefois, avant de subir l'examen pratique requis pour l'obtention du certificat de compagnon, l'apprenti doit avoir travaillé durant une période représentant au moins 50 heures de travail pratique, sur une presse cylindrique. Ce travail peut se faire soit dans l'atelier où l'apprenti est employé, soit dans tout atelier possédant une presse cylindrique ou dans une école d'imprimerie reconnue comme telle par le Comité paritaire."

2° Le paragraphe "3°" de l'article III est remplacé par le suivant:

"3° *Classe "C"*: La classe "C" comprend tous les ateliers possédant une presse cylindrique (ou plus); ou deux presses automatiques (ou plus); ou une machine à composer (ou plus); ou encore toute industrie comptant sept salariés (ou plus) de sexe masculin, sans tenir compte de l'outillage, ainsi que les ateliers de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A", "B" et "E", ainsi que les départements d'imprimerie et l'Industrie de la boîte de carton."

3° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Le jour, les heures de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi.

1. Quarante heures (40), au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B", "C" et "E" du district judiciaire de Québec, à l'exception du département de presses à l'aniline des manufactures de sacs en papier où la semaine régulière de travail est de quarante-cinq heures et demie (45½), au maximum.

Huit heures (8), au maximum, constituent une journée ou une nuit régulière de travail pour les ateliers spécifiés à l'alinéa précédent.

2.— Quarante-trois heures (43), au maximum, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers de la classe "D" du district judiciaire de Québec.

Huit heures et demie (8½), au maximum, constituent une journée régulière de travail pour les équipes de jour des ateliers mentionnés à l'alinéa précédent. Toutefois, il est permis à ces ateliers de choisir parmi les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, une journée durant laquelle ont peut faire neuf heures (9) régulières de travail de façon à compléter la semaine de travail en cinq (5) jours.

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 141 of February 8, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 7, 1951;

WHEREAS the objections made have been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 141, be amended as follows:

1. Subsection "c" of section I is replaced by the following:

"c) A "platen press journeyman", is a journeyman who can satisfy the Board of Examiners formed for that purpose by the Parity Committee that he can produce any work to be made on a platen press (automatic or hand fed). However, before the practical examination required for the certificate of journey man the apprentice must have worked a period equivalent to 50 hours of practical work on a cylinder press. This work may be done in the shop where the apprentice is employed or in any shop operating a cylinder press or in a printing school recognized as such by the Parity Committee."

2. Subsection "3°" of section III is replaced by the following:

"3° *Class "C"*: Class C includes all shops with one cylinder press (or more), or two automatic presses (or more), or one composing machine (or more) or any industry employing seven (or more) male employees, irrespective of the equipment, as well as lithography, offset, photo-litho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned under classes "A", "B" and "E", and including the printing departments of the paper box industry."

3. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) During the day, the hours of work are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five (5) working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

1. A maximum of forty (40) hours so distributed among the six (6) days constitute a standard work week for the establishments of classes "A", "B", "C" and "E" of the judicial district of Quebec, excepting the aniline press department in paper bag factories where the standard work week is forty-five and a half (45½) hours, maximum.

A maximum of eight (8) hours constitute a standard work day or work night for the establishments mentioned in the foregoing paragraph.

2. A maximum of forty-three (43) hours constitute a standard work week for the establishment of class "D" of the judicial district of Quebec.

A maximum of eight and a half (8½) hours constitute a regular work day for the day shifts of the establishments mentioned in the foregoing paragraph.

However, these establishments may choose one of the first five (5) working days of the week on which nine (9) hours may be worked so as to complete the work week in five (5) days."

3.— Quarante-quatre heures (44), un maximum, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec. Toutefois, il est permis à ces ateliers de faire quatre (4) journées de neuf heures (9) régulières et une (1) journée de huit heures (8) régulières de façon à compléter la semaine de travail en cinq (5) jours.

4° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"b) Pour les équipes de nuit, les heures de travail seront réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour.

Trente-sept heures (37), au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit, sauf pour les ateliers de la classe "D" du district judiciaire de Québec où la semaine régulière de nuit est de quarante heures (40), au maximum, et sauf pour les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec, où la semaine régulière de nuit est de quarante-et-une heures (41), au maximum."

5° Le paragraphe "e" de l'article IV est abrogé.

6° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) Travail de jour:

Class "A":	l'heure
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses, électrotypeur.	\$1.50
Finisseur-doreur en reliure.	1.50
Pressier et clichéur.	1.47
Relieur.	1.42
Photographeur et opérateur de caméra.	1.42
Aide: 1ère année.	0.60
Aide: 2ème année.	0.64
Class "B":	
Typographe, opérateur de claviers et fon- deuses.	1.45
Finisseur-doreur en liure.	1.45
Pressier à l'aniline (sacs en papier)	1.45
Pressier et clichéur.	1.43
Relieur.	1.39
Aide: 1ère année.	0.60
Aide: 2ème année.	0.64
Class "C":	
Typographe, opérateur de clavier et fondeuses.	1.40
Finisseur-doreur en liure.	1.40
Pressier et clichéur.	1.38
Relieur.	1.35
Aide: 1ère année.	0.60
Aide: 2ème année.	0.64
Class "D":	
Typographe.	\$1.17
Pressier sur plateau.	\$1.17
Class "E":	
Relieur.	1.33
Finisseur-doreur en reliure.	1.36"

7° Le paragraphe "d" de l'article V est remplacé par le suivant:

"d) Apprentis: Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification.

	Par semaine			
	Classes			
	"A"	"B"- "C"	"D"- "E"	
1ère année.	\$18.50	\$17.00	\$17.00	
2ème année.	23.00	22.00	21.00	
3ème année.	26.50	25.00	23.00	
4ème année.	30.50	29.00	26.00	
5ème année:				
1er semestre.	34.50	33.00	30.00	
2ème semestre.	40.00	39.00	36.00	

3. A maximum of forty-four (44) hours constitute a standard work week for the establishments of the judicial districts other than that of Quebec. However, these establishments may work four (4) 9-hour days and one (1) 8-hour day so as to complete the work week in five (5) days.

4° Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b) For the night shifts, the hours of work are distributed between the regular starting and finishing hours of the days shift.

A maximum of thirty-seven (37) hours constitute a standard night-work week except for the establishments of class "D" of the judicial district of Quebec where the maximum standard night-work week consists of forty (40) hours, and except for the establishments of judicial districts other than that of Quebec where the maximum standard night-work week consists of forty-one (41) hours."

5. Subsection "e" of section IV is deleted.

6. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

a) Day shift:	Per hour
Class "A":	
Typographe, keyboard, caster operator and electrotyper.	\$1.50
Bookbinding finisher-gilder.	1.50
Pressman and stereotyper.	1.47
Bookbinder.	1.42
Photo-engraver and camera operator.	1.42
Helper: 1st year.	0.60
2nd year.	0.64
Class "B":	
Typographe, keyboard and caster oper- ator.	1.45
Bookbinding finisher-gilder.	1.45
Aniline press (paper bags)	1.45
Pressman and stereotyper.	1.43
Bookbinder.	1.39
Helper: 1st year.	0.60
2nd year.	0.64
Class "C":	
Typographe, keyboard and caster oper- ator.	1.40
Bookbinding finisher-gilder.	1.40
Pressman and stereotyper.	1.38
Bookbinder.	1.35
Helper: 1st year.	0.60
2nd year.	0.64
Class "D":	
Typographe.	1.17
Pressman and platen press.	1.17
Class "E":	
Bookbinder.	1.33
Bookbinding finisher-gilder.	1.36"

7. Subsection "d" of section V is replaced by the following:

d) Apprentices: Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Per week		
	Classes		
	"A"	"B"- "C"	"D"- "E"
1st year.	\$18.50	\$17.00	\$17.00
2nd year.	23.00	22.00	21.00
3rd year.	26.50	25.00	23.00
4th year.	30.50	29.00	26.00
5th year:			
first six months.	34.50	33.00	30.00
second six months.	40.00	39.00	36.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire."
8° Les paragraphes "g" et "h" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"g) Les filles du département de reliure doivent recevoir:

	Par semaine
1ère année, 1er semestre.	\$16.00
1ère année, 2ème semestre.	17.00
2ème année, 1er semestre.	18.00
2ème année, 2ème semestre.	19.00
3ème année, 1er semestre.	20.00
3ème année, 2ème semestre.	24.00
4ème année, 1er semestre.	25.00
4ème année, 2ème semestre.	27.00

These wages are payable on an hourly basis."
8. Subsections "g" and "h" of section V are replaced by the following:

"g) Bookbinding female employees shall receive:

	Per week
1st year, first six months.	\$16.00
1st year, second six months.	17.00
2nd year, first six months.	18.00
2nd year, second six months.	19.00
3rd year, first six months.	20.00
3rd year, second six months.	24.00
4th year, first, six months.	25.00
4th year, second six months.	27.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire."

The above wages are payable on an hourly basis."

"h) 1. Dans les comtés de Lévis et Lotbinière, bien que faisant partie du district judiciaire de Québec, la cédule des salaires peut toutefois être réduite de cinq pour cent (5%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi.

"h) 1. In the counties of Lévis and Lotbinière, although belonging to the judicial district of Québec, the wage scale may be reduced by five percent (5%) and overtime may be remunerated at the rate of time and a half.

2. Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de douze et demi pour cent (12½%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi."

2. In the judicial districts other than that of Québec, the wage scale may be reduced by twelve and a half percent (12½%) and overtime may be remunerated at the rate of time and a half."

9° L'alinéa "ii" du paragraphe "a" de l'article VII est remplacé par le suivant:

9. Paragraph "ii" of subsection "a" of section VII is replaced by the following:

"ii. En plus, chaque année, à l'exception des aides, des filles de reliure et des apprentis de 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème années inclusivement, à cinq jours ou cinq jours et demi selon le cas, de vacances avec paie, s'il a un an de service continu pour le même employeur; le choix de ces jours étant laissé à la discrétion de l'employeur."

"ii. also, each year, with the exception of helpers, bookbinding female employees and apprentices of the 1st, 2nd, 3rd, 4th and 5th year inclusive, to five or five and half days, as the case may be, of vacation with pay if he has one year of continuous service for the same employer, the date thereof to be set by the employer."

10° Le paragraphe "d" de l'article VII est remplacé par le suivant:

10. Subsection "d" of section VII is replaced by the following:

"d) Rémunération: Le salarié a droit, pour son congé, à une rémunération équivalente:

"d) Remuneration: The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. Au salaire de la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé (30 avril), s'il a une année de service continu pour le même employeur au trente avril.

i. to the wages of the standard work week as established in the decree at the time the right to the vacation is acquired (April 30), if he has one year of continuous service for the same employer on April 30;

ii. au salaire de la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé (30 avril), et ce, pour les salariés prévus au paragraphe "a", alinéa "ii" du présent article.

ii. to the wages of the standard work week as established in the decree at the time the right to the vacation is acquired (April 30), in the case of all employees contemplated under subsection "a", of paragraph "ii", of the present section;

iii. à autant de douzièmes de son salaire basé sur la semaine régulière de travail établie par le décret au moment de l'acquisition du droit à son congé, qu'il a de mois (30 jours) de service continu pour le même employeur; et ce, s'il a moins d'un an d'emploi pour ledit employeur."

iii. If he has less than, one year of service for his employer, to as many twelfths of his wages, computed on the standard work week as established in the decree at the time the right to his vacation is acquired, as he has months (30 days) of continuous service for the same employer."

11° Les paragraphes "e" et "f" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

11. Subsections "e" and "f" of section IX are replaced by the following:

"e) L'expérience des salariés est déterminée par le Bureau des Examineurs. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 40 heures par semaine et cinquante (50) semaines 2,000 heures, sont nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne doit être un facteur exclusif dans la promotion d'un salarié d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne peut être promu au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées, sauf les diplômés d'une école d'imprimerie régie par la Loi de l'enseignement spécialisé pour lesquels compte sera tenu de la durée du stage à cette école et des résultats des examens subis à cette école.

"e) The experience of the employees is determined by the Board of Examiners. The number of hours actually worked, that is: 40 hours per week, and 50 weeks (2000 hours), are nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journeyman's rank before he has complied with the above two conditions.

Exception is made, however, for apprentices holding a diploma from a printing school governed by the Specialized Schools Act in which case the duration of the studies and the results of the examinations shall be taken into account.

Pour les apprentis monotypistes et linotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3,500 ems de texte courant à l'heure en moyenne."

"f) Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de dix pour cent (10%) pour chaque période additionnelle de six (6) mois, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire de compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant, les salariés qui travaillent d'après cette clause du 10% comptent comme apprentis dans le prorata."

12° Les paragraphes "h" et "i" suivant sont ajoutés à l'article IX:

"h) Tout apprenti du district judiciaire de Québec assujéti au présent décret et qui n'aurait pas fréquenté dans un autre district judiciaire, une école d'imprimerie régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, est tenu de suivre les cours de perfectionnement qui sont donnés sous les auspices d'une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé.

"i) Les apprentis qui ont fréquenté une école d'imprimerie régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent obtenir des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens."

13° Le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article X est remplacé par le suivant:

"Les aides n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier."

14° Le paragraphe "h" de l'article X est modifié en remplaçant respectivement les mots "vingt-deux (22) heures" et "onze (11) heures" par les mots "vingt (20) heures" et dix (10) heures.

15° L'article XIII est remplacé par le suivant:

"XIII. *Côte et couvert*: Lorsque suivant une convention entre l'employeur et le salarié, le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire du salarié:

Par repas	Pour repas de la semaine	pour le logement par jour
\$0.40	\$7.00	\$0.50
Pour le logement par semaine	Logement et pension par semaine	Logement et pension par mois
\$3.50	\$10.00	\$40.00

16° L'Association des Hebdomadaires de Langue française du Canada est acceptée comme partie co-contractante de première part.

(Document "H" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31986-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMERE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 69

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: 3

In the case of the apprentice-linotypist and monotypist, the competency is estimated by his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, an average of at least 3,500 ems of current text per hour."

"f) However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of six months, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, the employees subject to this 10% clause shall be considered as apprentices in the prorata."

12. The following subsections "h" and "i" are added to section IX:

"h) Every apprentice of the judicial district of Quebec governed by the present decree who has not attended in another judicial district a printing school under the Specialized Schools Act shall follow refresher courses given under the auspices of a school governed by the Specialized Schools Act.

"i) Apprentices who have attended a printing school under the specialized Schools Act shall be credited, as regards apprenticeship, in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations."

13. The second paragraph of subsection "b" of section X, is replaced by the following:

"Helpers shall not be taken into account when determining the number of apprentices of an establishment."

14. Subsection "h" of section X is amended by replacing respectively the words "twenty-two (22) hours" and "11 hours" with the words "twenty (20) hours" and ten (10) hours.

15. Section XIII is replaced by the following:

"XIII. *Board and lodging*: When, by agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter may not deduct more than the following prices from the wages earned:

Per meal	Meals of the week	For lodging per day
\$0.40	\$7.00	\$0.50
Lodging per week	Board and lodging per week	Board and lodging per month
\$3.50	\$10.00	\$40.00

16. "L'Association des Hebdomadaires de Langue française du Canada" is accepted as contracting party of the first part.

(Document "H" annexed to the order)

A. MORISSET,

31986-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 69

Quebec, January 31, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the shoe industry in the province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE, d'accord avec l'article 8 de la Loi de a convention collective (Status refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province soit prolongé jusqu'au 1er mars 1952.

A. MORISSET,
31986-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT, pursuant to section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the decree number 3003 of July 31, 1946, as amended, relating to the shoe industry in the province be extended until March 1, 1952.

A. MORISSET,
31986-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de l'Industrie de l'Assomption", en date du 5 janvier 1952, dont le siège social est situé à L'Assomption, comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31953-o JEAN BRUCHÉSI.

INNES EQUIPMENT QUEBEC LTD.

Règlement N° 5

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie Innes Equipment Quebec Ltd. que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de la cité de Montréal, district de Montréal, Québec, à 55 Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district de Montréal, Québec.

Le Président,
(Signé) L. C. CARROLL.
Le Secrétaire,
31956 (Signé) THÉRESE BOISSY.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec", pour l'étude, la défense et de développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 novembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31959-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 14 janvier 1952, les règlements 1 à 15 inclusivement de "La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand", et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31960-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de l'Industrie de l'Assomption" under date the fifth day of January, 1952, whereof the head office is at L'Assomption, county of L'Assomption, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
31953 Under Secretary of the Province.

INNES EQUIPMENT QUEBEC LTD.

By-Law No. 5

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Innes Equipment Quebec Ltd., that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from the City of Montreal, District of Montreal, Quebec to 55 Decarie Boulevard, Town of St. Laurent, District of Montreal, Quebec.

(Signed) L. C. CARROLL,
President.
(Signed) THÉRESE BOISSY,
31956-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 8, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
31959 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the by-laws 1 to 15 inclusively of "La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 14th day of January, 1952, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act and of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
31960 Under Secretary of the Province.

LOOM SALES CORPORATION

Règlement N° XVIII

Il a été résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au prorata entre les actionnaires.

Montréal, 25 janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ESTHER LIPSON.

31961

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Charles Garnier", en date du 1er décembre 1951, dont le siège social est situé à Shawinigan-Nord, comté de St-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31962-o

C. & D. BEVERAGES INC.

Règlement N° 7

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de 4 à 3 de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de trois (3) directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Décreté le 16 novembre 1951.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
EMILE CHAMPAGNE.

Le Secrétaire,
ANDREW B. VITA.

31964

Avis est donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Northern Employees Credit Union" en date du 30 novembre 1951, dont le siège social est à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31965

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Ouvriers en Chaussures de St-Jérôme", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le secrétaire de la Province le 21 janvier 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31977-o

LOOM SALES CORPORATION

By-law No. XVIII

Resolved that distribution of the assets of the company be made pro rata to the shareholders.

Montreal, January 25th, 1952.

ESTHER LIPSON,
Secretary-Treasurer.

31961-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Charles Garnier" under date the 1st day of December, 1951, whereof the head office is at Shawinigan-North, county of St-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31962

C. & D. BEVERAGES INC.

By-Law No. 7

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from 4 to 3, so that the Board of directors of the company shall hereafter be composed of three (3) directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 16th day of November, 1951.

Witness the corporate seal of the Company.

EMILE CHAMPAGNE,
President.

ANDREW B. VITA
Secretary.

31964-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Northern Employees Credit Union, dated November 30th 1951, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31965-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Ouvriers en Chaussures de St-Jérôme", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on January 21, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31977

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Ouvriers des Textiles Synthétiques de St-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 janvier 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

31978-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

DOMINION SILICA CORPORATION LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "C"

Augmentation du nombre des directeurs

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de douze (12) à quatorze (14); et

2. L'article 1 du règlement trois est, par les présentes amendé en y rayant les mots et chiffres "douze (12)" et en y substituant les mots et chiffres "quatorze (14)".

Certifié vraie copie du règlement spécial "C" de la compagnie "Dominion Silica Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté en la cité de Montréal, P.Q., le 22 janvier 1952.

31979 Le Président,
ANTHONY A. KIPPEN.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 29 janvier 1952, les articles 1 à 28 inclusivement des règlements de "Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chap. 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29 janvier 1952.

31981-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

WALTON'S LUNCH LTD.

Règlement spécial "E"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à six et que le règlement II de la compagnie, tel qu'amendé, soit et il est, par les présentes, amendé de nouveau en conséquence.

Daté en la cité de Montréal, le 28 janvier 1952.

31990 Copie conforme certifiée.
L'Assistant-secrétaire,
W. P. CREAGH.

LE CENTRE MEDICO-SOCIAL POUR LES ENFANTS

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 14 janvier 1952, con-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Ouvriers des Textiles Synthétiques de St-Jean", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 21, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint John's, county of Saint John's.

31978 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

DOMINION SILICA CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "C"

Increase of Directors

1. The number of directors of the company is hereby increased from twelve (12) to fourteen (14); and

2. Article 1 of By-law Three is hereby amended by deleting therefrom the words and figures "twelve (12)" and substituting therefor the words and figures "fourteen (14)".

Certified to be a true copy of Special By-law "C" of "Dominion Silica Corporation Limited" (No Personal Liability).

Dated at the city of Montreal, P.Q., this 22nd day of January, 1952.

31979-o [Seal] ANTHONY A. KIPPEN,
President.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, Articles 1 to 28 inclusively, of the by-laws of "Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 29th day of January, 1952, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chap. 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January 1952.

31981 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

WALTON'S LUNCH LTD.

Special By-law "E"

A By-law to increase the number of Directors of the Company.

That the number of directors of this Company be and is hereby increased from Five to six and that By-law II of the Company, as amended, be and the same is hereby further amended accordingly.

Dated at the city of Montreal, 28th January, 1952.

31990-o Certified true copy:
W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

LE CENTRE MEDICO-SOCIAL POUR ENFANTS INC.

Excerpt By-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the special general meeting held on January 14, 1952, concerning

cernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à dix:

"Section 2. Le Conseil d'Administration, Art. 16. Le Conseil d'administration se compose de dix personnes."

31991-o Le Président,
(Signé) L.-P. BOUCHARD.

the increase in the number of its directors from three to ten:

Section 2. The Board of Directors. Art. 16 The Board of Directors is composed of ten members."

31991 (Signed) L. P. BOUCHARD,
President.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 23 janvier 1952.

Quebec, 23rd of January, 1952.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

This day, at half past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- | | |
|--|---|
| 35 Loi modifiant le Code municipal. | 35 An Act to amend the Municipal Code. |
| 40 Loi modifiant l'article 227 de la Loi des mines de Québec. | 40 An Act to amend section 227 of the Quebec Mining Act. |
| 42 Loi relative aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques. | 42 An Act respecting historic or artistic monuments, sites and objects. |
| 43 Loi diminuant les taxes sur les petites successions. | 43 An Act decreasing taxes on small estates. |
| 44 Loi relative à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire. | 44 An Act respecting the execution of certain judgments in matters of maintenance. |
| 46 Loi concernant la Commission de transport de Montréal. | 46 An Act respecting the Montreal Transportation Commission. |
| 47 Loi modifiant la Loi électorale de Québec. | 47 An Act to amend the Quebec Election Act. |
| 48 Loi concédant certaines amendes aux municipalités. | 48 An Act conceding certain fines to municipalities. |
| 49 Loi modifiant la Loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic. | 49 An Act to amend the Act respecting the municipalization of electric power by the town of Megantic. |
| 50 Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie. | 50 An Act to amend the Act to stabilize small industry. |
| 51 Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure. | 51 An Act respecting the jurisdiction of the Superior Court. |
| 52 Loi modifiant la Loi des cités et villes. | 52 An Act to amend the Cities and Towns Act. |
| 53 Loi pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province. | 53 An Act providing for the payment of compensations and salaries of the functionaries of the province. |
| 54 Loi concernant l'usurpation des charges publiques. | 54 An Act respecting usurpation of public offices. |
| 55 Loi relative à la construction des écoles et à l'agrandissement d'une école à Sillery. | 55 An Act respecting the building of schools and the enlargement of a school at Sillery. |
| 56 Loi pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal. | 56 An Act to aid in the establishment of a central market for agricultural products at Montreal. |
| 57 Loi modifiant la Loi de la curatelle publique. | 57 An Act to amend the Public Curatorship Act. |

58 Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale.	58 An Act to amend the Rural Electrification Act.
59 Loi concernant l'enseignement ménager.	59 An Act respecting domestic science.
60 Loi modifiant le Code civil.	60 An Act to amend the Civil Code.
61 Loi modifiant la Loi des accidents du travail.	61 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.
62 Loi modifiant le Code de procédure civile.	62 An Act to amend the Code of Civil Procedure.
63 Loi concernant la Loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux.	63 An Act relating to the Act respecting the dismissal of managers and certain other municipal officers.
64 Loi concernant les élections provinciales.	64 An Act respecting Provincial Elections.
65 Loi modifiant les articles 522 et 523 du Code municipal.	65 An Act to amend articles 522 and 523 of the Municipal Code.
66 Loi modifiant les articles 12 et 34 de la Loi des accidents du travail.	66 An Act to amend sections 12 and 34 of the Workmen's Compensation Act.
100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.	100 An Act to amend the charter of the City of Montreal.
126 Loi constituant en corporation la ville de Saint-Vincent-de-Paul.	126 An Act to incorporate the town of St. Vincent-de-Paul.
136 Loi concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites.	136 An Act respecting the municipality of Langelier township, the school municipality of Rivière Croche, the limits of such municipalities and the valuation of certain property situated within the said limits.
145 Loi relative à la constitution en corporation de la ville de Fort Chambly.	145 An Act respecting the incorporation of the town of Fort Chambly.
150 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.	150 An Act to amend the charter of the city of Quebec.
160 Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec.	160 Corporation of watchmakers and jewellers of the Province of Quebec Act.
167 Loi constituant en corporation l'"Institut Monseigneur Courchesne".	167 An Act to incorporate the "Institute Monseigneur Courchesne".
169 Loi concernant La Compagnie d'Immeubles Atlas — Atlas Realities Co.	169 An Act respecting Atlas Realities Co. — La Compagnie d'Immeubles Atlas.
172 Loi concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.	172 An Act respecting a deed of gift by Philomène and Élise Desmarchais to the "Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs".
179 Loi concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires.	179 An Act respecting the school board of Saint-Laurent and its commissioners.
191 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Jean Noël A. Thibert au nombre de ses membres.	191 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Jean Noël A. Thibert among its members.
192 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.	192 An Act to amend the charter of the city of St. Jerome.
193 Loi relative à la succession de Léo Allaire.	193 An Act respecting the estate of Léo Allaire.
194 Loi confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau.	194 An Act to confirm the title of ownership of certain immoveables acquired by Jacques Cousineau, Simon Cousineau and Gérard Cousineau.
226 Loi concernant la ville de Cowansville.	226 An Act respecting the town of Cowansville.
227 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.	227 An Act to amend the Quebec Dental Act.

228 Loi modifiant la Loi du barreau.

B Loi modifiant les articles 2126 et 2127 du Code civil.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

39 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

31985-o

228 An Act to amend the Bar Act.

B An Act to amend articles 2126 and 2127 of the Civil Code.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

39 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1953, and for other purposes.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

31985-o

Chartes — Abandon de

AVIS LÉGAL

Avis est donné que Vogue Shopping Centre Inc. demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 18 janvier, 1952.

Le Procureur de Vogue Shopping Centre Inc.
31955-o

HARRY H. KLIGER.

POLCO REALTY CORPORATION

Avis est donné que conformément à l'article 25 de la Loi des compagnies Polco Realty Corporation s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et par suite obtenir la dissolution de la compagnie à compter d'une date qu'il plaira au Secrétaire de la Province de fixer.

Montréal, 17 janvier 1952.

31954 Le Président,
N. C. POLSON.

TROPICAL FRUIT PRODUCTS LIMITED

Avis est par ces présentes donné que "Tropical Fruit Products Limited" a l'intention de faire application au Procureur Général de la Province de Québec pour abandon de sa charte.

23 janvier, 1952.

31966-o Le Secrétaire,
ARMAND LANGLOIS.

-AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la "Polo-Rico Company of Canada Limited" s'adressera par requête au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, et pour que l'existence de ladite compagnie prenne fin.

31980-o

Le Secrétaire,
D. VANASSE.

Charters — Surrender of

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that Vogue Shopping Centre Inc. will apply for leave to surrender its charter under Part I of the Quebec Companies' Act.

Montreal, January 18, 1952.

31955-o Attorney for Vogue Shopping Centre Inc.
HARRY H. KLIGER.

POLCO REALTY CORPORATION

Notice is hereby given that pursuant to Section 25 of The Quebec Companies Act, Polco Realty Corporation will make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter and for the dissolution of the Company on and from a date to be fixed by the Provincial Secretary.

Montreal, January 17, 1952.

31954-o N. C. POLSON,
President.

TROPICAL FRUIT PRODUCTS LIMITED

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act and amendments that "Tropical Fruit Products Limited" intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

January 23, 1952.

31966-o ARMAND LANGLOIS,
Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the "Polo-Rico Company of Canada Limited" will apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec for leave to surrender its charter and for the cancellation of the said company.

31980

D. VANASSE,
Secretary.

PUBLICITÉ FRANCO CANADA LTÉE

Avis d'abandon de charte

Avis est par les présentes donné que "Publicité Franco Canada Ltée", constituée en vertu de la première partie de la Loi de la compagnie de Québec et ayant son siège social à Montréal s'adressera à l'honorable procureur général pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, ce 28 janvier 1952.

L'Avocat de Publicité Franco
Canada Ltée,

31971-o JEAN TRUDEL, C.R.

PUBLICITÉ FRANCO CANADA LTÉE

Notice of surrender of charter

Notice is hereby given that "Publicité Franco Canada Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office at Montreal, will apply to the Honourable the Attorney General for leave to surrender its charter.

Montreal, this 28th of January, 1952.

JEAN TRUDEL, K.C.
Advocate for "Publicité Franco
Canada Ltée".

31971

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Randluke Holding Company" demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec la permission d'abandonner la charte de la compagnie, celle-ci n'ayant pas de dettes ou obligations.

Montréal, 29 janvier 1952.

Les Procureurs de

RANDLUKE HOLDING COMPANY,
CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH.

31982 31982-o

NOTICE

Notice is hereby given that "Randluke Holding Company" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company, the company having no assets or liabilities.

Montreal, January 29th, 1952.

CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH,

Attorneys for
RANDLUKE HOLDING COMPANY.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité de Gore et le cercle agricole de la paroisse de St-Adolphe de Howard, tous deux dans le comté d'Argenteuil, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉR.

31984-o 31984

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the Township Gore and the Farmers' Club of the parish of St-Adolphe de Howard, both in the county of Argenteuil, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

R. TRÉPANIÉR,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Edouard de Frampton, comté de Dorchester, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉR.

31984-o 31984

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of St-Edouard de Frampton, county of Dorchester, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

R. TRÉPANIÉR,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Notre-Dame du Bon Conseil et le cercle agricole de la municipalité de Wickham Ouest, tous deux dans le comté de Drummond, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉR.

31984-o 31984

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, and the Farmers' Club of the Municipality of West Wickham, both in the county of Drummond, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

R. TRÉPANIÉR,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Patrice-de-Douglastown, et le cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse, tous deux dans le comté de Gaspé-Sud, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exi-

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-Patrice-de-Douglastown, and the farmers' club of the parish of Ste-Thérèse, both in the county of Gaspé-South, having neglected for two years, to comply with the require-

gences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
31984-o R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Ste-Croix et le cercle agricole de la paroisse Ste-Agathe, tous deux dans le comté de Lotbinière, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
31984-o R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Arsène et le cercle agricole de la paroisse St-Clément, tous deux dans le comté de Rivière-du-Loup, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 janvier 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
31984-o R. TRÉPANIÉ.

ments of the Farmers' Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, in conformity with the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

31984 R. TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Ste-Croix and the farmers' club of the parish of Ste-Agathe, both in the county of Lotbinière, having neglected for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, in conformity with the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

31984 R. TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-Arsène and the farmers' club of the parish of St-Clément, both in the county of Rivière-du-Loup, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, in conformity with the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, January 28, 1952.

31984 R. TRÉPANIÉ,
Deputy-Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78-52

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 30 janvier 1952, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omet E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache,
C.R., aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des
producteurs de lait de la province de Québec
a représenté à la Commission que le coût de la
production du lait a haussé substantiellement
depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée
en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels
du lait en nature et qu'elle réclame une augmen-
tation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte
plus cher pour se procurer des vaches et de
l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur
les fermes et dans les laiteries exige et reçoit
des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits
alimentaires a augmenté et que le lait qui est
un aliment essentiel et le plus complet doit être
assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et
leurs enfants souffrent d'une rareté de cet
aliment si les cultivateurs sont moins intéressés

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 78-52

Except from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Wednesday January 30th, 1952,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Presents: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and C.-A. Gamache
K.C. Legal Advisor.

WHEREAS the United Milk Producers' Asso-
ciations of the Province of Quebec have made
representations to the Commissions to the effect
that the cost of milk production has increased
substantially since November 1st, 1950, when
Orders fixing the present milk prices came into
effect, and are asking for an increase of these
prices;

WHEREAS since that date, it costs more to
buy cows and machinery, and that adequate
labor on the farm and in milk plants is asking
for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has
increased and that milk which is an essential
and the most perfect food, must be provided to
the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their
children may suffer from a shortage of this food
if the farmers are less interested in milk pro-

à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits, laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charlevoix.

2° La région de Charlevoix comprend les municipalités suivantes: Les Éboulements, Saint-Irenée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village de la Malbaie, Village de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphael du Cap à l'Aigle et Saint-Siméon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut dans les limites de la région de Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel à un restaurant, à un marchand ou tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 78-51 et entrera en vigueur le 1er février 1952.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31984-o

duction because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the products, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interest of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charlevoix.

2. The region of Charlevoix includes the following municipalities: Les Éboulements, Saint-Irenée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village of La Malbaie, Village of the parish of Saint-Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphael du Cap à l'Aigle and Saint-Siméon.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.25 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall within the limits of said region of Charlevoix, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Charlevoix, offer, sell or delivery milk at a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The prices of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 78-51, shall come into force on February 1st, 1952..

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31984-o

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton de Kegashka, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of the Township of Kegashka, Registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 3 à 10 du Rang 1 sont annulés et remplacés par les lots 27 à 34 respectivement, en vertu de l'article 2174-A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 3 to 10 in Range I are cancelled and replaced by lots 27 to 34 respectively, in virtue of Article 2174-A of the civil Code.

Québec, le 24 janvier 1952.

Quebec, January the 24th, 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31987-o

31987-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Stratford, division d'enregistrement de Wolfe.

Avis est par les présentes donné que le lot 21-1 Rang VII Sud-Ouest est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 janvier 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31987-o

NOTICE

Official cadastre of the Township of Stratford, Registration division of Wolfe.

Notice is hereby given that lot 21-1 Range VII South-Ouest, is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 22nd, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31987-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 32-20, 32-21, partie des lots 32-35, 32-36 et 32-37 Rang XI, canton Morin, sont annulés; dans le Rang III, le lot 54 (une île du Lac des Sables) ayant été ajouté par erreur le 14 septembre 1951, est remplacé par le lot 56, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 23 janvier 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31987-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Agathe-des-Monts Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 32-20, 32-21, part of lots 32-35, 32-36 and 32-37 Range XI, Township of Morin, are cancelled; in Range III lot No. 54 (an Island of Lac des Sables) which had been added by error on the 14th of September 1951, is replaced by lot No. 56, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31987-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et Châteauguay, rendue obligatoire par le décret numéro 1259 du 7 août 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend le comté de Beauharnois, le comté de Vaudreuil-Soulanges et, dans le comté de Châteauguay, le territoire compris dans le rayon de la zone II.

Aux fins d'application, ladite juridiction territoriale est divisée en cinq zones de la façon suivante:

Zone I: Le comté de Beauharnois en entier, à l'exception du territoire compris dans les zones II et IV.

Zone II: La ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone III: La ville de Rigaud et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites. L'île Perrot en entier. La municipalité de Vaudreuil-Village et la ville de Dorion et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Zone IV: La municipalité de Saint-Louis de Gonzague, la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka et le comté de Vaudreuil-Soulanges en

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges and Châteauguay, rendered obligatory by the decree number 1259 of August 7, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection "b" of section II will be replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the county of Beauharnois, the county of Vaudreuil-Soulanges and, in the county of Châteauguay, the territory comprised in the radius of zone II.

For the purposes of enforcement, the said territorial jurisdiction is divided into five zones as follows:

Zone I: The entire county of Beauharnois excepting the territory comprised in zones II and IV.

Zone II: The town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

Zone III: The town of Rigaud and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits. The entire Perrot Island. The municipality of Vaudreuil-Village and the town of Dorion and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits.

Zone IV: The municipality of St. Louis de Gonzague, the municipality of St. Stanislas de Kostka and the entire county of Vaudreuil-

entier à l'exception du territoire compris dans les zones III et V.

Zone V: La municipalité de Hudson et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

2° L'alinéa intitulé "*Zone III: Dans les salons de barbiers:*" apparaissant à l'article III, sera remplacé par le suivant:

"Zone III: Dans les salons de barbier:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et la veille des jours de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

3° L'alinéa intitulé: "*Zone IV: Dans les salons de barbier:*" apparaissant à l'article III, sera remplacé par le suivant:

"Zone IV: Dans les salons de barbier:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et la veille des jours de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

4° Les deux alinéas suivants seront ajoutés au paragraphe "a" de l'article III:

"Zone V: Dans les salons de barbier:

Les mêmes heures de travail que dans la zone II;

Zone V: Dans les salons de coiffure et de beauté:

Les mêmes heures de travail que dans la zone IV."

5° Les mots "le 1er juillet" seront ajoutés après les mots "la Saint-Jean-Baptiste" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV.

6° Les paragraphes "a", "f" et "g" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"e) Pour les barbiers de la zone II, doivent également être chômés, les premiers lundi, mardi, mercredi et jeudi du mois d'août.

f) Les vacances des salariés-barbiers des zones I et II prévues au paragraphe "a" de l'article VII doivent être accordées à la même date que les jours chômés mentionnés aux paragraphes "e" et "h" du présent article.

g) Durant les jours chômés mentionnés aux paragraphes "a", "b", "e" et "h" du présent article, aucun travail régi par le décret ne doit être exécuté par les employeurs professionnels, les artisans, les compagnons et les apprentis.

h) Pour les barbiers de la zone I, doivent également être chômés, sept (7) journées consécutives qui commencent, pour le groupe situé sur le côté sud du vieux canal Beauharnois, le dernier lundi du mois de juillet et, pour le groupe situé du côté nord du canal, le premier lundi du mois d'août."

7° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"a) Services de barbier:

Soulanges excepting the territory comprised in zones III and V.

Zone V: The municipality of Hudson and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits."

2. The paragraph headed "*Zone III: In barber shops:*", contained in section III, will be replaced by the following:

"Zone III: In barber shops:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20 to the 31 inclusive: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

3. The paragraph headed "*Zone IV: In barber shops:*", contained in section III, will be replaced by the following:

"Zone IV: In barber shops:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20 to the 31 inclusive: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

4. The following two paragraphs will be added to subsection "a" of section III:

"Zone V: In barber shops:

The same working hours as in zone II;

Zone V: In hairdressing and beauty parlors:

The same working hours as in zone IV."

5. The words "July 1st" will be added after the words "St. Jean Baptiste Day" mentioned in subsection "a" of section IV.

6. Subsections "e", "f" and "g" of section IV will be replaced by the following:

"a) The following days shall not be worked by the barbers of zone II: the first Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of the month of August.

f) The vacation of barber employees of zones I and II, as provided for under subsection "a" of section VII, shall be given on the same date as the holidays mentioned in subsections "e" and "h" of the present section.

g) During the holidays mentioned in subsections "a", "b", "e" and "h" of the present section, no work shall be performed by the professional employers, the artisans, the journeymen and the apprentices.

h) Barbers of zone I shall also have seven (7) consecutive days off beginning, for the group situated on the south shore of the old Beauharnois canal, on the last Monday of the months of July and, for the group situated on the north shore of the canal, on the first Monday of the month of August."

7. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"a) Services of the barber:

	I	II	III	IV	V
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female:					
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi — Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.65	\$0.70	\$0.50	\$0.50	\$0.70
Les vendredi, samedi et la veille de jour de fête chômée — Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.75	0.60	0.60	0.75
Coupe de cheveux pour adultes (en brosse) (brush cut) — Haircut for adults (brushcut):					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.85	0.85	0.70	0.70	0.85
Les vendredi, samedi et la veille de jour de fête chômée — Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.95	0.80	0.80	0.95

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans —

Haircut for children under 14 years of age:					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.35	0.40	0.35	0.35	0.40
Les vendredi, samedi et la veille de jour de fête chômée — Friday, Saturday and holiday eves	0.50	0.55	0.40	0.40	0.55
Coupe de cheveux pour enfants (en brosse) (brush cut) au-dessous de 14 ans — Haircut for children (brushcut) under 14 years of age:					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.50	0.55	0.40	0.40	0.55
Les vendredi, samedi et la veille de jour de fête chômée — Friday, Saturday and holiday eves	0.60	0.65	0.50	0.50	0.65
Barbe — Shave	0.35	0.40	0.35	0.35	0.40
Flambage des cheveux — Singeing of the hair	0.15	0.25	0.15	0.15	0.25
Shampooing — Shampoo	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40
Massage ordinaire — Ordinary massage	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Massage "masqué" — "Mask" massage	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75
Tonique pour les cheveux — Hair tonic	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Lotion parfumée — Perfumed lotion	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Fixatif pour les cheveux — Fixature	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Aiguillage de rasoir — Razor setting	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35

8° Le prix de \$10.00 pour une ondulation permanente à froid, apparaissant au paragraphe "b" de l'article V, sera réduit à \$8.00; le prix de \$1.50 pour une décoloration par application sera porté à \$2.50.

9° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "b" de l'article VIII:

"Les prix minima des services dans la zone V sont les mêmes que ceux de la zone IV."

10° Les paragraphes "a" et "b" de l'article VI seront remplacés par les suivants:

"a) Compagnon-barbier régulier: \$35.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes recettes brutes de son travail excédant \$45.00 au cours de la semaine.

b) Compagnon-barbier surnuméraire ou temporaire: \$0.65 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes de son travail; toutefois lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$35.00, et lorsque ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que les compagnons-barbiers réguliers."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1952.

31986-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août 1946, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Article III — Définitions.

En radiant l'article III et en le remplaçant par l'article suivant:

"III a) Le mot "compagnon" désigne un salarié qui a été en apprentissage durant le nombre d'années déterminé par l'article XIX du présent décret pour la branche du métier dans laquelle il est employé.

8. The price of \$10.00 for a cold wave, as mentioned in subsection "b" of section V, will be reduced to \$8.00; the price of \$1.50 for bleaching by application will be increased to \$2.50.

9. The following paragraph will be added to subsection "b" of section VIII:

"The minimum prices of services in zone V are the same as those of zone IV."

10. Subsections "a" and "b" of section VI will be replaced by the following:

"a) Regular journeyman barber: \$35.00 per week plus a 50% commission on all gross receipts of his work exceeding \$45.00 during the week.

b) Occasional or temporary journeyman barber: \$0.65 per hour of work plus a 10% commission on all gross receipts of his work; however when the receipts of his work attain or exceed the sum of \$35.00 and when the said employee has worked thirty (30) hours or more during the week, he shall be remunerated on the basis of a regular journeyman barber."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1952.

31986-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 3088 of August 7, 1946, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended. They request:

1. Section III — Definitions.

The deletion of the present section III and its replacement by the following:

"III a) The word "journeyman" means an employee who has completed the term of years of apprenticeship as set forth in Section XIX of the present decree, for branch of the trade in which he or she is engaged.

b) Dans les départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition, le mot "apprenti" désigne un salarié qui apprend son métier. Le nombre d'années d'apprentissage est tel que mentionné ci-après à l'article XXIII.

c) i. Dans le présent décret, lorsque le mot "apprenti" est employé en relation avec le département des Presses, il désigne un stagiaire.

ii. Dans le département des Presses, le mot "stagiaire" désigne un apprenti dans les quatre premières années de son apprentissage.

iii. Dans le département des Presses, le mot "apprenti pressier" désigne un stagiaire qui après quatre années d'apprentissage, s'inscrit à un cours complémentaire approuvé.

iv. Dans le département des Presses, le mot "assistant pressier" désigne un apprenti qui, ayant complété quatre années d'apprentissage, ne s'inscrit pas à un cours complémentaire ou qui, s'y étant inscrit, néglige de le suivre jusqu'à la fin.

d) Le mot "aide" désigne un salarié inexpérimenté du sexe masculin effectuant des travaux manuels ne nécessitant aucune formation spéciale. Il n'est pas permis à un "aide" d'accomplir aucune des opérations énumérées aux paragraphes C, E et F de l'article XXIII."

2° Article V — Travail supplémentaire.

En radiant le paragraphe h) de l'article V et en le remplaçant par le paragraphe suivant:

"h) Dans aucun cas les apprentis (et dans le département des Presses, les stagiaires et les apprentis pressiers) ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon."

3° Article VIII.

En radiant l'article VIII et en le remplaçant par l'article suivant:

"VIII. Les salariés travaillant à différentes catégories d'ouvrage doivent être rémunérés pour toutes les heures de travail sur chacune de ces différentes catégories, aux taux fixés par le présent décret pour lesdites catégories d'ouvrage."

4° Article IX.

En radiant l'article IX et en le remplaçant par l'article suivant:

"IX. Lorsqu'il est établi à la satisfaction du Comité Paritaire, à la suite d'un rapport de l'employeur, qu'un apprenti dans les départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure ou Finition, qui a atteint la fin de la sixième année d'apprentissage, n'est pas suffisamment qualifié pour être considéré comme compagnon dans l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés, le Comité Paritaire peut autoriser l'employeur à augmenter le taux de gages dudit apprenti de pas moins de 10% à la fin de sa sixième année, et de pas moins de 10% à la fin de chaque période de douze mois subséquents jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation est ajoutée au salaire de l'année terminée."

5° Article X.

En radiant les paragraphes b), h) et k) de l'article X et en les remplaçant par les paragraphes suivants:

"b) i. Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel des départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure ou Finition lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés, entre dans sa sixième année d'apprentissage.

ii. Un stagiaire de première année peut être ajouté au personnel du département des Presses, lorsqu'un stagiaire déjà régulièrement employé dans ce département, est classifié apprenti pressier ou assistant pressier."

b) In the Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments, the word "apprentice" means an employee who is learning his or her trade. The number of years of his or her apprenticeship shall be as set forth in Section XXIII herein.

c) i. When the term "apprentice" is used in this decree, in relation to the Press Department, it shall mean a starting press apprentice.

ii. In the Press Department a "starting press apprentice" means an apprentice in the first four years of his apprenticeship.

iii. In the Press Department an "apprentice pressman" means a starting press apprentice who after four years of apprenticeship registers for a recognized advanced course of study.

iv. In the Press Department an "assistant pressman" means an apprentice who, having completed four years of apprenticeship, does not register for an advanced course of study or who having registered for a course, fails to complete such course.

d) The word "helper" means an unskilled male employee engaged in work not requiring previous experience or training. A helper may not, for example, perform any of the operations listed in Section XXIII sub-sections C, E and F."

2. Section V — Overtime.

The deletion of the present sub-section h) of section V and its replacement by the following:

"h) In no case shall apprentices (and in the case of the Press Department, a starting press apprentice or apprentice pressman) be permitted to work unless there is a journeyman present."

3. Section VIII.

The deletion of the present Section VIII and its replacement by the following:

"VIII. Employees who work on more than one class of work shall be paid for the time spent on each class of work at the rate fixed by this Decree for such class of work."

4. Section IX.

The deletion of the present Section IX and its replacement by the following:

"IX. In the case where the Parity Committee is satisfied, upon the report of the employer, that an apprentice in the Composition, Ruling, Cutting, Bindery or Finishing Departments, after completing six years' apprenticeship, is not sufficiently qualified to be deemed a journeyman in any of the aforesaid departments, it may authorize the employer to increase the apprentice's rate of wages by not less than ten per cent (10%) at the end of every twelve months thereafter, until he reaches a journeyman's rate of wages. Such increase must be computed on the previous year's rate of wages."

5. Section X.

The deletion of the present subsections b), h) and k) of Section X and their replacement by the following:

"b) i. A first year apprentice may be added to the Composition, Ruling, Cutting, Bindery or Finishing Departments, when an apprentice actually employed in said departments enters his sixth year.

ii. A first year "starting press apprentice" may be added to the Press Department when a "starting press apprentice" actually employed in the Press Department is classified as an apprentice pressman or as an assistant pressman."

"h) i. Les assistants pressiers, les apprentis pressiers et les aides n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du nombre d'apprentis (stagiaires) pour le département des presses.

ii. Lorsqu'un apprenti pressier a atteint le stade de compagnon pressier et qu'aucune position comme tel n'est disponible, son salaire, si ses services sont retenus, ne devra pas être moindre que le taux de salaire établi à l'article XIX D iii.), pour un apprenti pressier, 7ième année."

"k) Aux fins d'établir la proportion des apprentis par rapport aux compagnons, tout employé autre qu'un compagnon (ou, dans le département des Presses, un assistant pressier ou un apprenti pressier) qui accomplit l'une ou l'autre des opérations énumérées aux paragraphes C, E et F de l'article XXIII, doit être considéré comme apprenti."

6° Article XI.

En radiant l'article XI, et en le remplaçant par l'article suivant:

"XI. Les conditions régissant le fonctionnement de l'atelier d'impression sont comme suit:

a) Pour toutes les presses à plateau et les petites presses automatiques (automatic job presses), pas moins d'un compagnon pressier pour les trois (3) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un compagnon pressier additionnel pour chaque trois (3) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants pressiers, des apprentis pressiers, ou des stagiaires — ces derniers étant régis, quant à leur nombre, par l'article X du présent décret.

b) Pour toutes les presses cylindriques à l'exception des petites presses automatiques (automatic job presses), jusqu'au format de soixante-huit (68) pouces exclusivement, pas moins d'un compagnon pressier pour les deux (2) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un (1) compagnon pressier additionnel pour chaque deux (2) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants pressiers, des apprentis pressiers ou des stagiaires, ces derniers étant régis, quant à leur nombre, par l'article X du présent décret.

c) Pour toutes les presses de soixante-huit (68) pouces et plus, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical à deux couleurs, presses à retiration, presses rotatives, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, soit automatiques ou margées à la main, pas moins d'un compagnon pressier pour chaque presse en opération. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants pressiers, des apprentis pressiers ou des stagiaires — ces derniers étant régis, quant à leur nombre, par l'article X du présent décret."

7° Article XVII — Vacances payées.

En radiant le paragraphe c) de l'article XVII, et en le remplaçant par le suivant:

"c) Tout salarié qui compte au 30 avril de chaque année deux ans de service ou plus avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées comme suit:

2 ans de service 7 jours de vacances

3 ans de service 10 jours de vacances

Dans le cas où un salarié a droit au cours d'une année, à un ou plusieurs jours additionnels de vacances en vertu du présent paragraphe, il sera laissé à la discrétion de l'employeur, après avoir pris avis du salarié, de déterminer à quelle date ce ou ces jours additionnels de vacances seront pris au cours de ladite année."

8° En remplaçant l'article XIX par le suivant:

h) i. Assistant pressmen, apprentice pressmen and helpers shall not be included in reckoning the number of starting press apprentices.

ii. Where an apprentice pressman attains the status of a journeyman pressman and no position as such is available, he shall, if his services are retained, be paid not less than the rate fixed in Section XIX D iii) for a 7th year apprentice pressman."

"k) For the purpose of computing the ratio of apprentices to journeymen, any employee other than a journeyman (or, in the case of the Press Department, an assistant pressman or an apprentice pressman), who performs any of the operations listed in Section XXIII sub-sections C, E and F, shall be considered a starting press apprentice."

6. Section XI.

The deletion of the present Section XI and its replacement by the following:

"XI. The rules governing the operation of presses shall be as follows:

a) For all platen presses and automatic job presses, not less than one journeyman pressman for the first three (3) presses or fraction thereof in operation, and one additional journeyman pressman for each three (3) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, apprentice pressmen and starting press apprentices — the last-named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present Decree.

b) For all cylinder presses (excluding automatic job presses) up to but not including sixty-eight (68) inches, not less than one journeyman pressman for the first two (2) presses or fraction thereof in operation, and one (1) additional journeyman pressman for every two (2) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, apprentice pressmen and starting press apprentices — the last-named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present Decree.

c) For all presses sixty-eight (68) inches and over; all two-colour flat bed cylinder presses, perfecting presses, rotary presses, flat bed cylinder presses with special attachments for second colour — whether automatic or hand fed — not less than one (1) journeyman pressman for each press in operation shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, apprentice pressmen and starting press apprentices — the last-named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present Decree."

7. Section XVII — Vacation with pay.

The deletion of the present subsection c) of Section XVII and its replacement by the following:

"c) An employee who on April 30th, in any year, has had two or more years' service with the same employer shall be entitled to a vacation with pay in that year as follows:

2 years' service: 7 days vacation

3 years' service: 10 days vacation

In the case where an employee is entitled in any year to one or more additional days' vacation in virtue of this sub-section, it will be left to the discretion of the employer, after notification by the employee, to determine when such additional day or days of vacation shall be taken during the course of the said year."

8. The deletion of the present Section XIX and its replacement by the following:

"XIX. Taux minima de salaires pour le travail "XIX — Day shift minimum rates.
de jour:

Taux horaires minima
Minimum hourly rates
Zones

A) ATELIER DE COMPOSITION — COMPOSING ROOM

	I	II	III
Compagnon typographe — Journeyman compositor.	\$ 1.75	\$ 1.58	\$ 1.49
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	1.75	1.58	1.49
Correcteur d'épreuves — Proof reader: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as Journeyman Compositor before being assigned to proof reading)	1.75	1.58	1.49

Compagnon opérateur de fondeuse — Casterman: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator).	1.75	1.58	1.49
--	------	------	------

Aide sur fondeuse — Caster runner:

La taux de salaires des aides sur fondeuse sont établis comme suit:
— Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months.	0.54	0.49	0.46
2ième semestre	0.56	0.50	0.48
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.60	0.54	0.51
2ième semestre	0.61	0.55	0.52
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	0.75	0.68	0.64
2ième semestre	0.82	0.74	0.70

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuse sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ième année, 2ième semestre.— Thereafter, Caster Runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.

B) ATELIER D'IMPRESSION — PRESS ROOM

Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats, automatiques ou margées à la main.— Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Seal presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description, automatic or hand fed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.55	1.40	1.32
Assistant-pressier sur presses ci-dessus — Assistant pressman on above presses	1.50	1.35	1.27

Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand feed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.75	1.58	1.49
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.50	1.35	1.27

Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à rétiration automatiques ou margées à la main — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses, 16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; two-colour flat bed cylinder presses; Flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses, whether automatic or hand fed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.95	1.76	1.66
Assistant-pressier sur presses ci-dessus — Assistant pressman on above presses	1.55	1.40	1.32

C) ATELIER DE RELIURE ET DE FINITION BOOKBINDING AND FINISHING DEPARTMENT	Zones		
	I	II	III
	Taux horaires minima Minimum hourly rates		
<i>Compagnon relieur — Journeyman Bookbinder.</i>	1.75	1.58	1.49
<i>Opérateur de — Operator on:</i> Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; ruling machines — pen and or disk.	1.75	1.58	1.49
<i>Opérateur de — Operator on:</i> Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à coller les dos et à garnir; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — Folding machines; Automatic gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bovelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width.	1.75	1.58	1.49
<i>Opérateur sur rogneuses — Operator on:</i> jusqu'à 25 pouces — Paper trimmers and choppers, up to 25 inches.	1.17	1.05	0.99
<i>Main-d'œuvre féminine — Female help:</i> Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin — Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishments — hand operations of every description considered as women's work.	0.88	0.79	0.75
<i>Margeuse — Feeding:</i> Machines à régler; machines à estamper; machines à plier — Ruling machines; Folding machines; Stamping machines.	0.88	0.79	0.75
<i>Opératrice — Operating:</i> Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numérotter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillets de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur — Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering tables; Round-cornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width.	0.88	0.79	0.75
<i>Apprentie — Apprentice (Female):</i> Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariés. Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience est considérée comme une apprentie. Les taux de salaires des apprenties sont établis comme suit — The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than twenty-four (24) months' experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months.	0.51	0.46	0.43
2ième semestre 2nd six months.	0.56	0.50	0.48
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months.	0.62	0.56	0.53
2ième semestre 2nd six months.	0.68	0.61	0.58
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months.	0.73	0.66	0.62
2ième semestre 2nd six months.	0.79	0.71	0.67
D) i. APPRENTI (Atelier de composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — APPRENTICES (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments)			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months.	0.54	0.49	0.46
2ième semestre 2nd six months.	0.56	0.50	0.48
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months.	0.60	0.54	0.51
2ième semestre 2nd six months.	0.61	0.55	0.52
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months.	0.75	0.68	0.64
2ième semestre 2nd six months.	0.82	0.74	0.70
4ième année, 1er semestre — 4th year, 1st six months.	0.89	0.80	0.76
2ième semestre 2nd six months.	1.00	0.90	0.85
5ième année, 1er semestre — 5th year, 1st six months.	1.19	1.07	1.01
2ième semestre 2nd six months.	1.30	1.17	1.10

taux horaires minima
Minimum hourly rates

6ième année, 1er semestre — 6th year, 1st six months	1.39	1.25	1.18
2ième semestre	1.48	1.33	1.26

ii. STAGIAIRE (Atelier d'Impression) — STARTING PRESS APPRENTICES

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.54	0.49	0.46
2ième semestre	0.65	0.59	0.55
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.77	0.69	0.65
2ième semestre	0.89	0.80	0.76
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	1.02	0.92	0.87
2ième semestre	1.12	1.01	0.95
4ième année, 1er semestre — 4th year, 1st six months	1.24	1.17	1.05
2ième semestre	1.37	1.23	1.16

iii. APPRENTI-PRESSIER — APPRENTICE PRESSMEN

5ième année — 5th year	1.56	1.40	1.33
6ième année — 6th year	1.63	1.47	1.39
7ième année — 7th year	1.70	1.53	1.44

E) AIDE INEXPÉRIMENTÉ (MASCULIN) Tous les départements
HELPER (MALE) UNSKILLED (All Departments):

Les taux de salaires des aides sont établis comme suit — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.54	0.49	0.46
Subséquent — Thereafter	0.67	0.60	0.57

9° Article XXIII — Dispositions générales régissant l'apprentissage dans la zone I.

En radiant les paragraphes A-5 et A-6 de l'article XXIII et en les remplaçant par les suivants:

"5) Un apprenti dans un atelier de composition, de réglage, de coupage, de reliure ou de finition, peut obtenir la remise de sa dernière année d'apprentissage à la condition qu'il ait fait des progrès satisfaisants de l'avis de son employeur et de la Commission."

6) i. La Commission d'Apprentissage peut exiger que les apprentis, après une période probatoire de six mois d'apprentissage dans leur métier, fréquentent l'École des Arts Graphiques à raison d'une journée par semaine, jusqu'à ce qu'ils aient complété leur troisième année d'apprentissage. Les apprentis qui atteignent le deuxième semestre de leur première année d'apprentissage durant un terme académique ne commenceront alors à fréquenter l'École des Arts Graphiques qu'au début du terme académique suivant. Quant aux apprentis qui complètent le deuxième semestre de leur troisième année durant un terme académique, ils devront continuer à fréquenter l'École des Arts Graphiques jusqu'à ce que prenne fin le terme académique en cours.

ii. Le jour où un apprenti fréquente l'École des Arts Graphiques, tel que ci-haut mentionné, son employeur peut, après en avoir obtenu l'autorisation de la Commission d'Apprentissage, le remplacer durant son absence par un élève régulier de l'École. Le temps passé à l'atelier d'imprimerie par un élève régulier de l'École, est considéré comme faisant partie du programme d'études de l'École, et tel élève n'est pas considéré comme un employé assujéti au présent décret.

iii. Les apprentis des trois premières années qui travaillent sur une équipe de nuit doivent être libérés de tout travail par leurs employeurs la nuit qui précède le jour où ils sont requis d'assister aux cours à l'école des Arts Graphiques, et la journée de cours passée à l'école des Arts Graphiques est considérée comme une journée de travail et doit être rémunérée par l'employeur suivant le taux du travail de nuit."

9. Section XXIII — General provisions governing apprenticeship in zone I.

The deletion of paragraphs A-5 and A-6 of Section XXIII and their replacement by the following:

"5) An apprentice in the Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments may obtain a remission of the last year of his apprenticeship period. This time credit is granted provided only that the apprentice has maintained his efficiency to the satisfaction of the Apprenticeship Commission and his employer."

"6) The Apprenticeship Commission may require apprentices, after a probationary period of six months in the printing industry, to attend the School of Graphic Arts, for instructional training at least one day each week until they complete the third year of their apprenticeship. Apprentices who reach the second six months of their first year of apprenticeship while an academic term is in progress will not commence courses at the School of Graphic Arts until the beginning of the following academic term; apprentices who complete the 2nd six months of their third year of apprenticeship during an academic term must continue to attend courses at the School of Graphic Arts until completion of the academic term in progress.

ii. Where an apprentice attends the School of Graphic Arts as aforesaid, the employer may, subject to the prior approval of the Apprenticeship Commission, use the services of a full-time student from the School of Graphic Arts to replace him in his absence. The time spent by the student in the shop will be considered part of his school curriculum and he will not be considered as an employee covered by the jurisdiction of the present decree.

iii. Apprentices in the first three years of apprenticeship who work on night shifts must be excused from work by their employers on the night previous to the day they are required to attend the classes of the School of Graphic Arts, and the days they spent at the School of Graphic Arts for instructional training shall be considered as days of work and shall be remunerated at the night shift rate by the employer."

10° En radiant le paragraphe "d" de l'article XXIII, et en le remplaçant par l'article suivant:
 "d) Dispositions spéciales s'appliquant à l'atelier d'impression.

Les stagiaires au département des Presses doivent signer un contrat d'apprentissage pour une durée de quatre années. Le titre de "compagnon" ne peut être obtenu qu'à la condition de suivre un cours donné à une école d'arts graphiques ou un cours équivalent approuvé par la Commission d'Apprentissage.

Durant les quatre premières années, un employé est considéré comme "stagiaire". Après avoir complété quatre années d'apprentissage, un employé peut s'inscrire à un cours complémentaire; à compter de la date de son inscription à un tel cours, il est considéré comme "apprenti pressier."

Après avoir complété quatre années de stage les employés qui ne s'inscrivent pas à un cours complémentaire ou qui s'y étant inscrits négligent de le suivre jusqu'à la fin, sont classifiés "assistant pressiers."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1952.

31986-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947 et amendements, relatifs à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

Les dispositions suivantes seront ajoutées au dernier alinéa du paragraphe "c" de l'article IV:

"et de cinq (\$0.05) cents additionnels, à compter du 15 janvier 1952 (indice de novembre 1951 à 191.2)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1952.

31986-o

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo a adopté à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 27 janvier 1952, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276

10. The deletion of subsection "d" of Section XXIII and its replacement by the following:

"d) Special provisions pertaining to press room.

Starting press apprentices shall be indentured for a term of four (4) years. The status of a "journeyman" can only be achieved, however, by supplementing apprenticeship training with a recognized course of study at a graphic arts school or a course of equal merit, approved by the Apprenticeship Commission."

During the first four years an employee shall be classified as a "starting press apprentice". At any time after completing four years' apprenticeship an employee may register for a recognized advanced course of study and from the time of registering for such course shall be classified as an "apprentice pressman".

After completing four years of apprenticeship, employees who do not register for a course or who, having registered for a course, fail to complete such course, shall be classified as "assistant pressmen."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour, will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1952.

31968-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1519 of September 18, 1947, as amended, relating to the construction industry in the Eastern Township District.

The following provisions will be added to the last paragraph of subsection "c" of section IV:

"and by another five cents (\$0.05) from January 15, 1952 (index for November 1951 at 191.2)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1952.

31986-o

Department of Finance Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo" has adopted at a special general meeting of its members held on the 27th of January, 1952, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec In-

de la Loi des assurances de Québec (Chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence, le permis et le certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 janvier 1952.

Pour le Ministre des finances,
GEORGES LAFRANCE,
 Surintendant des assurances.

31988-5-2-o

surance Act (Chapter 299, R.S. 1941), and that consequently the license certificate of registry of the said society are cancelled.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 30th day of January, 1952.

For the Minister of Finance,
GEORGES LAFRANCE,
 Superintendent of Insurance.

31988-5-2-o

Lettres patentes

Le Centre Medico-Social pour Enfants Inc

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes, en date du onze janvier 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe Bouchard, avocat, de Québec, Armand Laberge et Mathieu Samson, tous deux médecins, de Sillery, tous trois du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Aider l'enfance inadaptée, difficile et irrégulière sous le nom de "Le Centre Medico-Social pour Enfants Inc."

Le montant auquel sont limité les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège de la corporation sera à Québec, dans le district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31952-o

Le Centre Medico-Social pour Enfants Inc

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, bearing date the eleventh day of January, 1952 to incorporate as a corporation without share capital: Louis Philippe Bouchard, advocate, of Quebec, Armand Laberge and Mathieu Samson, both physicians, of Sillery, all three of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To help underprivileged, difficult and erratic children, under the name of "Le Centre Medico-Social pour Enfants Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, in the judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

31952

Liquidations, avis de

Avis est donné que les actionnaires de la "Compagnie Dorchester Limitée" ont adopté, le 3 octobre 1951, une résolution à l'effet que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que, à ces fins, M. Maurice Godbout, C.A., a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 26 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31967-o

Notice is hereby given that the shareholders of the "Compagnie Dorchester Limitée" adopted on October 3rd, 1951, a resolution to the effect that the affairs of the said company be voluntarily wound-up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that, for these purposes, Mr. Maurice Godbout, C.A., was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
 Under Secretary of the Province.

31967

Liquidations, avis de

Avis est donné que les actionnaires de "La Compagnie Charest Limitée" ont adopté le 3 octobre 1951, une résolution à l'effet que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que, à ces fins, M. Maurice Godbout, C.A., a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31968-o

Windings up Notices

Notice is hereby given that the shareholders of "La Compagnie Charest Limitée" adopted, on the 3rd day of October, 1951, a resolution to the effect that the affairs of the company be voluntarily wound-up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding Up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that for these purposes, Mr. Maurice Godbout, C.A., was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
 Under Secretary of the Province.

31968

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif "Le Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Georges", tenue à Saint-Georges, comté de Beauce, le 29 septembre 1951, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, M. Louis-Philippe Filion a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31969 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que la Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo, a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 27 janvier 1952, et que de nouveaux membres ne pourront être acceptés à compter du 16 mars 1952.

Monsieur L. G. Godbout, notaire, de Waterloo, a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de l'association qui sera tenue le 16 mars 1952.

Donné à Waterloo, le 28ième jour de janvier 1952.

Le Secrétaire,
31972-5-2-o JACQUES CHAGNON.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, 7 novembre 1951.

MM. J.-Mendoza Piché, directeur du Service du Bien-être social à Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Armand Roy, constable municipal au Bureau préventif de la délinquance, 7219 rue De Gaspé, Jacques Lapiere, 1254 rue Labelle, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-Louis Lachance, gérant de publicité à Canadian Import Company, 293, 5ème rue, app. 4, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Rolland Dupuis, entrepreneur de pompes funèbres, 66 rue Lafrance, Asbestos: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 353 de la Loi des tribunaux judiciaires, S.R.Q. 1941, chap. 15.

Québec, 15 novembre 1951.

MM. W. W. Fisher, secrétaire à la March Shipping Agency, 6021 rue St-André, Pierre Blagdon, Bruno Bergeron, commis-inspecteurs, Service des corporations, Bureaux du Revenu, Montréal, et Léon Sausseureau, entrepreneur en démolition, 4843 rue Notre-Dame ouest, tous qua-

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the cooperative syndicate "Le Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Georges", held at Saint-Georges, county of Beauce, on the 29th day of September, 1951, a resolution was duly adopted whereby the affairs of the said association be voluntarily wound-up and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and that, for such purposes Mr. Louis-Philippe Filion was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
31969 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given, under the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act, that "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo" decided to wind up its affairs, at a special general meeting of its members, held on the 27th day of January 1952, and that new members shall not be accepted as from the 16th day of March 1952.

Mr. L. C. Godbout, Notary, of Waterloo, was proposed as liquidator at this same meeting and will be officially appointed at a subsequent general meeting of the members of the Association to be held on the 16th of March 1952.

Given at Waterloo, this 28th day of January 1952.

JACQUES CHAGNON,
31972-5-2-o Secretary.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, November 7, 1952.

Messrs. J. Mendoza Piché, director of the Social Welfare Service at Trois-Rivières: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Armand Roy, municipal constable in the office for the prevention of delinquency, 7219 De Gaspé street, Jacques Lapiere, 1254 Labelle street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Jean Louis Lachance, advertising manager for the Canadian Import Company, 293 5th street, Apt. 4, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Rolland Dupuis, funeral undertaker, 66 Lafrance street, Asbestos: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 353 of the Courts of Justice Act, R.S.Q., 1941, chap. 15.

Quebec, November 15, 1951.

Messrs. W. W. Fisher, secretary at the March Building Agency, 6021 St. André street, Pierre Blagdon, Bruno Bergeron, clerks and inspectors, Corporations Service, Revenue Offices, Montreal, and Léon Sausseureau, wrecking contractor, 4843 Notre-Dame street West, all four of Montreal: to

tre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Clifford Arthur McKee, agent d'assurance, de Fitch Bay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et Placide Lafond, Village Laroche, St-Grégoire, Nicolet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, S.R.Q. 1941, chap. 15.

M. Charles Alfred Bock, industriel, de Val Barrette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle.

M. Omer Trottier, de Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

Québec, 22 novembre 1951.

M. Josaphat Boucher, de St-Hubert de Spaulding: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

M. Henri-Georges Normand, d'Eastman: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

M. Maurice Desjardins, comptable, 8414 rue Châteaubriand, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

M. Jean-Louis Brousseau, de Senneterre: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi.

M. Hubert Giroux, de Cadillac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi.

Québec, 29 novembre 1951.

MM. Rolland Girard, représentant de la Metropolitan Life Insurance Company, 941 rue Robin, l'abbé Joseph Lalumière, 670 rue DeCourcelles, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; l'abbé Zénon Desrosiers, curé, de Newport, comté de Gaspé-Sud: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Gaspé et de Bonaventure, et J.-Lucien Lamarche, chef de police, de Danville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chap. 15).

Québec, 20 décembre 1951.

MM. Clifton C. Jersey, mécanicien, et René Rouillard, commis, tous deux du Canton de Potton: commissaires pour tenir, avec MM. Guy A. George et Alfred Marcoux, la Cour des commissaires du Canton de Potton, comté de Brome, district de Bedford.

be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Clifford Arthur McKee, insurance agent, of Fitch Bay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, and Placide Lafond, Village of Laroche, St-Grégoire, Nicolet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, R.S.Q., 1941, chap. 15.

Mr. Charles Alfred Bock, industrialist, of Val Barrette: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Labelle.

Mr. Omer Trottier, of Notre-Dame-de-Ham, county of Wolfe: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Quebec, November 22, 1951.

Mr. Josaphat Boucher, of St-Hubert de Spaulding: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce.

Mr. Henri-Georges Normand, of Eastman: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Mr. Maurice Desjardins, accountant, 8414 Châteaubriand street, Montreal: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

Mr. Jean-Louis Brousseau, of Senneterre: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi.

Mr. Hubert Giroux, of Cadillac: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi.

Quebec, November 29, 1951.

Messrs. Rolland Girard, representative of the Metropolitan Life Insurance Company, 941 Robin street, the Rev. abbé Lalumière, 670 DeCourcelles street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; the Rev. abbé Zénon Desrosiers, parish priest, of Newport, county of Gaspé-South: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Gaspé and Bonaventure, and J. Lucien Lamarche, chief of police, of Danville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chap. 15).

Quebec, December 20, 1951.

Messrs. Clifton C. Jersey, mechanic, and René Rouillard, clerk, both of the Township of Potton: to be commissioners for the holding, with Messrs. Guy A. George and Alfred Marcoux, of the Commissioners' Court for the Township of Potton, county of Brome, district of Bedford.

Sièges sociaux

INNES EQUIPMENT QUEBEC LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Innes Equipment Quebec Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu

Head Offices

INNES EQUIPMENT QUEBEC LTD.

Notice is hereby given that Innes Equipment Quebec Ltd., incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on December

de la Loi des compagnies de Québec, le 19 décembre 1951, a établi son siège social à 55 Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 4 janvier 1952.

31957

Le Secrétaire,
THÉRESE BOISSY.

J. LOUIS JOUBERT INC.

Avis est donné que la compagnie "J. Louis Joubert Inc." constituée en corporation par lettres patentes du Lieutenant-gouverneur émise le 2 mars 1951 et ayant auparavant son bureau principal à 1106, 18ème rue, dans les cité et district de Québec, aura dorénavant son bureau principal au N° 92 de la rue de la Couronne, dans les dits cité et district de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau situé à telle adresse dans les dits cité et district de Québec est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 18 janvier 1952.

31983-o

Le Secrétaire dûment autorisé,
JEAN-PAUL HARDY.

19th 1951 has established its Head Office at 55 Decarie Boulevard, Town of St. Laurent, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 4th day of January 1952.

31957-o

THÉRESE BOISSY,
Secretary.

J. LOUIS JOUBERT INC.

Notice is hereby given that the company "J. Louis Joubert Inc." incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor bearing date the 2nd day of March, 1951, and having its head office heretofore at 1106, 18th street, in the city and district of Quebec, shall, in future, have its head office at No. 92 de la Couronne street, in the said city and district of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office, situate at the said address, in the said city and district of Quebec, shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 18th day of January, 1952

31983

Signed: JEAN-PAUL HARDY,
Duly authorized Secretary.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE CAUSAPSCAL
(Comté de Matapédia)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, P. D'Anjou, secrétaire-trésorier, Causapsal, comté de Matapédia, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 19 février 1952, pour l'achat de \$198,000 d'obligations de la commission scolaire du village de Causapsal, comté de Matapédia, datées du 1er janvier 1952 et remboursables par séries du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1972 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½ par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$198,000. — 20 ans.

Année	Capital
1er janvier 1953.	x\$12,500.00
1er janvier 1954.	x 13,000.00
1er janvier 1955.	x 13,500.00
1er janvier 1956.	x 14,000.00
1er janvier 1957.	x 14,500.00
1er janvier 1958.	x 15,000.00
1er janvier 1959.	x 15,500.00
1er janvier 1960.	x 16,000.00
1er janvier 1961.	x 17,000.00
1er janvier 1962.	x 17,500.00
1er janvier 1963.	4,000.00
1er janvier 1964.	4,500.00
1er janvier 1965.	4,500.00
1er janvier 1966.	4,500.00
1er janvier 1967.	5,000.00
1er janvier 1968.	5,000.00
1er janvier 1969.	5,000.00

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF CAUSAPSCAL
(County of Matapédia)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, P. D'Anjou, secretary-treasurer, Causapsal, county of Matapédia, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 19th day of February, 1952, for the purchase of \$198,000 of bonds of the School Commission of the village of Causapsal, county of Matapédia, dated the 1st, of January, 1953, and redeemable serially from the 1st of January 1953 to the 1st of January 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½ per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$198,000 — 20 years

Year	Capital
January 1st, 1953.	x\$12,500.00
January 1st, 1954.	x 13,000.00
January 1st, 1955.	x 13,500.00
January 1st, 1956.	x 14,000.00
January 1st, 1957.	x 14,500.00
January 1st, 1958.	x 15,000.00
January 1st, 1959.	x 15,000.00
January 1st, 1960.	x 16,000.00
January 1st, 1961.	x 17,000.00
January 1st, 1962.	x 17,500.00
January 1st, 1963.	4,000.00
January 1st, 1964.	4,500.00
January 1st, 1965.	4,500.00
January 1st, 1966.	4,500.00
January 1st, 1967.	5,000.00
January 1st, 1968.	5,000.00
January 1st, 1969.	5,000.00

1er janvier 1970.	5,500.00	January 1st, 1970.	5,500.00
1er janvier 1971.	5,500.00	January 1st, 1971.	5,500.00
1er janvier 1972.	6,000.00	January 1st, 1972.	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,992.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$14,099.25 chacun de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Causapscaal, comté de Matapédia.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 19 février 1952, à 8 heures p.m., à la salle du collège de Causapscaal.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Causapscaal (Comté de Matapédia), ce 31ème jour de janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
P. D'ANJOU,

Causapscaal, (Cté Matapédia), Qué. 31995-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE ST-JOSEPH
(Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roméo Forbes, secrétaire-trésorier, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 février 1952, pour l'achat de \$180,000 d'obligations de la Commission scolaire du village St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, datées du 15 janvier 1952 et remboursables par séries du 15 janvier 1953 au 15 janvier 1967 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$180,000—15 ans

Année	Capital
15 janvier 1953.	x\$14,000.00
15 janvier 1954.	x 14,500.00
15 janvier 1955.	x 15,000.00
15 janvier 1956.	x 15,500.00
15 janvier 1957.	x 16,000.00
15 janvier 1958.	x 17,000.00
15 janvier 1959.	x 17,500.00
15 janvier 1960.	x 18,000.00
15 janvier 1961.	3,000.00
15 janvier 1962.	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,992.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$14,099.25 each, from 1953 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Causapscaal, county of Matapédia.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, the 19th of February, 1952, at eight o'clock in the evening, in the College Hall of Causapscaal.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Causapscaal, (County of Matapédia), this 31st day of January, 1952.

P. D'ANJOU,
Secretary-Treasurer,

Causapscaal, (County of Matapédia), Que. 31995

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF ST-JOSEPH
(County of St-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Roméo Forbes, secretary-treasurer, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, up to 8 o'clock in the evening, Monday, the 18th of February, 1952, for the purchase of \$180,000 of bonds of the School Commission of the Village of St-Joseph, county of St-Hyacinthe, dated the 15th of January, 1952 and redeemable serially from the 15th of January 1953 to the 15th of January, 1967 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum payable semi-annually the 15th of January and the 15th of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$180,000—15 years

Year	Capital
January 15th, 1953.	x\$14,000.00
January 15th, 1954.	x 14,500.00
January 15th, 1955.	x 15,000.00
January 15th, 1956.	x 15,500.00
January 15th, 1957.	x 16,000.00
January 15th, 1958.	x 17,000.00
January 15th, 1959.	x 17,500.00
January 15th, 1960.	x 18,000.00
January 15th, 1961.	3,000.00
January 15th, 1962.	3,500.00

15 janvier 1963.	3,500.00	January 15th, 1963	3,500.00
15 janvier 1964.	3,500.00	January 15th, 1964	3,500.00
15 janvier 1965.	3,500.00	January 15th, 1965	3,500.00
15 janvier 1966.	4,000.00	January 15th, 1966	4,000.00
15 janvier 1967.	31,500.00	January 15th, 1967	31,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$125,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$15,625.00 chacun, de 1953 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Hyacinthe.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 février 1952, à 8 heures p.m., dans le sous-bassement de l'école du Sacré-Cœur.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph (Comté de St-Hyacinthe), ce 31^{ème} jour de janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO FORBES,
St-Joseph (St-Hyacinthe) Qué. 31996-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$125,000 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$15,625.00 each, from 1953 to 1960 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Hyacinthe.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, February 18, 1952, at eight o'clock in the evening, in the basement of the Sacred-Heart School (Ecole du Sacré-Cœur).

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Joseph (County of St-Hyacinthe), this 31st day of January, 1952.

ROMÉO FORBES,
Secretary-Treasurer,
St-Joseph (St-Hyacinthe) Que. 31996

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-RAPHAEL
(COMTÉ DE BELLECHASSE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Bolduc, secrétaire-trésorier, St-Raphael, comté de Bellechasse, jusqu'à 7.00 heures p.m., mardi, le 19 février 1952, pour l'achat de \$175,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Raphael, comté de Bellechasse, datées du 1^{er} décembre 1951 et remboursables par séries du 1^{er} décembre 1952 au 1^{er} décembre 1966 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$175,000 — 15 ans.

Année	Capital
1 ^{er} décembre 1952	x\$23,000.00
1 ^{er} décembre 1953	x 24,000.00
1 ^{er} décembre 1954	x 25,000.00
1 ^{er} décembre 1955	x 26,000.00
1 ^{er} décembre 1956	x 27,000.00
1 ^{er} décembre 1957	4,000.00
1 ^{er} décembre 1958	4,500.00
1 ^{er} décembre 1959	4,500.00
1 ^{er} décembre 1960	4,500.00
1 ^{er} décembre 1961	5,000.00
1 ^{er} décembre 1962	5,000.00

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-RAPHAEL
(COUNTY OF BELLECHASSE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Eugène Bolduc, Secretary-treasurer, St-Raphael, county of Bellechasse, up to 7.00 o'clock in the evening, Tuesday, February 19, 1952, for the purchase of \$175,000 of bonds of the School Commission of St-Raphael, county of Bellechasse, dated the 1st of December, 1951, and redeemable serially from the 1st of December, 1952, to the 1st of December, 1966, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually, the 1st of June and the 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$175,000 — 15 years

Year	Capital
1 st December 1952	x\$23,000.00
1 st December 1953	x 24,000.00
1 st December 1954	x 25,000.00
1 st December 1955	x 26,000.00
1 st December 1956	x 27,000.00
1 st December 1957	4,000.00
1 st December 1958	4,500.00
1 st December 1959	4,500.00
1 st December 1960	4,500.00
1 st December 1961	5,000.00
1 st December 1962	5,000.00

1er décembre 1963	5,500.00	1st December 1963	5,500.00
1er décembre 1964	5,500.00	1st December 1964	5,500.00
1er décembre 1965	5,500.00	1st December 1965	5,500.00
1er décembre 1966	6,000.00	1st December 1966	6,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$119,968.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$23,993.60 chacun, de 1952 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Raphael, comté de Bellechasse.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 19 février 1952, à 7.00 heures p.m., à St-Raphael, comté de Bellechasse.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. St-Raphael, (Comté de Bellechasse), ce 30ème jour de janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGENE BOLDUC,
St-Raphael, (Cté Bellechasse),

31970-o

Québec.

Province de Québec

BUREAU MÉTROPOLITAIN DES ÉCOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 19e jour de février 1952, au bureau du secrétaire-trésorier, 3460 rue McTavish, Montréal, pour l'achat de \$4,300,000 d'obligations du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal, en dénominations de \$500.00 chacune ou ses multiples, datées du 1er février 1952 et remboursables par séries du 1er février 1953 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$4,300,000—30 ans

1er février 1953	\$ 65,000.00
1er février 1954	68,000.00
1er février 1955	71,000.00
1er février 1956	75,000.00
1er février 1957	79,000.00
1er février 1958	83,000.00
1er février 1959	87,000.00
1er février 1960	91,000.00
1er février 1961	96,000.00
1er février 1962	100,000.00
1er février 1963	105,000.00
1er février 1964	111,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$119,968.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$23,993.60 each, from 1952 to 1956 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Raphael, county of Bellechasse.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds at time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, the 19th of February, 1952, at 7.00 o'clock in the evening, at St-Raphael, county of Bellechasse.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. St-Raphael, (County of Bellechasse), this 30th day of January, 1952.

EUGENE BOLDUC,
The Secretary-Treasurer,
St-Raphael, (Co. Bellechasse),
Québec.

31970

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL BOARD OF GREATER MONTREAL

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Tuesday, the 19th day of February, 1952, at the office of the Secretary-Treasurer, 3460 McTavish Street, Montreal, for the purchase of \$4,300,000 of bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal, in denominations of \$500.00 each, or multiples thereof, dated February 1st, 1952, and redeemable serially from the 1st of February, 1953 to the 1st of February, 1982, inclusively with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually the 1st of February and the 1st of August of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$4,300,000.00 — 30 years

February 1st, 1953	\$ 65,000.00
February 1st, 1954	68,000.00
February 1st, 1955	71,000.00
February 1st, 1956	75,000.00
February 1st, 1957	79,000.00
February 1st, 1958	83,000.00
February 1st, 1959	87,000.00
February 1st, 1960	91,000.00
February 1st, 1961	96,000.00
February 1st, 1962	100,000.00
February 1st, 1963	105,000.00
February 1st, 1964	111,000.00

1er février 1965.....	116,000.00	February 1st, 1965.....	116,000.00
1er février 1966.....	122,000.00	February 1st, 1966.....	122,000.00
1er février 1967.....	128,000.00	February 1st, 1967.....	128,000.00
1er février 1968.....	134,000.00	February 1st, 1968.....	134,000.00
1er février 1969.....	141,000.00	February 1st, 1969.....	141,000.00
1er février 1970.....	148,000.00	February 1st, 1970.....	148,000.00
1er février 1971.....	156,000.00	February 1st, 1971.....	156,000.00
1er février 1972.....	163,000.00	February 1st, 1972.....	163,000.00
1er février 1973.....	172,000.00	February 1st, 1973.....	172,000.00
1er février 1974.....	180,000.00	February 1st, 1974.....	180,000.00
1er février 1975.....	189,000.00	February 1st, 1975.....	189,000.00
1er février 1976.....	199,000.00	February 1st, 1976.....	199,000.00
1er février 1977.....	209,000.00	February 1st, 1977.....	209,000.00
1er février 1978.....	219,000.00	February 1st, 1978.....	219,000.00
1er février 1979.....	230,000.00	February 1st, 1979.....	230,000.00
1er février 1980.....	242,000.00	February 1st, 1980.....	242,000.00
1er février 1981.....	254,000.00	February 1st, 1981.....	254,000.00
1er février 1982.....	267,000.00	February 1st, 1982.....	267,000.00
	\$4,300,000.00		\$4,300,000.00

Le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal recevra aussi des soumissions pour cette émission sur la base de \$4,300,000 d'obligations remboursables par séries sur une période de quinze ans (15) suivant le tableau ci-dessus avec un paiement final de \$3,031,000.00 en 1967.

Le capital et les intérêts seront payables à toute succursale dans la province de Québec, d'une ou de l'autre des deux banques à charte, dont les noms sont mentionnés dans la procédure d'emprunt, au choix du détenteur.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212, des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les obligations pourront être enregistrées quant au capital au bureau de la Commission en la cité de Montréal.

Chaque soumission devra indiquer si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté au montant égal à un pour cent de l'emprunt. Après examen des soumissions, le chèque déposé par chaque soumissionnaire dont l'offre n'aura pas été acceptée lui sera retourné immédiatement; le chèque du soumissionnaire dont la soumission a été acceptée, sujet à l'autorisation du Surintendant de l'Instruction publique, si nécessaire, tel que prévu à l'article 245 de la Loi de l'Instruction publique (S.R.Q. 1941, chapitre 59), lui sera retourné après l'exécution de son contrat.

Les obligations seront ouvertes à une séance publique du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal qui sera tenue au bureau de la Commission, 3460 rue McTavish, Montréal, le 19e jour de février 1952, à quatre heures de l'après-midi.

Le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal, ce 22e jour de janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
T. SOMMERVILLE.

3460 rue McTavish,
Montréal, P.Q.

31963

The Protestant School Board of Greater Montreal will also receive tenders for this issue on the basis of \$4,300,000.00 of bonds redeemable serially over a period of fifteen years (15), according to the above table with a final payment of \$3,031,000.00 in 1967.

Capital and interest will be payable at any branch in the Province of Quebec, of one or the other of the two chartered banks designated in the loan procedure, at the option of the holder.

The said bonds shall be, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The bonds shall be registrable as to principal at the office of the Board in the City of Montreal.

Every tender must state whether or not the price offered includes the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque for an amount equal to one per cent of the loan. After the examination of the tenders, the cheque deposited by every unsuccessful tenderer shall be returned to him forthwith; the cheque of the tenderer whose tender is accepted, subject to the authorization of the Superintendent of Education, where necessary, as provided in Section 245 of the Education Act (R.S.Q. 1941, Chapter 59), shall be returned to him after the execution of his contract.

The tenders will be opened at a public sitting of The Protestant School Board of Greater Montreal to be held at the office of the Board, 3460 McTavish street, Montreal, on the 19th day of February, 1952, at four o'clock in the afternoon.

The Protestant School Board of Greater Montreal does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Montreal, this 22nd day of January, 1952.

T. SOMMERVILLE,
Secretary-Treasurer.

3460 McTavish Street,
Montreal, P.Q.

31963-o

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DES CANTONS UNIS
(Comté de Labelle)

SCHOOL COMMISSION OF THE UNITED TOWNSHIPS
(County of Labelle)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos. Poirier, secrétaire-trésorier, Ferme-Neuve, Comté de Labelle, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 20 février 1952, pour l'achat de \$125,000 d'obligations de la commission scolaire des Cantons Unis, datées du 1er mars 1952 et remboursables par séries du 1er mars 1953 au 1er mars 1972 inclusivement avec intérêt à un taux n'exédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jos. Poirier, secretary-treasurer, Ferme-Neuve, County of Labelle, up to eight o'clock in the evening, Wednesday, the 20th day of February, 1952, for the purchase of an issue of \$125,000 of bonds of the School Commission of the United Townships, dated the 1st of March 1952, and redeemable serially from the 1st of March 1953 to the 1st of March 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$125,000.00 — 20 ans.

Table of Redemption — \$125,000 — 20 years.

Année	Capital
1er mars 1953	x \$15,000.00
1er mars 1954	x 16,000.00
1er mars 1955	x 16,500.00
1er mars 1956	x 17,000.00
1er mars 1957	x 18,000.00
1er mars 1958	2,000.00
1er mars 1959	2,000.00
1er mars 1960	2,500.00
1er mars 1961	2,500.00
1er mars 1962	2,500.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,500.00
1er mars 1965	3,000.00
1er mars 1966	3,000.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	3,000.00
1er mars 1969	3,500.00
1er mars 1970	3,500.00
1er mars 1971	3,500.00
1er mars 1972	3,500.00

Year	Capital
March 1st, 1953	x \$15,000.00
March 1st, 1954	x 16,000.00
March 1st, 1955	x 16,500.00
March 1st, 1956	x 17,000.00
March 1st, 1957	x 18,000.00
March 1st, 1958	2,000.00
March 1st, 1959	2,000.00
March 1st, 1960	2,500.00
March 1st, 1961	2,500.00
March 1st, 1962	2,500.00
March 1st, 1963	2,500.00
March 1st, 1964	2,500.00
March 1st, 1965	3,000.00
March 1st, 1966	3,000.00
March 1st, 1967	3,000.00
March 1st, 1968	3,000.00
March 1st, 1969	3,500.00
March 1st, 1970	3,500.00
March 1st, 1971	3,500.00
March 1st, 1972	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$82,216.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en cinq versements de \$16,443.20 chacun de 1953 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de l'emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou à Ferme-Neuve.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêts: cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance qui sera tenue mercredi, le 20 février 1952 à 8 heures p.m., à l'école des garçons de Ferme-Neuve, comté de Labelle.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$82,216 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,443.20 each from 1953 to 1957 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ferme-Neuve.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting to be held on Wednesday, the 20th day of February, 1952, at eight o'clock in the evening, in the boys' school of Ferme-Neuve, county of Labelle.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Ferme-Neuve (Comté de Labelle), ce 23ième jour de janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. POIRIER,

Ferme-Neuve, (Labelle).

31958-o

Ferme-Neuve (County of Labelle), this 23rd day of January, 1952.

JOS. POIRIER,
Secretary-Treasurer,

Ferme-Neuve, (Labelle).

31958

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1951 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le cinquième jour de mars 1952, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 11 janvier 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,

31854-3-6-o

J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of March, 1951, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Railway Company", will be sold by public auction to the highest bidder, by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 5th, 1952, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 11th, 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: J. E. TWEEDY,

Manager, Mail and Baggage Traffic.

31854-3-6-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
Canada,

Province de Québec.—District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, District de Québec, Dossier N° 149 807 { LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal et un bureau d'affaires dans la cité de Québec, demanderesse, vs JACQUES THIBOUTOT, commis, résidant dans le village de Princeville, comté d'Arthabaska, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un terrain de forme irrégulière côté nord de la rivière Nicolet, et mesurant, du côté nord, cent vingt-un pieds (121') du côté sud, près de la rivière, cent soixante-et-treize pieds (173'), dans la ligne est cent trente pieds (130') et dans la ligne ouest cent soixante-et-onze pieds (171'), le tout à mesure anglaise, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Standfold, pour le onzième rang, comme faisant partie du numéro treize "A" (p.-13a), borné, ledit terrain, comme suit: au sud à la rivière, du côté ouest à Charles Lecomte et de l'autre côté et en arrière à Léopold Daigle, ensemble avec la bâtisse dessus érigée. Avec de plus, le chemin de douze pieds (12'), pour communiquer au chemin public du onzième rang, sujet à toutes les conditions mentionnées au titre du vendeur (Alarie Alarie). Ainsi que le tout se trouve, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Princeville, le SIXIÈME jour

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
Canada,

Province of Quebec—District of Arthabaska

Magistrate's Court, District of Quebec, Docket No. 149 807 { LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal and a business office in the city of Quebec, plaintiff; vs JACQUES THIBOUTOT, clerk, residing in the Village of Princeville, county of Arthabaska, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A lot of land of irregular figure, on the north side of the Nicolet river, and measuring on the north side, one hundred and twenty-one feet (121'); on the south side, near the river, one hundred and seventy-three feet (173'); in the east line, one hundred and seventy-one feet (171') the whole English measure, known and designated on the official cadastre for the Township of Standfold, for the eleventh range, as forming part of number thirteen "A" (Pt. 13a), bounded, the said lot of land, as follows: On the south by the river, on the west side by Charles Lecomte, and on the other side and in rear by Léopold Daigle, together with the building thereon erected. With moreover, the twelve foot (12') road, to communicate with the public road of the eleventh range, subject to all the conditions mentioned in the title deeds of the vendor (Léon Alarie). As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

To be sold at the parish church door of the Village of Princeville, on the SIXTH day of

dé MARS 1952 à DEUX heures de l'après-midi.
 Le Shérif,
 Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
 Arthabaska, ce 24 janvier 1952. 31976-5-2-o
 [Première publication le 2 février 1952]
 [Deuxième publication le 16 février 1952]

MARCH, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.
 FÉLIX HOULE,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaska, January 24, 1952. 31976-5-2
 [First insertion: February 2, 1952]
 [Second insertion: February 16, 1952]

BEDFORD

Fieri Facias

Canada, Province de Québec, District d'Iberville
 Cour Supérieure, { ALBERT SAINT-HILAI-
 N° 6819 RE, peintre, de Winoos-
 ky, dans l'État de Vermont
 des États-Unis d'Amérique et DAME MARIE-
 ROSE BELVAL, de Sainte-Philomène, dans le
 district de Beauharnois, épouse séparée de biens
 de William McDermott, du même lieu, partie aux
 présentes pour y autoriser son épouse et l'y auto-
 risant de fait, demandeur, vs ELZÉAR BEL-
 VAL, de Colchester, dans ledit État de Vermont,
 exécuteur testamentaire de feu Théophile Belval
 et Mary Patricia Magdelene Pedersen de lieux in-
 connus, veuve dudit Théophile Belval, défen-
 deurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

a) Partie du lot numéro cent quarante (Ptie N° 140) du cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald de Farnham, mesurant vingt-six pieds de largeur en front, cinquante-six pieds de largeur en arrière, et cent huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée par le chemin public; à l'est, par un autre chemin public; au sud, et à l'ouest, par le résidu dudit lot numéro cent quarante (Ptie N° 140);

b) Le lot numéro cent quarante-un (N° 141) du cadastre officiel de la paroisse St-Romuald de Farnham;

c) Partie du lot numéro cent quarante-un-A (Ptie N° 141-A) du cadastre officiel de la paroisse St-Romuald de Farnham, bornée comme suit: au sud-ouest, par le chemin public, au nord, par la propriété de Canadian Pacific Railway Company; à l'est, par le lot numéro cent quarante-deux (N° 142) du dit cadastre; et au sud, par le lot numéro cent quarante-un (N° 141) du dit cadastre;

d) Les lots numéros cent soixante et cent soixante-un (Nos 160 et 161) du cadastre officiel de la paroisse St-Romuald de Farnham; et

e) Partie du lot numéro "cent soixante-deux (Ptie N° 162)" du cadastre officiel de la paroisse St-Romuald de Farnham, bornée comme suit: au nord, par le chemin public et par les lots numéros cent soixante et cent soixante-un (Nos 160 et 161) du dit cadastre; à l'est, par le lot numéro cent soixante-un (N° 161) du dit cadastre et partie du dit lot numéro cent soixante-deux (Ptie N° 162) appartenant à la succession de M. Calixte Choinière; au sud, par le chemin de fer Canadien Pacific Railway Company; et à l'ouest, par partie du dit lot numéro cent soixante-deux (Ptie N° 162);— (La dite partie de lot est plus particulièrement décrite à l'acte enregistré à Missisquoi sous le N° 75607.)

Avec maison et autres bâtisses y érigées."

Les immeubles ci-dessus a) b) c) d) et e) pour être vendus en bloc et comme une seule exploitation.

f) Les droits immobiliers pouvant résulter d'un bail emphytéotique pour le terme de quinze ans, à compter du premier novembre mil neuf cent quarante-quatre, relatif à l'exploitation

BEDFORD

Fieri Facias

Canada, Province of Quebec, District of Iberville
 Superior Court, { ALBERT SAINT-HILAI-
 No. 6819 RE, painter, of Winoosky,
 in the State of Vermont, of the
 United States of America, and DAME MARIE-
 ROSE BELVAL, of Sainte-Philomène, in the
 district of Beauharnois, wife separate as to prop-
 erty, of William McDermott, of the same place,
 a party hereto for the purpose of authorizing his
 wife and actually authorizing her, plaintiff, vs
 ELZÉAR BELVAL, of Colchester, in the said
 State of Vermont, testamentary executor of the
 late Théophile Belval and Mary Patricia Magde-
 lene Pedersen of parts unknown, widow of the
 said Théophile Belval, defendants.

As belonging to the defendants:

a) Part of lot number one hundred and forty (Pt. No. 140) of the official cadastre of the Parish of St-Romuald of Farnham, measuring twenty-six feet in width in front, fifty-six feet in width at the rear, and one hundred and eight feet depth, English measure, and bounded by the public highway; on the East, by another public highway; on the South, and on the West, by the residue of said lot number one hundred and forty (Pt. No. 140);

b) Lot number one hundred and forty-one (No. 141) of the official cadastre of the parish of St-Romuald of Farnham;

c) Part of lot number one hundred and forty-one A (Pt. No. 141-A) of the official cadastre of the parish of St-Romuald of Farnham, bounded as follows: on the south-west, by the public highway, on the North, by the property of the Canadian Pacific Railway Company; on the east, by lot number one hundred and forty-two (No. 142) of the said cadastre; and on the South, by lot number one hundred and forty-one (No. 141) of the said cadastre;

d) Lots numbers one hundred and sixty and one hundred and sixty-one (Nos. 160 and 161) of the official cadastre of the parish of St-Romuald of Farnham; and

e) Part of lot number "one hundred and sixty-two (Pt. No. 162) of the official cadastre of the parish of St-Romuald of Farnham, bounded as follows: on the North, by the public highway and by lots numbers one hundred and sixty and one hundred and sixty-one (Nos 160 et 161) of the said cadastre; on the East, by lot number one hundred and sixty-one (No. 161) of the said cadastre and part of said lot number one hundred and sixty-two (Pt. No. 162) belonging to the estate of Mr. Calixte Choinière; on the South, by the Canadian Pacific Railway Company; and on the West, by a part of said lot number one hundred and sixty-two (Pt. No. 162);— (The said part of lot is more amply described in the deed registered at Missisquoi under No. 75607.)

With house and other buildings thereon rected.

The aforesaid immoveables a) b) c) d) and e) to be sold "en bloc" as one and the same lot of land.

f) The immoveable rights which may result from an emphyteutic lease for the term of fifteen years as from the first of November, one thousand nine hundred and forty-four, respecting the ope-

d'un banc de gravier, consenti par M. Georges Benoit à M. Théophile Belval, par acte reçu par M^{re} Omer Nadeau, Notaire, le cinq juin mil neuf cent quarante-quatre, et enregistré à Missisquoi sous le N° 78937; et affectant "un banc de gravier situé sur le lot N° 157 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald de Farnham, mesurant une longueur de quatre cent trente pieds du côté sud; quatre vingt-dix pieds du côté est, cinq cent cinq pieds du côté nord, quatre cent soixante-dix pieds du côté ouest. Ce dit banc de gravier étant borné comme suit: Au nord, par le reste du dit lot 157 appartenant au vendeur; au sud et à l'ouest par la rivière Yamaska et à l'ouest, par la ligne du terrain de Alfred Gordon.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, district de Bedford, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER, mil neuf cent cinquante-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., 7 janvier 1952.
31814-2-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
Percé, District de Gaspé

Cour de Magistrat, N° 8231. { ARTHUR DELHANTY, puisatier, de Prevel, comté et district de Gaspé, P.Q., demandeur, vs ALINE STE-CROIX, épouse de Lionel Syd, journalier, du village de Gaspé, comté de Gaspé et ledit Lionel Syd, tant personnellement et pour autoriser et assister sa dite épouse et LÉONARD STE-CROIX, fils de feu Ludger Ste-Croix, du village de Gaspé, comté de Gaspé, province de Québec, défendeurs.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, auparavant annoncée comme devant avoir lieu à la porte de l'église du village de Gaspé, mercredi le quatorzième jour de novembre 1951 à dix heures de l'avant-midi, aura lieu à la même porte d'église, MARDI le QUATRIÈME jour de MARS 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. 21 janvier 1952. 31973-5-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec

Cour Supérieure, N° 17346 { GERARD LAGACÉ, propriétaire de moulin à scie, de Biencourt, demandeur, vs CHARLES PERREAULT, de Squateck, défendeur.

"Le lot de terre numéro cinquante-trois (53), rang huit (8), dans le canton Biencourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Squateck, LUNDI, le TROISIÈME jour de MARS 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN
Rivière-du-Loup, 26 janvier 1952.

31974-5-2

ration of a gravel pit, consented by Mr. Georges Benoit, to Mr. Théophile Belval, by deed passed by Me Omer Nadeau, Notary, on the fifth of June, one thousand nine hundred and forty-four, and registered at Missisquoi, under No. 78937; and affecting a gravel pit situate on lot No. 157 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Romuald of Farnham, measuring a length of four hundred and thirty feet on the South side; ninety feet on the East side, five hundred and five feet on the North side, four hundred and seventy feet on the West side. The said gravel pit being bounded as follows: on the North, by the remainder of said lot 157 belonging to the vendor; on the South and West, by the Yamaska River, and on the East, by the line of the land of Alfred Gordon.

To be sold at the door of the Catholic church, Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, District of Bedford, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and fifty-two, TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Sweetsburg, Que., January 7, 1952. Sheriff.
31814-2-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
Percé, District de Gaspé

Magistrate's Court, No. 8231. { ARTHUR DELHANTY, Well driller of Prevel county & District of Gaspé, plaintiff; vs ALINE STE-CROIX, wife of Lionel Syd labourer the said Lionel Syd both personally and to authorize and assist his said wife & LÉONARD STE-CROIX, son of the late Ludger Ste-Croix of the village of Gaspé, County of Gaspé P.Q., defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at the church door of the village of Gaspé, Wednesday the fourteenth day of November 1951, at ten o'clock in the forenoon, will take place at the same church door, on TUESDAY the FOURTH day of MARCH 1952 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., January 21, 1952. Sheriff.
31973-5-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

Superior Court, No. 17346 { GERARD LAGACÉ, proprietor of a sawmill, at Biencourt, plaintiff, vs CHARLES PERREAULT, of Squateck, defendant.

"The lot of land number fifty-three (53), range eight (8) in the township of Biencourt, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Squateck, MONDAY, the THIRD day of MARCH, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, this 26th day of January, 1952. Sheriff for the district of Kamouraska.
31974-5-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. — District de Montréal

Montréal, à savoir: **R. M. CLARK CONS-
N° 260389. TRUCTION CO.
LTD., demanderesse, vs
FLAMECHECK CO. OF CANADA LTD.,
défenderesse.**

Ce certain emplacement situé dans la ville de LaSalle ayant front sur le prolongement de la rue Quinlan (autrefois la rue Ritchie) connu et désigné comme étant la re-subdivision numéro 22 des subdivisions 96 du lot originaire numéro 960 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, borné en front au nord-ouest par le prolongement de la rue Quinlan, en arrière au sud-est par le lot originaire 961 de la paroisse de Lachine et des deux autres côtés par d'autres portions non re-subdivisées de ladite subdivision numéro 96, la ligne séparative sud-ouest dudit emplacement étant située à une distance de 214 pieds et 4/10^{ème} de la propriété appartenant à Quinlan Cut Stone Company connue comme étant la subdivision numéro 56 et la re-subdivision numéro 2 de la subdivision 59, tous deux du lot originaire numéro 960, paroisse de Lachine.

L'emplacement mesure 125 pieds de largeur par une profondeur de 365 pieds et 7/10^{ème} dans la ligne nord-est et 364 pieds et 5/10^{ème} dans la ligne sud-est formant une superficie de 45637 pieds carrés et 5/10.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE FÉVRIER, 1952, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 janvier 1952. 31842-2-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: **ARTHUR PRUD'HOM-
N° 260651 ME, demandeur; vs
ACHILLE DAoust, tant
personnellement qu'en sa qualité de chef de la
communauté existant entre lui et son épouse,
Dame Germaine Prud'homme, défendeur.**

Un lot de terre ayant front sur la rue Paul-Pau, dans le quartier Mercier, en la cité de Montréal, portant le numéro trois cent dix-huit sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro quatre cent quatre sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe (404-318).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE FÉVRIER 1952, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 janvier 1952. 31841-2-2-0

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: **CONSUMERS ACCEP-
N° 304907. TANCE CORPORA-
TION, demanderesse; vs
GASTON FOREST, défendeur.**

"Un emplacement situé dans le quartier Saint-Eusèbe, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux mille deux cent trente-six de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-2236) aux plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé d'Hochelaga, avec toutes les bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 2399 de la rue Hogan, avec droit de passage avec tous

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: **R. M. CLARK CONS-
No. 260389. TRUCTION CO.
LTD. Plaintiff vs FLAME-
CHECK CO. OF CANADA LTD., Defendant.**

That certain emplacement situate in the town of LaSalle, fronting on the continuation of Quinlan Street, (formerly Ritchie Street) known and designated as being re-subdivision number 22 of sub-divisions 96 of original lot number 960 on official plan and book of reference of the Parish of Lachine, bounded in front to the north west by the continuation of Quinlan Street, in rear to south east by original lot 961 of the Parish of Lachine and on both sides by other un-re-subdivided portions of said sub-division number 96, the south western division line of the said emplacement being situated at a distance of 214-4/10 th feet of the property belonging to Quinlan Cut Stone Company, known as sub-division number 56 and re-subdivision number 2 of sub-division 59, both of original lot number 960, Parish of Lachine.

The Emplacement is 125 feet in width by a depth of 365, 7/10 th feet in north eastern line and 364, 5/10 feet, in south eastern line making an area of 45637, 5/10 sq. feet.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the Fourteenth of FEBRUARY 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
Montreal, January 9th, 1952. 31842-2-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **ARTHUR PRUD'HOM-
No. 260651 ME, plaintiff; vs
ACHILLE DAoust, both
personally and in his quality of chief of the
community existing between him and his wife,
Dame Germaine Prud'homme, defendant.**

A lot of land fronting on Paul-Pau Street, in the Mercier ward, in the city of Montreal, bearing number three hundred and eighteen, on the subdivision plan of the original lot designated under number four hundred and four on the official plan and in the book of reference for the parish of "la Longue-Pointe" (404-318).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTEENTH of FEBRUARY, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
Montreal, January 9, 1952. 31841-2-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **CONSUMERS ACCEP-
No. 304907. TANCE CORPORA-
TION, plaintiff; vs
GASTON FOREST, defendant.**

"An emplacement situate in Saint-Eusèbe Ward, in the city of Montreal, known and designated under number two thousand two hundred and thirty-six of the subdivision of original lot number one hundred and forty-eight (148-2236) on the official plan and in the book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga, with all the buildings thereon erected, bearing civic No. 2399 Hogan street, with right

autres y ayant droit dans la ruelle en arrière, et dans la ruelle reliant cette dernière à ladite rue Hogan, avec et y compris les garnitures électrique qui appartiennent à la propriété.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 30 janvier 1952. 31992-5-2-0

of way with all others having a right thereto, in the lane in rear and in the lane joining this latter to said Hogan street, with and including the electric fixtures belonging to the property.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 30, 1952. 31992-5-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { UNITED LOAN CORPORATION, demanderesse; vs ARTHUR SÉNÉCAL, défendeur.

Un emplacement sis en les cité et district de Montréal, et composé de:

a) La moitié sud-est du numéro cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-cinq (2,645 S.E. 1/2 120) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant dix pieds de largeur par soixante-quatorze pieds de profondeur, et bornée en front par la rue Berri, en arrière, par une ruelle, du côté nord-ouest par le résidu dudit lot 2645 N.O. 1/2 120, et au sud-est, par le lot numéro 2645-119;

b) Le lot numéro cent dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-cinq (2645-119) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Avec tous les immeubles dessus érigés portant les numéros civiques 7821 à 7829 inclusivement de la rue Berri.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 30 janvier 1952. 31993-5-2-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { UNITED LOAN CORPORATION, plaintiff; vs ARTHUR SÉNÉCAL, defendant.

An emplacement situate in the city and district of Montreal, and composed of:

a) The southeast half of number one hundred and twenty of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty-five (2,645 S.E. 1/2 120) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Laurent, measuring ten feet in width by seventy-four feet in depth, and bounded in front by Berri street, in rear, by a lane, on the northwest side by the residue of said lot 2645 N.W. 1/2 120, and on the southeast, by lot number 2645-119;

b) Lot number one hundred and nineteen of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty-five (2645-119) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Laurent.

With all the immovables thereon erected, bearing civic Nos. 7821 to 7829 inclusively of Berri street.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 30, 1952. 31993-5-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. A. BINET & FILS LIMITÉE, corps politique et incorporé légalement constitué, ayant un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, contre J. A. L. BÉLANGER, domicilié à 63, 10ème Rue, Gros-Pin, dans le district de Québec, à savoir:

Le lot N° 708-1-D (sept cent huit-un-D) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un terrain situé sur la 10ème Rue, Est, maintenant en la paroisse de Saint-Rodrigue, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 30 janvier 1952. 31994-5-2-0
[Première insertion: 2 février 1952]
[Deuxième insertion: 16 février 1952]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { J. A. BINET & FILS LIMITED, body politic and incorporate, duly incorporated, having a business office in the city and district of Quebec; against J. A. L. BÉLANGER, domiciled at 63, 10th Street, Gros Pin, in the district of Quebec, to wit:

The lot No. 708-1-D (seven hundred eight-one-D) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of land situate on 10th Street, East, now in the parish of St. Rodrigue, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office in the city of Quebec, the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 30, 1952. 31994-5-2
[First insertion: 2 février 1952]
[Second insertion: 16 février 1952]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec: contre EUGÈNE NOLIN, de Ville Guay, R.R. 2, Lauzon, comté de Lévis, à savoir

Une terre de deux arpents et une perche de front sur 40 arpents de profondeur, située en la ville de Lauzon, bornée au nord au fleuve St-Laurent, au sud au bout de la profondeur, au nord-est à Godfroi Turgeon et au sud-ouest à Magloire Turgeon ou représentants, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, connue sous le lot N° 9 (neuf) du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Lévis. A distraire de ce lot: 1° deux emplacements donnés par Oscar Côté à son fils Louis Emile Côté, suivant actes enregistrés sous les Nos 66323 et 72669; 2° une partie vendue par Oscar Côté au Ministère de la Voirie, suivant acte enregistré sous le N° 86032; 3° un emplacement vendu par Eugène Nolin à M. J. E. F. Morin, suivant acte enregistré sous le N° 96907; 4° une petite partie de terrain vendue par Eugène Nolin à Hilaire Létourneau, suivant acte enregistré sous le N° 96672.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement en la cité de Lévis, comté de Lévis, le VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 17 février 1952. [1ère insertion: 19 janvier 1952] [2ème insertion: 2 février 1952]

Le Shérif, AIMÉ DION. 31890-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis Canada,

Province de Québec, District de Saint-François Cour Supérieure, { KENNAN BROOKS JEN-Sherbrooke, { CKES, autrefois de la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, mais présentement de Johnville, dans le canton de Eaton, dans le district de St-François; et SHERBROOKE TRUST COMPANY, corps politique et incorporé ayant ses bureau-chef et principale place d'affaires dans ladite cité de Sherbrooke, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et curateurs seuls survivants, en vertu des dernières volontés de feu John Marveau Jenckes, durant sa vie de ladite cité de Sherbrooke, manufacturier retiré, demandeurs, vs HOVEY PACKING COMPANY LIMITED, corps politique et incorporé, ayant ses bureau-chef et principale place d'affaire en la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse: "La propriété immobilière ci-après décrite:

"1. Les lots numéros soixante-et-dix-huit, soixante-et-dix-neuf et quatre-vingt-dix-sept (78-79 et 97), la moitié sud-est du lot quatre-vingt (80) la moitié sud-est du lot quatre-vingt-et-un (81) et la moitié sud-est du lot quatre-vingt-seize (96) de la subdivision du lot douze cent quarante-deux (1242), dans le quartier sud."

"2. Tous les droits, titres, intérêts, prétentions et réclamations sur cette certaine lisière de terrain, partie du lot connu comme étant le lot numéro douze cent quarante-deux sur le plan de cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit quartier sud, laquelle lisière de terre est bornée

Fieri Facias

Québec, to wit: { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec; against EUGÈNE NOLIN, of Ville Guay, R.R. 2, Lauzon, county of Lévis, to wit:

A farm measuring two arpents and one perch in front by 40 arpents in depth, situate in the town of Lauzon, bounded on the north by the river St. Lawrence, on the south by the end of the depth, on the northeast by Godfroi Turgeon, and on the southwest by Magloire Turgeon or representatives — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known under lot No. 9 (nine) of the official cadastre for the parish of St-Joseph de Lévis. To be deducted from this lot: 1. Two emplacements given by Oscar Côté to his son Louis Emile Côté, according to deeds registered under Nos. 66323 and 72669; 2. A part sold by Oscar Côté to the Department of Roads, according to deed registered under No. 86032; 3. An emplacement sold by Eugène Nolin to M. J.E.F. Morin, according to deed registered under No. 96907; 4. A small parcel of land sold by Eugène Nolin to Hilaire Létourneau, according to deed registered under No. 96672.

To be sold at the Registry Office, in the city of Lévis, county of Lévis, on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, January 17, 1952. [1st insertion: January 19, 1952] [2nd insertion: February 2, 1952]

AIMÉ DION, Sheriff. 31890-3-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris Canada,

Province of Quebec, District of St. Francis Superior Court, { KENNAN BROKS JEN-Sherbrooke, { CKES, formerly of the city No. 9579 { of Sherbrooke, in the district of St. Francis, but presently of Johnville in the Township of Eaton in said district of St. Francis; and SHERBROOKE TRUST COMPANY, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at the said City of Sherbrooke, in their qualities as sole surviving Executors and Trustees under the last Will and Testament of the late John Marveau Jenckes, in his lifetime of the said City of Sherbrooke, retired manufacturer, plaintiff, vs HOVEY PACKING COMPANY LIMITED, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at the City of Sherbrooke in the District of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant: "The following described immovable property, to wit:

"1. Lots numbers seventy-eight, seventy-nine and ninety-seven (78-79 & 97), the south easterly half of lot eighty (80), the south easterly half of lot eighty-one (81) and the south easterly half of lot ninety-six (96) of the subdivision of lot twelve hundred and forty-two (1242) in the south ward."

"2. All the right, title, interest, claim and demand of, in, to and out of that certain strip of land, part of lot known as the lot number twelve hundred and forty-two of the official cadastral plan and book of reference for the said south ward, and which strip is bounded on the east by

à l'est par les lots ou morceaux de terre connus comme étant la moitié sud du lot numéro quatre-vingt-seize, et le lot quatre-vingt-dix-sept sur le plan cadastral et officiel de subdivision dudit lot numéro douze cent quarante-deux, et bornée à l'ouest par la moitié sud du lot numéro quatre-vingt, et par le lot numéro soixante-et-dix-neuf sur le dit plan de subdivision, ladite lisière de terrain ci-haut mentionnée étant partie de cette certaine lisière de terre marquée sur ledit plan de subdivision comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize, sous le titre de River Street, que la "British American Land Company" a détruit dans le but d'en faire une rue mais que le Conseil municipal de la cité de Sherbrooke a refusé d'accepter et de recevoir comme une rue."

"3. Cette certaine étendue ou morceau de terre se trouvant dans le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke, étant les vingt-cinq pieds nord des lots numéros soixante-et-dix-sept (77), soixante-et-seize (76) et quatre-vingt-dix-huit (98), de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quarante-deux (1242) sur le plan du cadastre officiel et livre de renvoi pour ledit quartier sud, avec toute cette partie de la rue indiquée sur ledit plan de subdivision comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize dudit lot douze cent quarante-deux (1242-93) qui est comprise entre les dites parties des dits lots, le tout inclus entre les bornes suivantes: Commencant au pôteau-cornier ouest du lot de subdivision soixante-dix-sept du lot douze cent quarante-deux (1242-77), de là dans une direction nord une distance d'environ trois cent quarante-cinq pieds (345) au coin nord du lot de subdivision numéro quatre-vingt-dix-huit du lot numéro douze cent quarante-deux (1242-98), de là dans une direction sud-est, suivant la rive de la rivière St-François, une distance de vingt-cinq pieds à une borne en fer "A", de là dans une direction sud-ouest une distance d'environ trois cent quarante-cinq pieds (345) à une borne en fer "B", qui est dans la ligne de côté sud-ouest du lot de subdivision soixante-et-dix-sept du lot douze cent quarante-deux (1242-77), et à vingt-cinq pieds (25pds) au sud-ouest de son coin ouest, et de là au point de départ; contenant une surface de huit mille six cent vingt-cinq (8625) pieds carrés. Les bornes "A" et "B" sont des tuyaux de fer, de dimensions légales avec tête en fonte et inscription "spéciale."

"Avec toutes les bâtisses, constructions, améliorations et dépendances dessus érigées ou y appartenant."

Pour être vendus "en bloc", au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le QUATRE MARS 1952, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 28 janvier 1952.

31975-5-2-0

[Première publication, le 2 février 1952]

the lots and parcels of land known as the south half of lot number ninety-six, and lot number ninety-seven on the official cadastral subdivision plan of the said lot number twelve hundred and forty-two, and bounded on the west by the south half of lot number eighty, and by lot number seventy-nine on the said subdivision plan, the said strip of land hereinabove mentioned being part of that certain strip of land marked on the said subdivision plan as lot number ninety-three, under the title of River Street, and which the "British American Land Company" has set apart for the purpose of a street, but which the Municipal Council of the City of Sherbrooke have declined to accept as a street."

"3. That certain tract or parcel of land and being in the south ward of the said City of Sherbrooke, being the northerly twenty-five feet of the lots numbers seventy-seven (77), seventy-six (76) and ninety-eight (98) of the official subdivision of the lot number twelve hundred and forty-two (1242), upon the official cadastral plan and book of reference for the said south ward, together with all that part of the street shown upon said subdivision plan as lot number ninety-three of the said lot twelve hundred and forty-two (1242-93) which is included between said parts of said lots, the whole included within the following boundaries: Starting at the westerly corner post of subdivision lot seventy-seven of lot twelve hundred and forty-two (1242-77), thence in a northerly direction a distance of about three hundred and forty-five feet (345) to the northerly corner of subdivision lot number ninety-eight of lot number twelve hundred and forty-two (1242-98), thence in a south easterly direction following the shore of the St. Francis River, a distance of twenty-five feet to an iron boundary post "A", thence in a south westerly direction, a distance of about three hundred and forty-five (345) feet to an iron boundary post "B" which is in the south westerly side line of subdivision lot of seventy-seven of lot twelve hundred and forty-two (1242-77) and at twenty-five (25ft) to the south west of its westerly corner, and thence to the place of beginning, containing an area of eight thousand six hundred and twenty-five (8625) square feet. The boundary posts "A" and "B" are iron tubes of legal dimensions having on a cast head and special inscription."

"Together with all and every the houses, buildings, improvements and appurtenances thereon or thereunto belonging."

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the FOURTH of MARCH 1952, at TEN o'clock, in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 28th of January, 1952.

31975-5-2-0

[First publication the 2nd of February 1952]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 5

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Kampfer vs Seibert 348

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

67, section "A" — Industrie de la
chaussure dans la province. 348

Index of the Quebec Official Gazette, No. 5

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Kampfer vs Seibert 348

ORDERS IN COUNCIL:

67, part "A" — Shoe industry in the
in the Province. 348

67, section "B" — Métiers de boulanger, distributeur de pains, gâteaux et pâtisseries dans la région de Trois-Rivières	352	67, part "B" — Bakers, bread, cake and pastry deliverers in the district of Trois-Rivières	352
67, section "C" — Industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi Est <i>et al.</i>	353	67, part "C" — Construction industry in the counties of Abitibi-East <i>et al.</i>	353
67, section "D" — Employés de garage dans la cité de Sherbrooke, etc.	354	67, part "D" — Garage employees in the City of Sherbrooke, etc.	354
67, section "E" — Commerce de détail dans la cité de Québec.	355	67, part "E" — Retail trade in the city of Québec.	355
67, section "F" — Industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, <i>et al.</i>	356	67, part "F" — Construction industry and trades in the counties of Hull, <i>et al.</i>	356
68, section "E" — Maître et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette <i>et al.</i>	358	68, part "E" — Barber and hairdressing trades in the counties of Joliette <i>et al.</i>	358
68, section "F" — Industrie de la robe dans la province de Québec.	359	68, part "F" — Dress industry in the Province of Québec	359
68, section "G" — Industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.	360	68, part "G" — Printing industry in the district of Québec.	360
69.— Prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la Province.	364	69.— Extension of the decree relating to the shoe industry in the Province.	364

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 327

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Ouvriers en Chaussures de St-Jérôme (Formation)	366
Bills sanctionnés.	368
C. & D. Beverages Inc. (Directeurs)	366
Dominion Silica Corporation Limited (Directeurs).	367
Innes Equipment Quebec Ltd (Règlement)	365
La Caisse Populaire de St-Charles-Garnier (Fondation)	366
La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand (Règlements)	365
L'Association des Ouvriers des Textiles Synthétiques de St-Jean (Formation)	367
Le Centre Médico social pour Enfants Inc. (Directeurs).	367
Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville (Règlements)	367
Loom Sales Corporation (Distribution de l'actif)	366
Northern Employees Credit Union (Fondation).	366
Syndicat de l'Industrie de L'Assomption (Fondation).	365
Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec (Formation).	365
Walton's Lunch Ltd (Directeurs)	367

Association des Ouvriers en Chaussures de St-Jérôme (Formation)	366
Bills sanctionnés.	368
C. & D. Beverages Inc. (Directeurs)	366
Dominion Silica Corporation Limited (Directeurs).	367
Innes Equipment Quebec Ltd (By-law).	365
La Caisse Populaire de St-Charles-Garnier (Fondation)	366
La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand (By-laws)	365
L'Association des Ouvriers des Textiles Synthétiques de St-Jean (Formation)	367
Le Centre Médico social pour Enfants Inc. (Directeurs).	367
Le Comité du Bien-Etre Social de Saint-Rémi de Napierville (By-laws)	367
Loom Sales Corporation (Distribution of the assets).	366
Northern Employees Credit Union (Fondation).	366
Syndicat de l'Industrie de l'Assomption (Fondation).	365
Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec (Formation).	365
Walton's Lunch Ltd (Directeurs)	367

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Polco Realty Corporation.	370
Polo-Rico Company of Canada Limited	370
Publicité Franco Canada Ltée.	371
Randluke Holding Company	371
Tropical Fruit Products Limited.	370
Vogue Shopping Centre Inc.	370

Polco Realty Corporation.	370
Polo-Rico Company of Canada Limited	370
Publicité Franco Canada Ltée.	371
Randluke Holding Company	371
Tropical Fruit Products Limited.	370
Vogue Shopping Centre Inc.	370

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans les comtes de Argenteuil, Dorchester, Drummond, Gaspé-Sud, Lotbinière et Rivière-du-Loup.	371
---	-----

Dissolution of farmers' clubs in the counties of Argenteuil, Dorchester, Drummond, Gaspé-South, Lotbinière and Rivière-du-Loup	371
--	-----

AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ord. 78-52, région Charlevoix	372	Ord. 78-52, région Charlevoix	372
FINANCES:		FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo	382	Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo	382
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Kegashka, canton	373	Kegashka, township	373
Stratford, canton	374	Stratford, township	374
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse	374	Ste-Agathe-des-Monts, parish	374
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est (Modi- fication)	382	Construction industry in the Eastern Township district (Amendments)	382
Industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal (Modification)	376	Printing industry in the district of Montreal (Amendments)	376
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, etc. (Modification)	374	Barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, etc. (Amend- ments)	374
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Amédée Roy Limitée	329	Amédée Roy Limitée	329
Cloutier Electric Limitée	329	Cloutier Electric Limitée	329
Dan Investment Corp.	329	Dan Investment Corp.	329
Dominion Tile & Terrazzo Co. Ltd.	329	Dominion Tile & Terrazzo Co. Ltd.	329
Duval Handbags Inc.—Sacs à Main Duval Inc.	330	Duval Handbags Inc.—Sacs à Main Duval Inc.	330
Ernest Tassé Limitée	330	Ernest Tassé Limitée	330
Innes Equipment Quebec Ltd.	330	Innes Equipment Quebec Ltd.	330
International Advertising Products Company.	331	International Advertising Products Company.	331
La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis, Inc.	331	La Jeunesse Libérale du Comté de Lévis Inc.	331
Le Centre Médico-Social pour Enfants Inc.	383	Le Centre Médico-Social pour Enfants Inc.	383
Ls.-Jos. Bergeron Inc.	332	Ls.-Jos. Bergeron Inc.	332
Montreal 5c-\$1.00 Stores Ltd.	332	Montreal 5c-\$1.00 Stores Ltd.	332
Paquette & Paquette Inc.	332	Paquette & Paquette Inc.	332
Precision Steel Rule Dies Ltd.	333	Precision Steel Rule Dies Ltd.	333
Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists.	333	Quebec Dance Teachers Association and Affiliated Artists.	333
Reinforced Concrete Designs Inc.	333	Reinforced Concrete Designs Inc.	333
Samson & Frères Ltée.	334	Samson & Frères Ltée.	334
Tape Printers Ltd.	334	Tape Printers Ltd.	334
Trans World Film Laboratories Limited	335	Trans World Film Laboratories Limited	335
Triple-A Specialty Co. of Canada	335	Triple-A. Specialty Co. of Canada	335
Urgel Charette Transport Limitée	335	Urgel Charette Transport Limitée	335
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Donohue Brothers, Limited	336	Donohue Brothers, Limited	336
Geo. Dansereau & Sons Ltd.—Georges Dansereau & Fils Ltée	336	Geo. Dansereau & Sons Ltd.—Georges Dansereau & Fils Ltée	336
J. L. Demers Ltée	336	J. L. Demers Ltée	336
J. M. Boulard Fellow Ship Club	336	J. M. Boulard Fellow Ship Club	336
Lake St. John Power and Paper Com- pany, Limited.	337	Lake St. John Power and Paper Com- pany, Limited.	337
L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée	337	L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée	337
McCuaig Bros. Inc.	337	McCuaig Bros. Inc.	337
Montpelier Construction Ltée — Ltd.	338	Montpelier Construction Ltée — Ltd.	338
Montreal Indoor Tennis Club, Limited	338	Montreal Indoor Tennis Club, Limited	338
Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited	338	Paradis & Fils, Limitée — Paradis & Sons, Limited	338
Pola Interest Ltd.	338	Pola Interest Ltd.	338
Redpath Realities Limited.	338	Redpath Realities Limited.	338

LIQUIDATION, AVIS DE:

Compagnie Dorchester Limitée	383
La Compagnie Charest Limitée.	383
Le Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Georges.	384
Société St-Jean-Baptiste Permanent de Waterloo	384

NOMINATIONS:

Diverses.	384
----------------	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Innes Equipment Quebec Ltd.	385
J. Louis Joubert Inc.	386

SOUMISSIONS:

Cantons-Unis, Com. scol. des.	391
Montréal, Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de.	389
Causapsca, Com. scol., village.	386
St-Raphael, Com. scol.	388
St-Joseph, Comm. scol., village.	387

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company. . .	392
---------------------------------------	-----

VENTES POUR TAXES:

Arthabaska, comté de	339
Charlevoix-Est, comté de	342
Hull, comté de	340
Matane, comté de	344
Matane, Munic. comté (Corrections)..	347
St-Jean, comté de	339
Shefford comté de	341

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

La Banque Canadienne Nationale vs Thiboutot.	392
--	-----

BEDFORD:

Saint-Hilaire <i>et al</i> vs Belval <i>et al.</i>	393
--	-----

GASPÉ:

Delhauty vs Ste-Croix <i>et vir et al.</i>	394
--	-----

KAMOURASKA:

Lagacé vs Perreault.	394
---------------------------	-----

MONTREAL:

Consumers Acceptance Corporation vs Forest.	395
Prud'homme vs Daoust.	395
R. M. Clark Construction Co. Ltd. vs Flamecheck Co. of Canada Ltd.	395
United Loan Corporation vs Sénécal. . .	396

QUÉBEC:

J. A. Binet & Fils Limitée vs Bélanger. .	396
L'Office du Crédit Agricole de Québec vs Nolin.	397

WINDING UP NOTICES:

Compagnie Dorchester Limitée	383
La Compagnie Charest Limitée.	383
Le Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Georges.	384
Société St-Jean-Baptiste Permanent de Waterloo	384

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	384
---------------------	-----

HEAD OFFICES:

Innes Equipment Quebec Ltd.	385
J. Louis Joubert Inc.	386

TENDERS:

United Township, School Comm. of. . .	391
Greater Montreal, Protestant School Board of.	389
Causapsca, School Comm., village.	386
St-Raphael, School Comm.	388
St-Joseph, School Comm., village.	387

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company. . .	392
---------------------------------------	-----

SALES FOR TAXES:

Arthabaska, county of.	339
Charlevoix-East, county of.	342
Hull, County of.	340
Matane, county of	344
Matane, Munic., county (Corrections). .	347
St-Jean, county of	339
Shefford, county of	341

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

La Banque Canadienne Nationale vs Thiboutot.	392
--	-----

BEDFORD:

Saint-Hilaire <i>et al</i> vs Belval <i>et al.</i>	393
--	-----

GASPÉ:

Delhauty vs Ste-Croix <i>et vir et al.</i>	394
--	-----

KAMOURASKA:

Lagacé vs Perreault.	394
---------------------------	-----

MONTREAL:

Consumers Acceptance Corporation vs Forest.	395
Prud'homme vs Daoust.	395
R. M. Clark Construction Co. Ltd. vs Flamecheck Co. of Canada Ltd.	395
United Loan Corporation vs Sénécal. . .	396

QUÉBEC:

J. A. Binet & Fils Limitée vs Bélanger. .	396
The Quebec Farm Credit Bureau vs Nolin.	397

SAINT-FRANÇOIS:

Jenkes *et al* vs Hovey Packing Com-
pany Limited..... 397
31981-o

SAINT FRANCIS:

Jenkes *et al* vs Hovey Packing Com-
pany Limited..... 397
31981-o